



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Canada

Rapport au Parlement sur
**L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
OFFICIELLE**
du gouvernement du Canada



2016-2017

MESSAGE DE LA MINISTRE

TABLE DES MATIÈRES

À titre de ministre du Développement international et de la Francophonie, j'ai le plaisir de déposer le Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada 2016-2017.

Conformément à la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, nous sommes fiers de dire que nos actions ont contribué à la réduction de la pauvreté, qu'elles tiennent compte des points de vue des personnes et pays pauvres et qu'elles sont alignées sur les normes internationales en matière de droits de la personne.

Afin d'améliorer la transparence et l'accessibilité, le rapport de cette année est fourni sur une plateforme en ligne dynamique. Grâce à cette plateforme, les Canadiens pourront utiliser les éléments visuels et les médias interactifs afin d'accéder plus facilement à l'information, avec des liens plus efficaces vers les engagements du Canada dans le monde entier.

Le mandat qui m'a été confié par le premier ministre consistait à recentrer l'aide internationale sur les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et sur les États fragiles. Le premier ministre m'a également demandé de faire du Canada un chef de file en ce qui a trait à l'innovation et à l'efficacité en matière de développement, notamment en améliorant la transparence de l'aide, en favorisant l'amélioration de la collecte et de l'analyse de données, ainsi qu'en examinant des mécanismes nouveaux et existants de prestation d'aide et d'établissement de partenariats.

Après une année de consultations auprès de plus de 15 000 personnes issues de 65 pays, je suis fière d'avoir procédé au lancement de la première Politique d'aide internationale féministe du Canada. Cette politique reflète les contributions des intervenants et demeure fidèle aux valeurs canadiennes. Les champs d'action prioritaires sont basés sur des données probantes et tiennent compte de l'expérience et de l'avantage comparatif du Canada. Cette politique est harmonisée avec les objectifs de développement durable des Nations Unies qui visent à éradiquer la pauvreté d'ici 2030. Elle est aussi conforme à l'Accord de Paris qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à protéger l'environnement. Le Canada a adopté la nouvelle Politique d'aide internationale féministe afin de promouvoir l'égalité des genres et de renforcer les pouvoirs de toutes les femmes et de toutes les filles. Pour le Canada, cette approche représente le meilleur moyen de réduire la pauvreté et de bâtir un monde plus inclusif, pacifique et prospère.

Afin de maximiser les retombées de notre aide, nous devons non seulement être déterminés, mais aussi créatifs, flexibles et rigoureux dans notre approche. Nous devons nous-mêmes être innovateurs et favoriser l'innovation par nos mécanismes de financement et par la

création de nouveaux partenariats. Le Canada est maintenant en mesure de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Ce leadership se traduit par des résultats concrets. Je prête ma voix au soutien des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, et plus particulièrement des femmes et des filles dans toute leur diversité. Elles peuvent compter sur l'engagement et l'expertise du personnel du gouvernement du Canada à Ottawa et dans les missions partout dans le monde, ainsi que sur la contribution inestimable de nos nombreux partenaires canadiens avec qui nous renforçons nos liens.



En 2016-2017, le Canada a fourni 5 milliards de dollars en aide publique au développement. Le présent rapport donne un résumé des contributions de 19 ministères et organismes du gouvernement qui ont collaboré avec plus de 500 partenaires canadiens et de nombreuses organisations internationales et locales afin de soutenir le développement durable à l'échelle mondiale.

Alors que le Canada célèbre son 150^e anniversaire cette année, je suis persuadée que tous les Canadiens peuvent être fiers de nos contributions pour rendre le monde meilleur et pour devenir des chefs de file en repoussant les limites du changement. L'esprit de compassion et de générosité des Canadiens se manifeste dans le travail soutenu qu'accomplit le Canada pour contribuer à aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables en mettant en œuvre des objectifs de développement durable et en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. Ce rapport présente les histoires et les résultats découlant des efforts que le Canada a déployés en 2016-2017 pour aider à mettre fin à la pauvreté et bâtir un monde meilleur.

A handwritten signature in blue ink that reads "m. Bibeau".

L'honorable Marie-Claude Bibeau, C.P., députée
Ministre du Développement international et de la Francophonie

Photo de la page couverture : Pays : Myanmar © Centre de recherches pour le développement international / Minzayar Oo

Voici le neuvième rapport sur l'aide au développement officielle du Canada depuis l'entrée en vigueur de Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (la Loi) le 28 juin 2008.

Le présent rapport répond aux exigences en matière de rapports énoncées aux paragraphes 5(1) et 5(3) de la Loi.

Le rapport statistique prévu au paragraphe 5(2) de la Loi, qui contiendra des détails sur les décaissements considérés comme de l'aide au développement officielle, sera publié d'ici la fin de mars 2018 sur le site Web d'Affaires mondiales Canada.

Le Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, prévu au paragraphe 5(3) de la Loi, est disponible sur le site Web du ministère des Finances du Canada.

On peut consulter la Loi à l'adresse suivante : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-2.8/page-1.html>.

Affaires mondiales Canada

Adresse postale :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le 613-944-9136 (au Canada seulement).

Télécopieur :

613-996-9709

Site Web : www.international.gc.ca

Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2017

This document is also available in English under Report to Parliament on the Government of Canada's Official Development Assistance 2016-2017.

No de catalogue : FR2-14

Imprimé au Canada

TABLE DES MATIÈRES

L'aide au développement officielle en bref	iv	L'environnement et l'action pour le climat	28
Introduction	1	Atténuation des changements climatiques, adaptation et renforcement de la résilience	28
Décassements au titre de l'aide au développement officielle, par ministère (2016-2017)	3	Eau	31
Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle.	4	Contribution du Canada aux efforts de conservation	32
Tenir compte des conditions de la loi	4	Participation du Canada à la réduction des risques de catastrophe	32
Soutien aux objectifs de développement durable	6	La gouvernance inclusive	33
La Politique d'aide internationale féministe du Canada	8	Droits de la personne	33
Champs d'action	9	Développement du droit et accès à la justice	33
L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles	9	Participation et inclusion	34
Éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre	10	Prestation inclusive des services	35
Soutenir les organisations de défense des droits des femmes	11	La paix et la sécurité	37
Accroître la capacité du secteur public en matière d'égalité des genres	11	Établir et maintenir la paix	37
Renforcer les données probantes sur l'égalité des genres	12	Avancement de la femme, de la paix et de la sécurité	40
La dignité humaine	13	Réduire les menaces à l'échelle mondiale	40
Santé et nutrition	13	Aide au développement non officielle : dépenses de sécurité	41
Éducation	16	Collaboration avec des organisations internationales	42
Action humanitaire	18	Contribution du Canada au système des Nations Unies	42
La croissance au service de tous	24	Contribution du Canada aux institutions financières internationales	44
Gouvernance, droits économiques et environnements propices	24	Contribution du Canada au Commonwealth	44
Rendement des micro, petites et moyennes entreprises et des cultivateurs	24	Contribution du Canada à la Francophonie	45
Renforcer les connaissances et les compétences des travailleurs	26	Contribution du Canada à l'Organisation panaméricaine de la santé	45
		Collaboration avec des partenaires canadiens	46
		Les partenaires soutiennent l'innovation en matière de développement	46
		Mobilisation continue des Canadiens, y compris les jeunes	47
		Collaboration avec des partenaires locaux	49
		Résultats à l'échelle mondiale	50
		L'aide au développement officielle par ministère	136

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE EN BREF



Le Canada a dépensé

5 milliards de dollars

en AIDE AU DÉVELOPPEMENT
OFFICIELLE (ADO) en

2016-2017

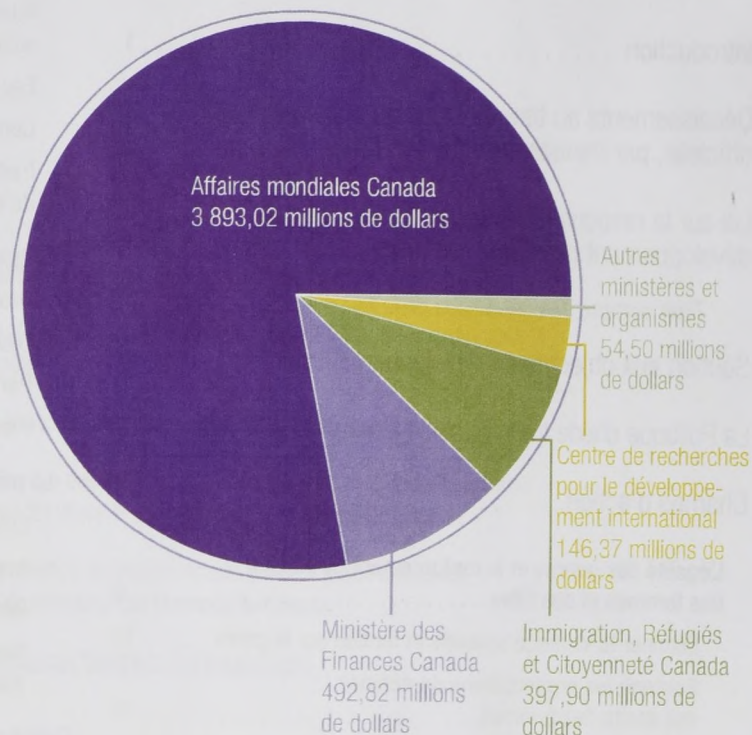
Cela comprend

813 millions de dollars en AIDE HUMANITAIRE, dont
737 millions de dollars en AIDE BILATÉRALE¹

Le Canada a annoncé plus de

119,25 millions de dollars

pour répondre aux graves crises
humanitaires touchant le **Nigéria**,
la **Somalie**, le **Soudan du Sud** et
le **Yémen**



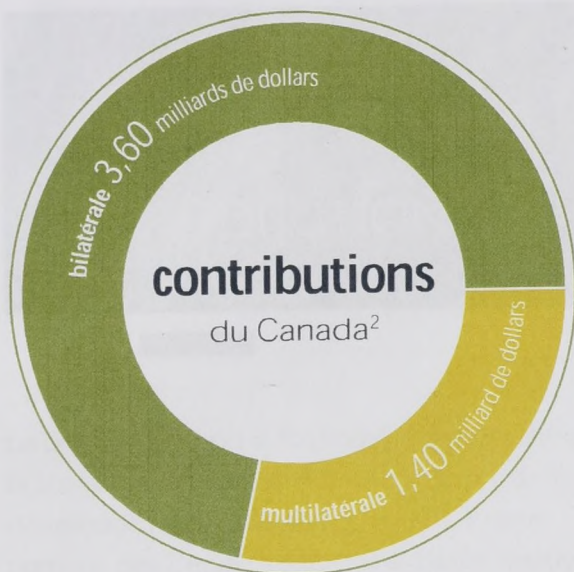
En **2016-2017**,
le Canada a versé

1,2 milliard de dollars
en aide bilatérale en
Afrique subsaharienne



Le Canada a travaillé avec **plus de 500** partenaires
canadiens pour fournir cette ADO.

1. Les chiffres finaux pour l'aide humanitaire figureront dans le Rapport statistique sur l'aide internationale (2016-2017).



En 2016-2017, **76 %**

des investissements en aide bilatérale d'Affaires mondiales Canada ont ciblé ou intégré **l'égalité des genres** et le **renforcement du pouvoir des femmes et des filles**. Au cours des **cinq prochaines années**, ce pourcentage grimpera à **au moins 95 %**



Chaque année, le Canada assure la réinstallation **d'un réfugié sur dix** à l'échelle mondiale. En 2016-2017, le Canada a réinstallé **32 232 réfugiés**³

En septembre 2016, le Canada a accueilli la **CINQUIÈME CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES** du **FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME**.



Cette conférence a permis d'amasser **plus de**

12,9 milliards de dollars US sous forme d'engagements. Le **Canada** a versé **804 millions de dollars** pour les années 2017-2019

Grâce au soutien du Canada et d'autres donateurs :

le **PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION** a aidé **11,3 millions** d'enfants, dont **6,3 millions** de filles, à aller à l'école

le **MÉCANISME DE FINANCEMENT POUR LA STABILISATION IMMÉDIATE DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT** a facilité en **Irak** le retour de **1,3 million** de personnes dans des zones libérées de l'emprise de **Daech**

l'**INITIATIVE MONDIALE POUR L'ÉRADICATION DE LA POLIOMYÉLITE** a immunisé **2,5 milliards** d'enfants depuis **2000**

l'**UNICEF** a réussi à atteindre **3,7 millions** de dirigeants communautaires pour aider à prévenir **LES MARIAGES D'ENFANTS, LES MARIAGES PRÉCOCES ET LES MARIAGES FORCÉS** en Asie et en Afrique depuis 2014.

2. L'aide bilatérale comprend l'aide sous toutes ses formes, dont l'aide humanitaire ainsi que les programmes pays et régionaux, qui n'est pas un appui institutionnel à des organismes multilatéraux. L'aide multilatérale comprend l'appui institutionnel aux organismes multilatéraux, ou un financement de base aux institutions multilatérales.

3. En 2016-2017, parmi les populations de réfugiés à l'échelle mondiale, le Canada a réinstallé 13 070 réfugiés pris en charge par le gouvernement, 16 600 réfugiés parrainés par le secteur privé et 2 562 réfugiés désignés par un bureau des visas au titre du Programme mixte.

INTRODUCTION

Le présent rapport a été rédigé conformément à la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO). Il rend compte des dépenses et des activités relatives à l'aide au développement officielle (ADO) du gouvernement du Canada au cours de l'exercice financier 2016-2017 (du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017). Il met en lumière les efforts déployés par 19 ministères et organismes fédéraux canadiens qui ont contribué à l'ADO conformément à la LRADO et aux objectifs prioritaires de la politique, lesquels visent à :

- aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, et soutenir les États fragiles;
- promouvoir l'égalité des genres et renforcer le pouvoir des femmes et des filles;
- contribuer à bâtir un monde plus inclusif, pacifique et prospère.

En 2016-2017, le gouvernement du Canada a déboursé 5 milliards de dollars en ADO dans plus de 100 pays.

En matière de développement, le monde est confronté à d'importants défis en constante évolution et c'est pourquoi il est essentiel que le Canada continue de s'adapter et d'innover. Il est ainsi possible de s'assurer que l'aide internationale du Canada est ciblée de manière stratégique et produit un effet optimal. Au cours de l'examen de l'aide internationale, le Canada a entendu les voix de plus de 15 000 personnes issues de 65 pays. Ces gens ont exprimé à maintes reprises qu'aider les femmes et les filles est fondamental pour relever les défis mondiaux de développement. Cet examen a permis d'explorer des méthodes innovantes et efficaces de prestation de l'aide internationale fondées sur les données probantes et les pratiques exemplaires. Le Canada a conçu sa nouvelle Politique d'aide internationale féministe, lancée le 9 juin 2017.



La Politique d'aide internationale féministe fournit un cadre d'orientation pour l'aide internationale du Canada jusqu'en 2030. L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles seront au cœur de la démarche. Cette approche féministe ne limite toutefois pas nos efforts uniquement aux femmes et aux filles. Le Canada croit plutôt que c'est la manière la plus efficace de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, c'est-à-dire l'inégalité et l'exclusion, pouvant toucher n'importe qui.

Le Canada, pour s'assurer d'obtenir des résultats concrets dans des secteurs où il possède un avantage comparatif, concentre son aide internationale dans six nouveaux champs d'action interreliés. Le principal champ d'action est l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Les autres champs d'action sont la dignité humaine, la croissance au service de tous, l'environnement et l'action pour le climat, la gouvernance inclusive, ainsi que la paix et la sécurité. Le champ d'action de la dignité humaine vise à favoriser l'accès à des services de santé de qualité, à la nutrition et l'éducation et à l'aide humanitaire axée sur les besoins. Le Canada concentrera son aide internationale dans les régions du monde les plus touchées par la pauvreté et la vulnérabilité et où le soutien canadien peut faire la plus grande différence.

La nouvelle Politique d'aide internationale féministe marque un tournant important dans la manière dont le Canada cible et fournit son aide internationale. Il faudra du temps pour pleinement mettre en œuvre cette politique. Le Canada a toutefois déjà commencé à faire d'importants progrès relativement à des aspects clés des six champs d'action. Ces progrès sont le résultat de nouveaux projets débutés en 2016-2017 et de projets en cours qui ont été réorientés. Le présent rapport permet de jeter un premier coup d'œil aux types de résultats que nous comptons atteindre par la nouvelle Politique d'aide internationale féministe.

Ce rapport présente les dépenses en ADO du Canada en 2016-2017. Il décrit les réalisations concrètes découlant des efforts déployés dans le monde entier par le gouvernement du Canada dans les nouveaux champs d'action, en collaboration avec ses partenaires canadiens, étrangers et de la société civile.

Afin d'améliorer la transparence et l'accessibilité, le rapport de cette année est fourni sur une plateforme en ligne dynamique. Les Canadiens pourront utiliser les éléments visuels et les médias interactifs de cette plateforme afin d'accéder plus facilement à l'information concernant les actions canadiennes dans le monde entier.



DÉCAISSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE, PAR MINISTÈRE (2016-2017)

Le gouvernement du Canada a versé 5 milliards de dollars en aide au développement officielle (ADO) en 2016-2017 par l'intermédiaire de 19 ministères et organismes fédéraux. Le présent rapport contient des données préliminaires. Les données financières finales et détaillées pour 2016-2017, y compris celles portant sur l'aide bilatérale et multilatérale, figureront dans le Rapport statistique sur l'aide internationale (exercice 2016-2017). Le Rapport statistique sera affiché sur le site Web d'Affaires mondiales Canada d'ici la fin de mars 2018.

Le tableau 1 indique la somme décaissée par chacun des 19 ministères et organismes fédéraux.

Tableau 1 : Décaissements au titre de l'aide au développement officielle, par ministère et organisme (2016-2017)

Compilés par Affaires mondiales Canada au nom du gouvernement du Canada

MINISTÈRE OU ORGANISME	Décaissements ⁴ (en millions \$ CA)
Affaires mondiales Canada	3 893,02
Ministère des Finances Canada	492,82
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	397,90
Centre de recherches pour le développement international	146,37
Gendarmerie royale du Canada	26,03
Environnement et Changement climatique Canada	16,63
Ministère de la Défense nationale	4,45
Agence du revenu du Canada	1,82
Agence de la santé publique du Canada	1,04
Innovation, Science et Développement économique Canada	1,01
Emploi et Développement social Canada	0,98
Ressources naturelles Canada	0,76
Parcs Canada	0,68
Postes Canada	0,40
Agence canadienne d'inspection des aliments	0,39
Statistique Canada	0,20
Monnaie royale canadienne	0,07
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,03
Santé Canada	0,01
Sous-total	4 984,60
Services appuyant les activités d'Affaires mondiales Canada	18,06
TOTAL	5 002,66

4. Les sommes figurant dans ce tableau excluent les remboursements des prêts et des contributions remboursables. Tous les remboursements seront indiqués séparément dans le Rapport statistique sur l'aide internationale (exercice 2016-2017). Tous ces décaissements sont provisoires et peuvent être modifiés à la suite de l'exercice de l'assurance de la qualité. Les données définitives figureront dans le Rapport statistique.

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE

La Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO) est entrée en vigueur en 2008. Cette loi vise à ce que toute l'aide au développement officielle (ADO) du Canada soit axée sur la réduction de la pauvreté et appliquée conformément aux principes d'efficacité de l'aide et aux valeurs canadiennes. Pour obtenir plus de détails, veuillez prendre connaissance du [texte complet de la LRADO](#)⁵.

La LRADO pose trois conditions qui doivent être respectées pour que l'aide internationale fasse l'objet d'un rapport au Parlement en tant qu'aide au développement officielle. Elle doit :

1. contribuer à la réduction de la pauvreté;
2. tenir compte des points de vue des pauvres;
3. être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne.

L'ADO canadienne peut par ailleurs servir à l'aide humanitaire.

La Loi exige qu'un rapport annuel résumant les dépenses et activités de l'ADO du Canada soit présenté au Parlement par le ministre du Développement international et de la Francophonie au nom du gouvernement du Canada.

Voici le neuvième rapport sur l'ADO du Canada depuis l'adoption de la LRADO (la Loi) le 28 juin 2008.

Le présent rapport répond aux exigences en matière de rapports énoncées aux paragraphes 5(1) et 5(3) de la Loi.

Conformément à la Loi, un rapport statistique annuel sur l'aide internationale pour tous les décaissements au titre de l'ADO canadienne est également produit. La prochaine version du rapport statistique sera disponible sur le site Web d'Affaires mondiales Canada en mars 2018.

Les rapports canadiens relatifs à l'ADO respectent les normes internationales sur la présentation de rapports, telles qu'adoptées par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce comité veille à ce que l'aide publique au développement soit utilisée de manière à promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement. Toutefois, à la différence de ce qui est prévu dans la définition de l'OCDE, les rapports en vertu de la LRADO n'englobent pas l'aide des provinces et des municipalités.

Les critères de la LRADO s'appliquent aussi à la nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada.

TENIR COMPTE DES CONDITIONS DE LA LOI

L'objectif premier de l'ADO du Canada est de réduire la pauvreté. L'ADO du Canada a pour but de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement, en mettant l'accent sur l'aide aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

Pour les années à venir, la Politique d'aide internationale féministe du Canada ciblera les causes profondes de la pauvreté, c'est-à-dire l'inégalité et l'exclusion, qui peuvent toucher n'importe qui. Cette politique est principalement axée sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. C'est la meilleure façon d'aborder les nombreuses dimensions de la pauvreté et de bâtir un monde plus pacifique, inclusif et prospère.

5. <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-2.8/TexteComplet.html>

Tenir compte des points de vue des personnes pauvres est également essentiel au programme d'ADO du Canada. Afin de répondre efficacement aux besoins à l'échelle locale, le Canada a des interactions avec les gouvernements partenaires, les organismes de la société civile et les bénéficiaires de projets tout au long du cycle des projets. De plus, il consulte régulièrement un vaste éventail d'experts, d'universitaires et d'autres intervenants internationaux afin d'éclairer l'approche canadienne. Les points de vue des intervenants qui ont été énoncés durant les consultations relatives à l'examen de l'aide internationale en 2016 et 2017 ont joué un rôle crucial dans l'élaboration de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe.

Afin que le programme du Canada soit compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne, les initiatives doivent démontrer, au minimum, qu'elles ne risquent pas de faire de tort. Cela signifie qu'il faut exercer une diligence raisonnable afin d'éviter de porter atteinte aux droits de la personne dans le pays ou la communauté. Dans de nombreux projets, les questions des droits de la personne font partie des objectifs clés.

Dans le cadre de son approche féministe de l'aide internationale, le Canada s'est engagé à fournir une aide humanitaire basée sur les droits de la personne et qui est inclusive. Le Canada reconnaît que tout le monde doit pouvoir bénéficier des mêmes droits fondamentaux et des mêmes occasions de réussir. Et ce, peu importe le sexe de la personne, sa race, ses origines ethniques, sa couleur, sa religion, sa langue, son orientation sexuelle, son identité de genre, son âge, ses habiletés, son statut de migrant ou de réfugié ou tout autre aspect de son identité. En adoptant une approche fondée sur les droits de la personne, le Canada contribuera à promouvoir les droits de la personne par l'entremise de l'aide internationale. Dans sa démarche, le Canada sera guidé par les principes clés en matière de droits de la personne :

- l'égalité ;
- la non-discrimination ;
- la participation ;
- l'inclusion ;
- la transparence ;
- la responsabilisation.

SOUTIEN AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2015, les leaders mondiaux ont adopté un plan d'action mondial pour éradiquer la pauvreté et favoriser la paix mondiale dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles de ce programme sont intégrés et indivisibles. Ils permettent un équilibre entre les trois dimensions du développement durable (social, économique et environnemental). Contrairement aux Objectifs du Millénaire pour le développement, axés sur l'aide aux pays les plus pauvres du globe, ceci est un programme universel qui exige une action de tous les pays et les concerne tous.

Le Canada met un accent considérable sur l'atteinte de l'égalité des genres et sur le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Ceci représente l'objectif 5 du Programme pour 2030. L'appui au cinquième objectif sera un point de départ important pour l'aide internationale canadienne et orientera les efforts relatifs aux autres ODD. Le gouvernement du Canada croit qu'une approche féministe est la meilleure manière de réduire la pauvreté et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte. C'est là le cœur de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 représente un défi pour la communauté internationale et nécessitera la mise en place de nouveaux partenariats entre de nombreux intervenants. Le programme pour 2030 ne consiste pas seulement à atteindre les objectifs; la manière dont les gouvernements et les autres acteurs travaillent ensemble est également importante. Le Canada reconnaît le besoin de travailler avec un écosystème robuste d'organisations afin de trouver des idées innovatrices et intégrées pour créer un monde plus durable. Pour ce faire, le Canada forge des partenariats fructueux et efficaces avec un grand éventail de partenaires, y compris :



- les sociétés civiles;
- les peuples autochtones;
- les organisations multilatérales et internationales;
- les organisations philanthropiques;
- les autres ordres de gouvernement;
- le secteur privé.

On estime que pour atteindre les objectifs de développement durable, il faudra un investissement mondial combiné de 5 à 7 milliards de dollars US par année d'ici 2030. Atteindre ce niveau d'investissement nécessite de nouvelles idées et initiatives dans le but d'obtenir d'autres financements qui s'ajoutent à l'ADO. Afin d'obtenir de nouvelles sources de financement du développement, le Canada augmentera et diversifiera ses mécanismes de fonctionnement avec le secteur privé et les autres intervenants. Ces efforts aideront à créer la croissance nécessaire pour atteindre les ODD et pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Le Canada a intensifié ses efforts de financement en ce qui concerne les défis en matière de développement et la recherche de nouvelles approches novatrices. Ces éléments sont de la plus haute importance dans la mise en œuvre du programme de 2030. Voici quelques exemples :

- Le Canada et la Jamaïque dirigent conjointement aux Nations Unies un Groupe des Amis concernant le financement des ODD. Cette initiative vise à trouver de nouvelles sources de financement public, privé et philanthropique pour la réalisation des ODD.

- En mars 2017, le Canada a annoncé le financement et la création d'une nouvelle institution, l'Institut de financement du développement. Cet institut mettra à profit certaines formes d'aide internationale afin d'atténuer les risques et de débloquer des fonds supplémentaires pour le développement durable.
- Le Canada a aussi lancé et financé Convergence, une plateforme visant à encourager le financement mixte par des partenaires publics, privés et philanthropiques. Le financement mixte est un cadre qui permet la combinaison de capitaux publics et privés afin de financer les objectifs de développement, d'accroître les effets des investissements liés au développement international et d'obtenir des résultats durables. Cette plateforme encourage le partage d'information, le contact entre les investisseurs publics et privés et l'essai de modèles de financement structurés.
- Le Canada soutient la coopération fiscale internationale par l'entremise de projets pour améliorer l'administration de l'impôt et la perception des recettes pour la mobilisation des ressources internes des pays en développement. Le Canada est membre du comité directeur de l'Initiative fiscale d'Addis. Cette initiative a été lancée lors de la Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba en 2015. Elle vise à améliorer l'efficacité des systèmes fiscaux nationaux. Le Canada est en voie de doubler son appui à la coopération fiscale internationale et au renforcement des capacités.

Les 17 ODD reposent sur 169 cibles et 232 indicateurs. Ces indicateurs ont été formulés par le Groupe d'experts interinstitutionnel indépendant de la Commission de la statistique des Nations Unies sur les indicateurs des objectifs du développement durable (GEII-ODD). Afin de suivre les progrès, ce groupe établit un cadre d'indicateurs pour surveiller les objectifs et les cibles du Programme pour 2030 à l'échelle mondiale et soutenir la mise en œuvre de ce dernier.

Statistique Canada joue un rôle important dans cette démarche en collaborant avec les Nations Unies et les autres bureaux nationaux de statistiques afin de mettre au point le cadre d'indicateurs. En mars 2017, Statistique Canada a accueilli une réunion du GEII-ODD à Ottawa. Celle-ci comprenait des présentations sur la ventilation des données et sur le rôle des organismes gardiens. Statistique Canada a aussi participé à des séminaires techniques à propos de la collecte de données lors du Forum politique de haut niveau en juillet 2017. Cet événement comprenait des conférences clés du statisticien en chef du Canada.

Un groupe de travail des Nations Unies a proposé des indicateurs au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Le Cadre de Sendai a été créé à la suite de la troisième conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe en 2015. Ce cadre comporte sept objectifs et quatre priorités d'action. Sécurité publique Canada et Affaires mondiales Canada étaient membres du groupe de travail des Nations Unies. Ces indicateurs ont été intégrés au cadre d'indicateurs mondial pour les ODD.

Le cadre d'indicateurs du Programme pour 2030 repose sur le travail du GEII-ODD et des bureaux nationaux de statistiques comme Statistique Canada. Le Conseil économique et social des Nations Unies a par la suite adopté ce cadre par consensus. Ensuite, l'Assemblée générale des Nations Unies a autorisé ce cadre au cours de l'été 2017.

Le Programme 2030 est de nature universelle. Le gouvernement du Canada soutient cet effort mondial et s'est aussi engagé à réaliser ce programme ambitieux à l'échelle nationale et internationale.



LA POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE FÉMINISTE DU CANADA

Le 9 juin 2017, le gouvernement du Canada a lancé la Politique d'aide internationale féministe du Canada. Cette politique adopte une approche intégrée de l'aide au développement, de l'aide humanitaire ainsi que du soutien à la paix et à la sécurité, axée sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Cette approche représente le meilleur moyen de réduire la pauvreté et de bâtir un monde plus inclusif, pacifique et prospère.

Cet engagement sera mis en œuvre dans six champs d'action :

- l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles (principal champ d'action) ;
- la dignité humaine ;
- la croissance au service de tous ;
- l'environnement et l'action pour le climat ;
- la gouvernance inclusive ;
- la paix et la sécurité.

Les champs d'action sont basés sur des preuves évidentes et tiennent compte de l'expérience et de l'avantage comparatif du Canada. La politique elle-même est harmonisée avec de grands cadres mondiaux. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable représentent un bon exemple d'un de ces cadres importants. Un autre exemple est l'Accord de Paris en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

La Politique d'aide internationale féministe donne les moyens au Canada d'intervenir et d'être un leader en ce qui concerne les importants défis auxquels tous les pays font face. D'ailleurs, tout le monde n'a pas bénéficié équitablement de la baisse considérable de la pauvreté mondiale au cours des trois dernières décennies. De centaines de millions de personnes, notamment des femmes et des filles, vivent encore dans la pauvreté avec un accès limité aux ressources et aux possibilités. Ces personnes sont



confrontées à des risques importants de conflits violents, à des dangers climatiques et environnementaux, et à l'insécurité économique et politique.

Cette politique est le résultat d'un examen approfondi mené par Affaires mondiales Canada. Cet examen comprenait de vastes consultations inclusives avec plus de 15 000 personnes issues de 65 pays. Il a permis d'explorer, grâce aux données probantes et aux pratiques exemplaires, comment le Canada peut fournir une aide internationale plus innovante et efficace. Par conséquent, la politique vise à optimiser l'efficacité de son aide internationale de différentes façons. Voici certaines de ces façons :

- fournir une aide plus réceptive et intégrée ;
- investir en innovation et en recherche ;
- faire état des résultats de manière plus efficace ;
- établir des partenariats plus efficaces ;
- se concentrer sur les régions où le Canada peut faire la plus grande différence.

En décembre 2016, Affaires mondiales Canada a publié un résumé en ligne de la rétroaction obtenue lors des consultations. Pour plus de détails, consultez le rapport « [Ce que nous avons entendu](#)⁶ ».

Des mises à jour de la réalisation de la Politique d'aide internationale féministe apparaîtront dans la prochaine édition du Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada.

Pour en savoir plus, veuillez consulter la [Politique d'aide internationale féministe](#)⁷.

6. http://international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorities-priorites/what_we_heard-que_nous_entendu.aspx?lang=fra

7. <http://www.international.gc.ca/gac-amc/campaign-campagne/iap-pai/index.aspx?lang=fra>

CHAMPS D'ACTION

L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES



Alors que le Canada encourage depuis longtemps les droits et le renforcement du pouvoir des femmes, les années 2016 et 2017 ont vu ces efforts s'intensifier afin de placer ces questions au cœur de l'aide internationale canadienne.

La nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada fait de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles le moteur principal des efforts en aide au développement du Canada. La nouvelle politique en fait un champ d'action distinct. Elle met l'accent sur les éléments multisectoriels nécessaires pour établir de solides assises en matière d'égalité des genres et pour réaliser des progrès dans tous les autres domaines.

Le leadership du Canada dans les questions d'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles s'étend également à son engagement multilatéral. Par exemple, en 2016-2017, le Canada a mené deux résolutions visant à mettre fin aux mariages d'enfants et aux mariages précoces ou forcés. Une de ces résolutions a été mise de l'avant en partenariat avec le Bénin lors du XVI^e Sommet de la Francophonie en novembre 2016. La deuxième résolution a été lancée conjointement avec la Zambie lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2016.

La ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a appuyé les efforts canadiens à l'Assemblée générale en organisant un événement en septembre 2016. Cet événement a rassemblé des organisations de la société civile, des organisations de droits de la personne et des groupes militants qui représentaient tous les femmes, les hommes, les garçons et les filles.

Ils ont discuté du rôle important qu'ils avaient tous à jouer dans la réalisation collective du Programme pour 2030, et en particulier du cinquième objectif de développement durable concernant l'égalité des genres.

En novembre 2016, le soutien canadien à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles était un des thèmes centraux abordés par le premier ministre Justin Trudeau lors de sa première visite en Afrique. Le premier ministre a souligné les efforts du Canada pour protéger les droits des femmes et pour combattre la violence sexuelle, les mariages d'enfants et les mariages précoces ou forcés. Les investissements canadiens dans l'installation d'équipement sanitaire adapté afin d'encourager la fréquentation scolaire des jeunes filles au secondaire ont aussi été abordés.

Cette section présente des exemples de résultats obtenus en 2016-2017 pour les sous-thèmes suivants liés à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles :

- éliminer la violence sexuelle basée sur les genres;
- soutenir les organisations de défense des droits des femmes;
- accroître la capacité du secteur public en matière d'égalité des genres;
- renforcer les données probantes sur l'égalité des genres.



Pays : Bangladesh © Wendell Phillips

ÉLIMINER LA VIOLENCE SEXUELLE ET FONDÉE SUR LE GENRE

Le Canada reconnaît l'importance de prévenir et d'éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi que les pratiques malsaines. Cela permet aux femmes et aux filles de contribuer sur un pied d'égalité aux sphères économiques, sociales et politiques.

Le gouvernement du Canada a travaillé de pair avec Plan international Canada à un projet d'une valeur de 3 millions de dollars afin de mettre fin aux mariages d'enfants et aux mariages précoces ou forcés. Ce projet a contribué à l'adoption d'une Loi type de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe afin de mettre fin aux mariages d'enfants et de protéger les jeunes filles déjà mariées. La Loi type comporte des dispositions concernant l'emprisonnement et permet à l'enfant de mettre fin à un mariage s'il le désire. Cette Loi aborde aussi l'absence d'enregistrement à la naissance, ce qui rend la détermination de l'âge difficile lorsque vient le temps d'appliquer les lois en matière de mariages d'enfants.

Le projet réalisé avec Plan international Canada a permis d'organiser des rencontres d'intervenants à l'échelle nationale au Zimbabwe, y compris avec les représentants du gouvernement et les organisations de la société civile. Lors de ces rencontres, les promoteurs du projet ont partagé les dispositions de la Loi type et ont réclaté que celle-ci ait force de loi. Par conséquent, un projet de loi sur le mariage en voie d'élaboration pourra intégrer les dispositions de la Loi type.

Le gouvernement du Canada a aussi collaboré avec CARE Canada à un projet d'une valeur de 3 millions de dollars afin de prévenir les mariages d'enfants ou les mariages précoces ou forcés au Mali et au Bénin. Il s'en est suivi de nombreux changements de comportement positifs en ce qui concerne certaines normes socioculturelles associées à ces mariages

dans huit communautés ethnoculturelles du Bénin. Dorénavant, moins d'aînés de la collectivité encouragent la pratique du mariage d'enfants et du mariage précoce ou forcé. Le pourcentage d'autorités traditionnelles, de représentants locaux élus et de conseillers religieux qui défendaient cette pratique a baissé de 41,7 % à 15,5 %.

En 2016-2017, Oxfam Canada a entrepris une étude sur la violence faite aux femmes et aux filles, sur les mariages d'enfants et sur les mariages précoces ou forcés. Cette étude, faisant partie d'une nouvelle initiative de protection et d'autonomisation, se concentrait sur le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Népal, le Pakistan et les Philippines. L'étude a entre autres permis de créer 109 groupes de jeunes et 17 groupes communautaires dans trois pays afin de sensibiliser les gens aux droits des femmes et des filles. Au Bangladesh et au Pakistan, des campagnes médiatiques de masse ont été lancées dans le cadre de la Journée internationale de la femme. Ces campagnes ont permis de partager des informations sur la violence faite aux femmes et sur le rôle des membres des collectivités pour y mettre fin.

Au Salvador et au Nicaragua, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) appuie un projet visant à prévenir la violence envers les femmes, les enfants et les jeunes. Le projet encourage principalement les jeunes hommes à adopter des attitudes et pratiques non violentes en rejetant la croyance qu'il est naturel pour les hommes d'être violents. Le projet se concentre aussi sur l'étude des circonstances dans lesquelles ces croyances peuvent émerger. Le projet 2015-2017 examine comment l'instauration de meilleures approches pour promouvoir la non-violence parmi les jeunes hommes peut prévenir et réduire la violence dans les sphères publiques et privées. De plus, les conclusions du projet alimenteront les débats sur les politiques et amélioreront les interventions sur ce plan.



Pays : Mali © Michel Dompierre

SOUTENIR LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES

Les organisations de défense des droits des femmes sont au cœur de la lutte pour les droits des femmes et des filles. Ces organisations jouent un rôle crucial pour soulever les préoccupations sociales quant aux inégalités entre les genres. Le Canada appuie les efforts des organisations de défense des droits des femmes. Il vise à renforcer leur capacité à provoquer les changements dans les politiques, les lois et les services, et à lutter contre les croyances et pratiques sociales discriminatoires et malsaines.

En Afghanistan, le programme de formation et de promotion des femmes entrepreneures s'associe à Relief International. Ensemble, ils protègent les femmes et les filles de la violence fondée sur le genre en renforçant les organisations de la société civile afghanes. Ces organisations, à leur tour, coordonnent, défendent, protègent et encouragent les droits et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Dans la région des Grands Lacs d'Afrique, Affaires mondiales Canada a appuyé un partenariat visant à lutter contre la violence faite aux filles et aux jeunes femmes. Le Centre d'étude et de coopération internationale a collaboré avec la Concertation des collectifs d'associations œuvrant pour la promotion de la femme dans la région des Grands Lacs. Ces groupes travaillent avec des organisations locales de défense des droits des femmes dans trois pays de la région : le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo. L'objectif est d'accroître la protection des filles et des jeunes femmes dans cette région où la violence fondée sur le genre est répandue.

En Bolivie, le Canada et les Pays-Bas ont contribué aux efforts visant la diminution de la violence fondée sur le genre ainsi que le soutien des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Ces deux pays ont aussi encouragé les droits des femmes et des filles à la participation économique et politique. Le soutien canadien a également facilité l'adoption de deux lois. La Loi 348 vise à éliminer la violence envers les femmes et une autre loi sur l'identité sexuelle permet aux personnes transgenres de modifier leurs pièces d'identité émises par le gouvernement. Depuis le début du projet en 2010, 12 878 femmes ont accédé à des services de consultation en santé sexuelle et reproductive. De plus, 719 femmes ont assumé un rôle de leader politique et 3 291 femmes ont augmenté leurs revenus.

En Inde, le Mahila Samakhyia est un programme national axé sur le renforcement du pouvoir des femmes. Sa stratégie consiste à permettre aux femmes d'explorer la puissance de la collectivité. Entre 2014 et 2017, le CRDI a donné son appui à un projet qui visait à évaluer les répercussions de ce programme. Cette évaluation met en lumière le rôle des groupes d'action féminins comme catalyseurs de changements sociaux et économiques. Un des objectifs est de fournir des données empiriques qui peuvent éclairer les praticiens et les décideurs. L'évaluation permettra aussi de mieux comprendre comment les programmes d'action collective peuvent être modifiés afin de maximiser les bénéfices pour les femmes.

ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DU SECTEUR PUBLIC EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Le Canada soutient la capacité et la responsabilité des institutions gouvernementales et des assemblées législatives à tous les niveaux en ce qui concerne l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes et les filles. Concrètement, le Canada appuie les institutions gouvernementales et les assemblées législatives dans leurs démarches de conception, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques, des lois et des programmes nécessaires pour atteindre ces objectifs. Le Canada soutient également les efforts visant à permettre aux femmes et aux filles de participer pleinement à la société et d'accéder aux services. Ces démarches aident à réduire la pauvreté et les inégalités.

L'appui du Canada au partenariat Ensemble pour les filles en Tanzanie en est un exemple. En décembre 2016, le gouvernement de la Tanzanie a adopté le plan national d'action pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux enfants en Tanzanie pour les années 2017 à 2022. En outre, le soutien du Canada au partenariat Ensemble pour les filles en Tanzanie a permis d'intervenir dans 52 cas de violence, d'abus, de négligence et d'exploitation.

Le soutien du Canada à plusieurs gouvernements d'Afrique a aidé ceux-ci à mettre en œuvre des politiques favorisant l'égalité des genres dans des secteurs comme la participation démocratique. Ces gouvernements comprennent celui de l'Éthiopie, du Kenya, du Mali, du Ghana, du Sénégal, de la République démocratique du Congo, du Nigéria, du Mozambique et de la Tanzanie. Grâce au Programme panafricain d'Affaires mondiales Canada, les gouvernements du Libéria, de la République centrafricaine et de la Guinée ont aussi pu être inclus. En Éthiopie, le Canada a œuvré à renforcer le pouvoir des femmes dans leurs activités économiques. Le Canada a aidé des femmes à accéder à des formations en affaires et à des prêts. Cela a permis à des centaines de femmes de développer leurs entreprises. Par conséquent, l'emploi s'est accru de 68 %, et les bénéficiaires de 78 %.

En Mongolie, en 2016-2017, l'appui d'Affaires mondiales Canada a aidé plusieurs femmes à suivre des ateliers de formation sur les élections. Plus de 2 000 candidats et directeurs de campagne potentiels, principalement des femmes, issus de 9 partis politiques ont pris part à 46 ateliers. Ces ateliers étaient dirigés par la Campaign Academy for Successful Elections de l'International Republican Institute. Aux élections de 2016, 13 femmes ont été élues au Grand Khoural de l'État (le parlement), ce qui représente un record de 17,1 % de représentation des femmes.

RENFORCER LES DONNÉES PROBANTES SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Les initiatives d'aide internationale du Canada et de ses partenaires doivent s'appuyer sur un ensemble solide de données probantes. Cela améliore la réponse aux besoins spécifiques des femmes, des filles, des hommes et des garçons en plus de faire avancer l'égalité des genres. Encourager les recherches en politiques et les meilleures collectes de données et d'évaluations sur l'égalité des genres sont toutes des manières de renforcer les données probantes.

En 2016-2017, avec le soutien d'Affaires mondiales Canada, l'Union interparlementaire a entrepris une analyse fondée sur des preuves et une recherche concernant les préjudices, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes parlementaires. Cinquante-cinq femmes parlementaires de 39 pays et 42 parlements ont fourni des données. Cette analyse a été effectuée pour encourager la participation équitable et inclusive des femmes et des autres groupes vulnérables et marginalisés aux processus décisionnels.

Le programme du CRDI intitulé Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes comble des lacunes dans les données probantes à propos du renforcement économique des femmes, de l'égalité des genres et de la croissance économique des pays à faible revenu. Ce programme de 17,5 millions de dollars d'une durée de cinq années (2013-2018) a été financé conjointement par le Department for International Development du Royaume-Uni et la Fondation William et Flora Hewlett. Ce programme soutient 14 projets de recherche dans 50 pays afin de produire des connaissances sur les meilleures façons de surmonter d'importants obstacles. Ces obstacles comprennent les normes sociales restrictives profondément ancrées qui limitent les choix des femmes et leur accès aux possibilités. Ils comprennent également le manque de reconnaissance et de valorisation du double rôle des femmes, c'est-à-dire un rôle de mère et de soutien familial.

Le Canada a défendu avec succès l'intégration accrue de programmes et de résultats en matière d'égalité des genres dans les activités de la Commission internationale contre l'impunité du Guatemala. Le soutien du Canada a permis à la Commission d'élaborer des études sur la traite de personnes aux fins d'exploitation sexuelle. La Commission a aussi étudié le crime organisé et la violence faite aux femmes. Ces deux études contribuent considérablement aux discussions à propos des politiques et des programmes dans ces dossiers.

En 2016-2017, le Canada a œuvré à lutter contre les stéréotypes et la discrimination concernant les sexes en renforçant les normes d'égalité des genres dans le journalisme en Ukraine. Le projet Renforcement du journalisme d'enquête en Ukraine a soutenu l'élaboration et la mise en place de politiques d'égalité des genres dans cinq salles de presse partenaires. Cela a eu pour effet d'augmenter le contenu médiatique inclusif et équilibré entre les genres afin d'atteindre un potentiel de 14 millions de téléspectateurs.

LA DIGNITÉ HUMAINE



Le Canada œuvre à la protection et à la préservation de la dignité humaine des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment celles qui n'ont pas accès

à des services essentiels et celles qui subissent les répercussions dévastatrices des conflits et des catastrophes naturelles. Ses investissements en matière d'aide internationale peuvent contribuer à assurer un meilleur accès à de bons soins de santé et à une nutrition suffisante, à une éducation de qualité et à une aide humanitaire au moment où elle est nécessaire. Parmi les efforts continus qui sont déployés, mentionnons ceux qui soutiennent la lutte contre les maladies infectieuses comme la poliomyélite, le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme et ceux qui visent à doter les enfants et les jeunes adultes de compétences qui constituent les fondements d'un apprentissage tout au long de la vie.

SANTÉ ET NUTRITION

Affaires mondiales Canada appuie des programmes de santé et de nutrition à l'intention des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, en partenariat avec des gouvernements de pays en développement, organisations internationales et des partenaires non gouvernementaux. Les initiatives que soutient Affaires mondiales Canada visent à :

- réduire la mortalité maternelle;
- mettre fin aux décès évitables chez les nouveau-nés et les enfants de moins de cinq ans;
- empêcher la propagation et l'émergence de maladies infectieuses;
- accroître l'accès à des aliments nutritifs et à des suppléments de micronutriments (particulièrement pour les femmes, les adolescents, les enfants et les nouveau-nés);
- combler les lacunes et accroître l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Ces initiatives ont pour but de renforcer les capacités locales de fournir des services et des soins de santé efficaces. Elles visent également à améliorer les capacités en matière d'élaboration de politiques, de planification et de prise de décisions. Cela peut se faire, par exemple, en appuyant la collecte et l'utilisation de données non regroupées sur la santé et sur le recours aux services de santé.

En 2016-2017, le Canada a pris plusieurs nouveaux engagements de financement importants pour s'attaquer aux problèmes de santé dans les pays en développement.

Le 8 mars 2017, le premier ministre, Justin Trudeau, et la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, ont annoncé un financement de 650 millions de dollars sur trois ans pour la santé et les droits sexuels et reproductifs. L'appui du Canada portera plus spécifiquement sur l'offre de services complets d'éducation sexuelle, sur le renforcement des services de santé reproductive et sur l'accès à la planification familiale et à des moyens de contraception.

Ce financement aidera à prévenir et contrer la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les mariages d'enfants et les mariages précoces et forcés, ainsi que la mutilation génitale féminine et l'excision. Il contribuera également au soutien du droit des femmes de choisir un avortement sûr et légal et d'avoir accès à des soins post-avortement.

Les 16 et 17 septembre 2016, le Canada a réuni à Montréal des chefs de file mondiaux en matière de santé à l'occasion de la cinquième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Sous la direction du Canada, la Conférence a permis d'obtenir des engagements de financement de près de 12,9 milliards de dollars US pour soutenir des programmes qui sont axés sur la prévention, le traitement et les soins, ainsi que le renforcement des systèmes de santé. Lors de cette conférence, le premier ministre a annoncé que le Canada verserait 804 millions de dollars au Fonds mondial sur trois ans.

En 2016, le Canada a versé 216 millions de dollars au Fonds mondial. Ce fonds a permis de sauver plus de 20 millions de vies depuis 2002, en faisant en sorte que 9,2 millions de personnes reçoivent un traitement antirétroviral, 15,1 millions de nouveaux cas de tuberculose infectieuse aient été dépistés et traités, et 659 millions de moustiquaires de lit aient été distribuées.

En 2016, Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la Santé, a fourni plus de 2,5 millions de traitements contre la diarrhée, la pneumonie et le paludisme à des enfants de moins de cinq ans en République démocratique du Congo, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Nigéria. Le Canada aura versé 75 millions de dollars entre 2011 et 2018 au programme

d'Élargissement de l'accès rapide de l'Organisation mondiale de la Santé, dont le but est d'augmenter les interventions curatives à l'intention des populations éloignées et vulnérables en ayant recours à des réseaux d'agents de santé communautaire pour dépister, diagnostiquer et traiter les maladies qui tuent le plus grand nombre d'enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne.

En 2016, Affaires mondiales Canada a appuyé les efforts d'éradication de la poliomyélite par l'intermédiaire de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. Ce travail soutenu a ramené le nombre de cas de poliomyélite au plus bas niveau de l'histoire — 37 cas seulement dans les derniers pays où la maladie est endémique, soit l'Afghanistan, le Pakistan et le Nigéria. Il s'agit d'une diminution de plus de 99 % depuis la première campagne d'éradication. Le Canada a été le premier donateur bilatéral à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite en 2000 et il y a versé depuis plus de 600 millions de dollars, contribuant ainsi à la vaccination de 2,5 milliards d'enfants contre cette maladie.



Le Canada aura attribué 100 millions de dollars de 2015 à 2020 à Nutrition internationale, un organisme international sans but lucratif établi au Canada, pour son projet, Une meilleure nutrition pour une vie meilleure en faveur des femmes, nouveau-nés, enfants et filles, dont le but est d'améliorer la santé des adolescentes et de favoriser des grossesses et des bébés en santé. En 2016, le projet a permis à plus de 200 000 filles en Inde de recevoir des suppléments nutritionnels pour prévenir l'anémie, et à 44 000 femmes enceintes en Éthiopie de recevoir des suppléments d'acide folique et de fer pour prévenir les malformations congénitales.

En 2015, l'initiative canadienne Partenariats pour le renforcement de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, financée à hauteur de 421 millions de dollars, a lancé un appel de propositions. Au cours de la dernière année, 36 nouveaux projets ont été mis en œuvre. Les partenaires ont amélioré l'accès à des services prénataux et postnataux et contribué à l'augmentation de la demande pour ces services par des femmes enceintes, des mères et des familles. Leurs initiatives ont permis, entre autres, la formation de fournisseurs de soins de santé, de

sages-femmes, de bénévoles communautaires, de femmes enceintes et de leurs partenaires. Elles ont également favorisé l'établissement de relations avec les autorités et les collectivités locales, y compris des jeunes et des femmes chefs de file. Des systèmes de surveillance ont été mis en place pour suivre les résultats.

En 2016-2017, le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants a collaboré avec l'Institute for International Programs de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health pour mettre au point une série d'outils spécialisés de mesure du rendement, qui servira à appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes. (Le Partenariat compte plus de 100 organisations de la société civile.) Ces outils contribueront à améliorer la responsabilisation et à établir des indicateurs de l'efficacité des investissements gouvernementaux dans la santé et les droits des femmes et des enfants.

S'étalant de 2016 à 2019, le projet Systèmes de santé intégrés en Amérique latine et dans les Caraïbes d'Affaires mondiales Canada contribue à l'amélioration des soins de santé en Bolivie, en Colombie, au Guyana, en Haïti, au Nicaragua et au Pérou. En 2016-2017, ce projet a permis la formation de 2 046 professionnels des soins de santé primaires et contribué à l'amélioration de la prestation de soins de santé à l'intention des femmes et des enfants dans les six pays visés. L'Organisation panaméricaine de la santé est le partenaire de mise en œuvre de ce projet.

Au Pérou, le CRDI a financé le système d'information sur la santé maternelle, Wawared, un projet qui a débuté en 2011 et qui s'étale jusqu'en septembre 2017. Il vise à faire en sorte que les femmes et les fournisseurs de soins de santé disposent de l'information dont ils ont besoin pour rendre la grossesse et l'accouchement plus sûrs. Les taux de morbidité et de mortalité maternelles sont plus élevés dans beaucoup de pays en développement, mais on pourrait facilement prévenir la majeure partie des causes de maladies conduisant à la mauvaise santé, voire à la mort des mères et des nouveau-nés. L'initiative Wawared y contribue en normalisant, en recueillant et en échangeant les données par l'entremise d'un seul système électronique de dossiers médicaux.

En outre, grâce à ce système, on peut envoyer des messages textes pour rappeler les rendez-vous et des messages vocaux dans les langues locales parlées par les femmes autochtones pour leur donner en temps opportun des conseils pertinents et fiables. Cela aide les gens à prendre des décisions judicieuses en matière de santé parce que l'information utile est transmise aux groupes les plus vulnérables. Le projet contribue également à améliorer l'intégration des systèmes d'information sur la santé dans l'ensemble du pays. Une étude pilote de 15 centres de santé au Pérou, financée à hauteur de 422 400 \$ grâce à un investissement initial du CRDI, est élargie de façon exceptionnelle par le ministère de la Santé du pays. Actuellement, 18 372 patients sont inscrits au projet, qui sera étendu à 350 centres de santé dans tout le pays, incluant des régions qui sont touchées par le virus Zika.

Dans le district rural de Nouna au Burkina Faso, il est essentiel que les femmes enceintes et les personnes vivant avec le VIH bénéficient d'un accès régulier aux services de santé. Cependant, il peut s'avérer très difficile d'entrer en contact avec ces groupes vulnérables. Le projet Mos@an, financé par le CRDI, a tiré parti de l'utilisation courante des téléphones cellulaires pour assurer le suivi des patients et pour surveiller l'utilisation des services de santé dans 26 villages.

Dans le cadre du projet Mos@an, qui s'est étalé de septembre 2013 à mai 2017, le dialogue a été noué avec des décideurs nationaux et locaux et avec des sages-femmes ayant reçu une formation. Il a également contribué à mettre sur pied un système d'utilisation de la téléphonie mobile ayant permis un accès presque universel (97,5 %) pour la population de 330 000 personnes du district. Le système fournit du contenu dans les cinq langues locales. Le projet et les résultats obtenus sont présentés comme une étude de cas pour la Stratégie de cybersanté nationale du Burkina Faso. Le ministère de la Santé tient à ce que le projet soit étendu à l'ensemble des 19 centres de santé du district de Nouna et il se peut également qu'il soit étendu aux districts avoisinants.

En Guinée, l'Agence de la santé publique du Canada a mis au point et offert des séances de formation de quatre semaines en gestion des urgences en 2016-2017. Des employés sélectionnés du centre des opérations d'urgence en santé publique de la Guinée, ainsi que le chef d'équipe dans le pays, des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, ont assisté à ces séances. Le programme d'apprentissage découle d'une collaboration entre les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de la Guinée.

Présentées en français, ces séances de formation en gestion des urgences reposent sur les travaux de l'Agence de la santé publique du Canada en Guinée lors de l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016. La formation aide les participants à comprendre les principes et les pratiques de gestion des urgences de santé publique et à les appliquer dans leur contexte. L'accent est mis sur les fonctions de base et l'infrastructure essentielle pour établir et faire fonctionner un centre des opérations d'urgence en santé publique qui doit respecter les lignes directrices de base de l'Organisation mondiale de la Santé.

L'Agence de la santé publique du Canada a aussi consenti 110 000 \$ pour le renforcement de la capacité nationale de réglementation de la salubrité alimentaire dans les pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Cette initiative, menée de 2017 à 2019, contribue à améliorer la capacité de cerner et de signaler les problèmes et les risques relatifs à la salubrité des aliments. Elle contribuera à renforcer la collaboration entre le Canada et les pays de la CARICOM, favorisera l'harmonisation de leur réglementation respective et permettra de s'attaquer à des problèmes d'intérêt commun relatifs à la salubrité des



aliments et à la nutrition. Elle fera en sorte que tous les pays membres de l'Organisation panaméricaine de la santé soient en mesure d'atténuer les risques relatifs à la salubrité des aliments et d'intervenir en cas de problèmes.

Dans beaucoup de régions de la Tanzanie, les carences chroniques en micronutriments causées par un régime alimentaire insuffisant contribuent au ralentissement de la croissance et à une augmentation de la susceptibilité aux maladies. Les conséquences d'une carence en vitamine A peuvent s'avérer particulièrement dévastatrices pour les enfants. Ils présentent un risque de xérophtalmie, une maladie pouvant entraîner la cécité si elle n'est pas traitée. Grâce au nouveau projet Masava, trois fabricants locaux dans les régions éloignées de Manyara et de Shinyanga dans le nord de la Tanzanie ont pu enrichir l'huile de tournesol non raffinée de vitamine A. Les carences en vitamine A chez les enfants dans ces régions sont particulièrement graves.

Le projet Masava, qui s'est étalé de 2014 à 2017, a été financé par le CRDI et Affaires mondiales Canada par l'intermédiaire du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale. L'organisation non gouvernementale Mennonite Economic Development Associates en assure la gestion. À ce jour, 58 978 litres d'huile ont été enrichis et distribués dans les zones d'intervention, profitant à plus de 350 000 personnes.

Au Honduras, le projet Promotion de la sécurité alimentaire dans les bassins versants du Choluteca et Rio Negro, soutenu par Affaires mondiales Canada, s'est étalé de 2010 à 2017. Il a touché 28 525 personnes dans 10 municipalités situées dans le couloir de la sécheresse dans le sud du Honduras et il a entraîné une augmentation de 75 % de la productivité du maïs et de 121 % de la productivité des haricots. Sur le plan de la santé, il a permis une baisse de 7,9 % de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de deux ans, et de 8,5 % chez les jeunes filles. En outre, à la fin du projet, 85,5 % des bénéficiaires consommaient au moins sept aliments nutritifs tous les jours et les revenus quotidiens avaient augmenté de 36,7 %.

En Haïti, plus de 70 % des cultures nationales du sorgo ont été perdues récemment en raison des conditions environnementales difficiles. Pour répondre aux besoins du gouvernement haïtien, l'Université Laval et ses partenaires locaux ont mis au point de nouveaux types de semences mieux adaptées à l'environnement, grâce à l'aide du CRDI et en étroite collaboration avec les cultivateurs haïtiens. Depuis janvier 2017, 823 cultivateurs ont déjà reçu les nouvelles semences. En tout, elles seront distribuées à 150 000 cultivateurs qui seront ainsi en mesure d'assurer la sécurité alimentaire de leurs familles dans la dignité.

Au Bangladesh, le Canada, tout comme d'autres donateurs, a investi dans le programme général de santé du gouvernement de 2013 à 2017, faisant en sorte que la proportion des accouchements effectués par des sages-femmes qualifiées dans des installations de santé passe de 26 % à 42 % (représentant 631 000 accouchements).

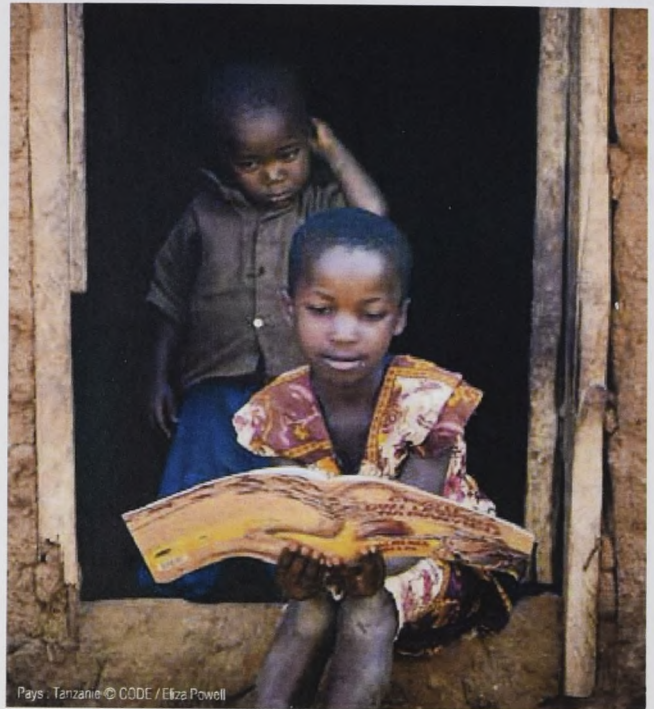
Au Guatemala, le Canada appuie le Programme alimentaire mondial pour faire en sorte que 30 000 enfants, âgés de 6 à 23 mois, consomment une quantité suffisante d'aliments nutritifs. Les régions de Solola, Chimaltenango et Totonicapan figurent parmi celles qui bénéficient de l'appui. Ce projet a débuté en 2013-2014 et il prendra fin en 2018-2019.

ÉDUCATION

Les programmes d'éducation d'Affaires mondiales Canada ont pour but d'aider les enfants, les jeunes et les adultes à recevoir une éducation de qualité et à acquérir des compétences qui constitueront le fondement d'un apprentissage tout au long de la vie. Le Canada s'est fixé les objectifs suivants :

- améliorer l'accès à l'éducation, particulièrement pour les filles, les femmes et d'autres groupes marginalisés;
- améliorer la qualité de l'éducation en se concentrant notamment sur les enseignants et leur formation, sur la pertinence des programmes d'études, et sur le matériel pédagogique et didactique;
- améliorer l'accès aux possibilités d'apprentissage de qualité pour les jeunes, tant à l'école qu'à l'extérieur du cadre scolaire et dans des contextes aussi bien officiels qu'informels;
- élargir l'accès à la formation et à l'enseignement techniques et professionnels axés sur la demande (y compris l'alphabétisation et les mathématiques) pour permettre aux jeunes et aux adultes de répondre aux besoins du marché du travail.

Les programmes du Canada mettent l'accent sur la prise en charge des systèmes d'éducation par les pays bénéficiaires de manière à obtenir des résultats durables à long terme. Le Canada travaille en partenariat avec les gouvernements des pays en développement, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile, ainsi que d'autres intervenants en éducation comme le Partenariat mondial pour



Pays : Tanzanie © CODE / Ekza Powell

l'éducation. Ces partenariats favorisent l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action dans le secteur de l'éducation, pilotés par les pays eux-mêmes.

En outre, Affaires mondiales Canada travaille à promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles en favorisant l'élimination des obstacles à l'éducation des filles, ce qui comprend la gestion de l'hygiène menstruelle et la violence dirigée contre les femmes.

En 2016-2017, le Canada a fait plusieurs annonces concernant des initiatives d'éducation dans des pays en développement.

- En août 2016, la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a annoncé l'octroi de 20 millions de dollars (2016-2021) pour le ministère de l'Éducation nationale du Sénégal, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Plan International en vue de créer un environnement scolaire sécuritaire pour 750 000 élèves. La ministre a aussi annoncé l'octroi de 3 millions de dollars (2016-2019) pour renforcer la capacité du Sénégal d'assurer la réparation et la gestion des manuels scolaires.
- En septembre 2016, le premier ministre, Justin Trudeau, a promis de verser une somme de 20 millions de dollars au fonds L'éducation ne peut pas attendre (2016-2018). Ce partenariat public-privé novateur vise à répondre au besoin impératif d'assurer l'éducation des enfants lors de situations d'urgence.

- Le premier ministre a aussi fait plusieurs annonces concernant des projets d'éducation dans le cadre de la réponse du Canada à la crise en Syrie, notamment l'octroi de 25 millions de dollars pour améliorer la capacité des systèmes d'éducation en Jordanie et au Liban, et de 78 millions de dollars (2016-2019) pour soutenir l'initiative Non à une génération perdue, qui vise à offrir des occasions d'apprentissage et des services de protection de l'enfance à des enfants touchés par les conflits dans la région.

Affaires mondiales Canada est le principal donateur du programme WinS pour les filles – Eau, assainissement et hygiène dans les écoles pour les filles. En partenariat avec l'UNICEF et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (INUEF), le programme vise à augmenter le nombre de filles qui terminent l'école primaire et qui s'inscrivent à l'école secondaire en répondant à leurs besoins en eau, en services d'assainissement et en gestion de la santé menstruelle.



À la fin de 2016, 10 des 14 pays participants au programme WinS pour les filles avaient préparé, à partir des données probantes disponibles, une trousse de base sur les interventions associées à la gestion de l'hygiène menstruelle. Par exemple, en Bolivie, la trousse comprend une émission de radio d'« éducation par le divertissement » faisant la promotion d'installations d'eau et de services d'assainissement et d'hygiène accueillants pour les filles. La trousse à l'intention des filles comprend une serviette hygiénique réutilisable accompagnée d'instructions pour le lavage et la couture de serviettes. À ce jour, la trousse de base a été distribuée à une centaine d'écoles, permettant de joindre environ 10 000 filles et garçons, ainsi que leurs familles.

Avec l'aide du Canada, le Partenariat mondial pour l'éducation a obtenu des résultats probants dans les pays partenaires. Il s'agit d'une organisation internationale, d'un partenariat multipartite et d'une plateforme de financement. Les jalons pour 16 des 19 cibles et indicateurs du cadre des résultats ont été atteints en 2016. Par exemple, le Partenariat a fourni des ressources pour que 11,3 millions d'enfants,

dont plus de 90 % (soit 10,4 millions) vivaient dans des États fragiles ou touchés par un conflit et plus de 55 % (6,3 millions) étaient des filles puissent aller à l'école.

Au Pérou, le Canada a contribué à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation grâce à un partenariat de longue date avec l'UNICEF qui a été créé en 2010. Plus de 500 000 élèves du primaire en ont bénéficié avec l'amélioration de la formation offerte aux enseignants et du matériel didactique.

En Afghanistan, le Canada a investi dans un programme communautaire d'éducation — l'un des meilleurs moyens d'améliorer l'accès dans les régions éloignées du pays. Le Canada a aussi encouragé la formation des enseignants, particulièrement les femmes. L'ONG BRAC, établie au Bangladesh, a mis sur pied le Programme communautaire d'éducation pour les filles. Ayant pris fin en 2016, cette initiative a permis d'implanter plus de 4 000 écoles en milieu communautaire et d'inscrire au total 122 979 élèves afghans (dont 83 % sont des filles).

Le Canada a également appuyé l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), permettant ainsi à 515 260 enfants palestiniens réfugiés et vulnérables de recevoir une éducation pendant l'année scolaire 2016-2017.

Le Canada a investi dans l'éducation de réfugiés syriens dans plusieurs pays avoisinants. En 2016-2017, en Jordanie, le Canada a accru son soutien à l'intention du ministère de l'Éducation et de l'UNICEF avec le projet d'amélioration de l'accès à l'éducation formelle, qui a permis à 125 000 élèves syriens en Jordanie, dont plus de 50 % sont des filles, de recevoir une éducation dans les communautés d'accueil et les camps de réfugiés. Le Canada a aussi appuyé le projet Éducation et apprentissage au Liban. Cette initiative multilatérale a permis à 194 750 enfants syriens de fréquenter les écoles libanaises et à 54 746 autres de recevoir une éducation non formelle.

En 2016, la Monnaie royale canadienne a consenti deux dons au World Computer Exchange pour 102 ordinateurs de bureau, 10 ordinateurs portatifs et d'autre matériel informatique. Ces équipements ont été envoyés à des écoles primaires aux Philippines à titre d'outils d'apprentissage en salle de classe. Fondé en 2000, le World Computer Exchange est soutenu par des bénévoles, des dons d'ordinateurs et des dons en argent provenant d'entreprises, de fondations et de particuliers. Il a permis à près de 5 millions de jeunes dans des écoles, des centres de jeunesse, des bibliothèques et des universités dans 47 pays d'exploiter les possibilités d'Internet.

ACTION HUMANITAIRE

En 2016, plus de 130 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire immédiate en raison de situations de conflit, d'insécurité alimentaire aiguë et de catastrophes naturelles. Le Canada appuie l'attribution d'une aide humanitaire en temps opportun, axée sur les besoins et fondée sur des principes, qui sauve des vies, soulage les souffrances et préserve la dignité des personnes touchées.

Lors de crises humanitaires, les femmes et les filles supportent souvent un fardeau plus lourd sur le plan des responsabilités familiales et communautaires. Elles sont également plus à risque d'être exposées à la maltraitance, à l'exploitation et à la violence.

Cependant, les femmes et les filles peuvent être des agents de changement efficaces en situation de crise. Elles sont souvent bien placées pour aider à baliser les interventions humanitaires afin d'en améliorer l'efficacité et d'obtenir ainsi de meilleurs résultats pour tous. En outre, leur intégration à la planification et à la mise en œuvre de l'aide humanitaire signifie souvent qu'elles contribueront à diriger les efforts de redressement et de reconstruction de l'après crise.

Voici les faits saillants des programmes d'aide humanitaire du Canada en 2016-2017 à la suite de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, y compris des conflits prolongés.

FINANCEMENT PLURIANNUEL DE L'AIDE HUMANITAIRE

Par le truchement de l'aide humanitaire, le Canada fournit en temps opportun un financement adéquat pour la nourriture, l'eau, les abris, la protection ainsi que d'autres formes d'assistance dans les collectivités qui connaissent des crises humanitaires ou dont l'insécurité alimentaire est aiguë, contribuant ainsi à atténuer la souffrance, à soutenir la dignité humaine et à sauver des vies.

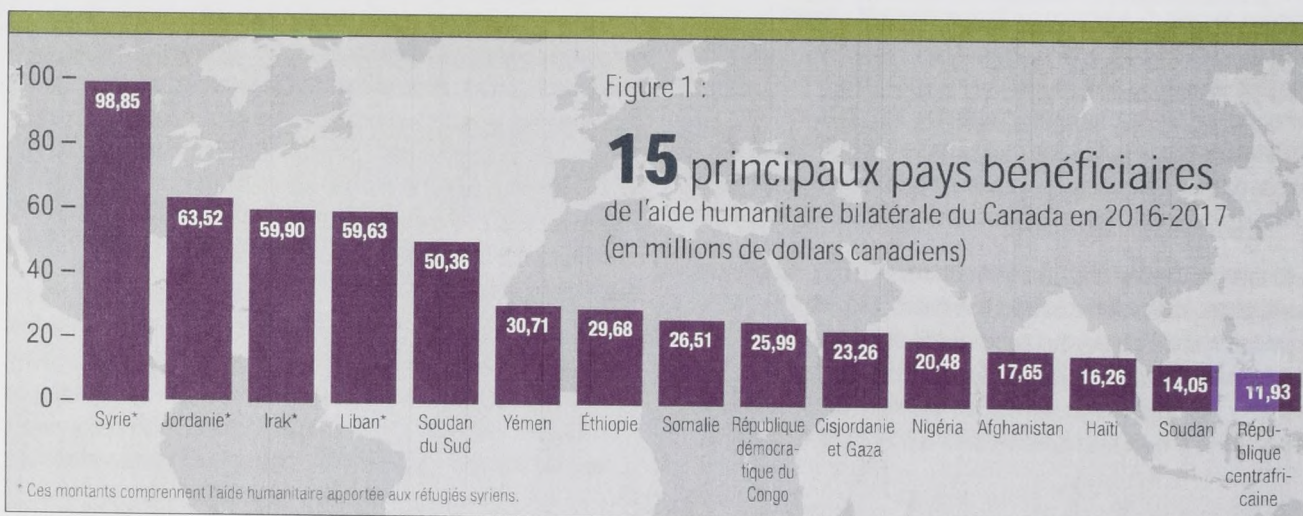
Lors du Sommet humanitaire mondial qui s'est tenu en mai 2016, le Canada s'est engagé à travailler différemment pour réduire l'ampleur sans précédent des besoins humanitaires qui se font sentir actuellement dans le monde. Le point saillant du Sommet a été le lancement du Grand compromis, une série de 51 engagements visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité des moyens de financement de l'aide humanitaire.

Les engagements suivants découlent du Sommet et du Grand compromis :

- combler les lacunes dans le réseau de l'aide humanitaire et de l'aide au développement;
- fournir un financement pluriannuel plus souple de l'aide humanitaire;
- développer les capacités locales d'intervention;
- répondre plus adéquatement aux besoins des femmes et des filles, notamment en accordant une plus grande importance aux considérations liées à l'égalité des genres dans les situations d'urgence et en s'attaquant à la violence fondée sur le genre.

En 2016-2017, le Canada a plus que quadruplé le financement pluriannuel qu'il destine à l'aide humanitaire, reconnaissant la nécessité de mettre en place un financement prévisible à long terme afin d'augmenter l'efficacité des interventions. Au cours de ce même exercice, quelque 56 % du financement canadien de l'aide humanitaire était réparti sur plusieurs années en comparaison de 12 % pour 2015-2016.

Certains engagements financiers pluriannuels découlent des crises en Syrie et en Irak; d'autres visent un financement pluriannuel destiné à atténuer des crises prolongées en Afrique ainsi que plusieurs nouveaux accords de financement pluriannuel qui n'ont pas de fins prédéfinies, notamment ceux qui ont été conclus avec le Programme alimentaire mondial, le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.



La planification et le financement pluriannuels contribuent à réduire les coûts administratifs. Ils entraînent également la mise en place de programmes répondant beaucoup mieux aux besoins, notamment dans des situations où les besoins humanitaires sont récurrents et persistants et où les moyens de subsistance et les marchés locaux peuvent être analysés et suivis de près.

L'IRAK ET LA SYRIE

Le Canada déploie des efforts pour répondre aux besoins humanitaires découlant de la campagne de violence de Daech en Irak et en Syrie. Il soutient également des pays partenaires et les populations touchées en menant des activités liées à la sécurité, à la stabilisation ainsi qu'à l'aide humanitaire et au développement. L'aide humanitaire canadienne dans la région contribue à répondre aux besoins essentiels des personnes touchées par les conflits.

Notamment, le Canada a pris des engagements financiers à hauteur de 100 millions de dollars sur trois ans (2016-2019) auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour donner suite aux crises en Syrie et en Irak. Grâce à cet appui, le HCR porte secours à des milliers de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées en Jordanie, au Liban, en Égypte, en Turquie, en Syrie et en Irak. Il leur fournit une aide pécuniaire, des produits de première nécessité, ainsi que des services de santé et d'éducation de base.

En Syrie, le Canada a aidé des institutions civiles légitimes, par l'intermédiaire du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, à assurer des services essentiels et à combler le vide institutionnel créé par l'action d'organisations extrémistes. De plus, en 2016-2017, le Canada a appuyé les bénévoles de la Défense civile syrienne, appelée Casques blancs, qui sont intervenus pour protéger des civils et réduire les déplacements liés au conflit par la mise au point et le déploiement de systèmes d'alerte de raids aériens.

En Irak, dans le cadre du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, le Canada a contribué aux efforts de déminage d'une superficie de 156 000 mètres carrés, faisant en sorte que 500 personnes déplacées ont pu regagner leurs foyers et avoir accès à des terres agricoles et à des infrastructures vitales comme des écoles, des stations de traitement d'eau et des commerces.

De plus, le Canada a appuyé le Dispositif de financement de la stabilisation immédiate en Irak du Programme des Nations Unies pour le développement afin d'aider 1,3 million de personnes à retourner dans les zones libérées de l'emprise de Daech. L'aide canadienne a permis l'intégration de considérations liées à l'égalité des genres dans toutes les activités de l'organisation.

Le Canada verse également plus de 40 millions de dollars sur trois ans (2016-2019) au Fonds des Nations Unies pour la population en Syrie, en Irak, au Liban et en Jordanie. Ce financement contribue à offrir des services de santé reproductive aux femmes et aux filles, ainsi qu'une aide aux survivants de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Selon les estimations, environ 2,3 millions d'enfants syriens touchés par la crise ne fréquentent pas l'école. Près de 25 % d'entre eux sont dans des pays d'accueil voisins comme la Jordanie et le Liban, et les écoles sont aux prises avec des problèmes comme des classes surchargées, le manque d'enseignants qualifiés, l'insuffisance des ressources pédagogiques, des enfants traumatisés, un taux d'abandon scolaire élevé et des programmes scolaires inadéquats.

Pour contribuer à l'amélioration de cette situation, le Canada attribue à l'UNICEF une somme de 78 millions de dollars d'aide humanitaire sur plusieurs années pour appuyer l'initiative Non à une génération perdue. Grâce à cette aide, l'UNICEF fournit des services d'urgence de protection et d'éducation, notamment un meilleur accès à l'éducation formelle et informelle et du soutien psychosocial par les enfants et les jeunes touchés par les crises.

Le Canada appuie l'éducation pour les enfants réfugiés syriens dans le cadre d'un projet d'innovations en matière d'apprentissage numérique à l'intention des réfugiés syriens et des collectivités d'accueil. Le CRDI assure la mise en œuvre de ce projet en collaboration avec l'International Education Association et l'Université Birzeit. Le projet vise à mettre au point et à l'essai des ressources et des outils éducatifs numériques afin d'améliorer l'accessibilité à l'éducation et la qualité de l'apprentissage dans au moins 35 écoles au Liban et en Jordanie. Il contribuera également à renforcer les capacités d'un bassin d'enseignants au moyen de programmes de formation de formateurs. Conjugués à l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité de l'apprentissage, ces programmes contribueront à assurer la durabilité ainsi qu'une modulation efficace des programmes.

LA CISJORDANIE ET LA BANDE DE GAZA

Les Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza font face à des problèmes de gouvernance considérables et à des difficultés économiques et humanitaires énormes. La pauvreté est répandue, l'insécurité alimentaire est un problème majeur et le chômage est élevé, spécialement chez les femmes et les jeunes.

En 2016-2017, le Canada a soutenu les réfugiés palestiniens vulnérables par ses contributions à l'UNRWA qui lui ont permis d'offrir les services suivants :

- 8,5 millions de consultations de soins de santé de base (dont 61 % à l'intention de femmes);

- une aide sociale, y compris une aide pécuniaire et des aliments, à 254 000 personnes parmi les plus vulnérables;
- formation professionnelle pour 6 677 jeunes;
- 14 125 prêts de microcrédit.

L'aide canadienne a été acheminée en partenariat avec des organismes communautaires dans neuf districts dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Elle a soutenu 2 332 ménages touchés par le conflit qui étaient en situation d'insécurité alimentaire, par l'enseignement de nouvelles compétences et l'amélioration de la production agricole. Ce projet a permis aux ménages, dont un grand nombre sont dirigés par des femmes, d'améliorer leur résilience et d'assurer leur subsistance.

CRISES ALIMENTAIRES AU NIGÉRIA, EN SOMALIE, AU SOUDAN DU SUD ET AU YÉMEN

Plus de 20 millions de personnes doivent faire face à une insécurité alimentaire extrême en raison de conflits qui sévissent dans le nord-est du Nigéria, dans le Soudan du Sud et au Yémen, et d'une sécheresse dévastatrice en Somalie. Certaines régions du Soudan du Sud ont été déclarées en état de famine en février 2017. Les Nations Unies ont lancé un appel pour obtenir de l'aide humanitaire en 2017, en soulignant qu'il s'agit de la plus importante crise humanitaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En réponse à ces crises, le Canada a consenti une aide humanitaire de 119,25 millions de dollars. Ce financement permettra d'apporter une aide vitale aux populations touchées dans le nord-est du Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. L'aide canadienne tiendra compte des besoins particuliers des femmes et des enfants touchés par les crises.

De plus, le gouvernement du Canada a lancé le Fonds de secours contre la famine, le 29 mai 2017. Pour chaque don admissible fait par un particulier entre le 17 mars et le 30 juin 2017, le gouvernement du Canada versera une somme équivalente au Fonds de secours.



Pays : Soudan du Sud © Samir Bol

INTERVENTIONS D'URGENCE FAISANT SUITE À UNE CATASTROPHE NATURELLE

Le 16 avril 2016, un tremblement de terre de magnitude 7,8 a secoué l'Équateur et a été suivi d'une série de répliques sismiques. Le séisme a causé des dégâts considérables, plusieurs centaines de morts et des milliers de blessés. Le Canada a déployé l'Équipe canadienne d'évaluation des catastrophes, une équipe conjointe des Forces armées canadiennes et d'Affaires mondiales Canada, pour qu'elle effectue une évaluation de la situation sur le terrain.

À la suite de l'analyse et des recommandations de l'équipe, le Canada a pris des mesures pour répondre aux besoins immédiats des populations touchées en Équateur. Avec ses partenaires humanitaires, le Canada a fourni des abris, de l'eau potable, des soins de santé, des services sanitaires et d'autres services essentiels. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'UNICEF font partie des partenaires du Canada.



Pays : Haïti © Croix-Rouge canadienne

Le 4 octobre 2016, l'ouragan Matthew — de catégorie cinq — a frappé Haïti alors qu'il poursuivait sa trajectoire vers le nord en passant par les Caraïbes. Le 6 octobre 2016, le gouvernement du Canada y a déployé l'Équipe canadienne d'évaluation des catastrophes pour effectuer une évaluation en profondeur des besoins humanitaires sur le terrain. Il a ensuite consenti près de 10 millions de dollars en aide financière pour répondre aux besoins de base des familles touchées par la catastrophe.

Par l'intermédiaire de la Croix-Rouge canadienne, le Canada a fait don d'articles de première nécessité afin de répondre aux besoins immédiats de quelque 2 000 familles touchées par l'ouragan Matthew. Le Canada a aussi donné suite à l'appel du mouvement de la Croix-Rouge visant à fournir une aide humanitaire immédiate. Grâce aux fonds octroyés par le gouvernement du Canada, la clinique de campagne mobile de la Croix-Rouge canadienne a traité plus de 3 500 patients en deux mois et fourni une aide psychosociale à plus de 220 personnes.

Au Pérou, le Canada a fourni de l'aide humanitaire à la suite d'inondations et des glissements de terrain de mars 2017 qui ont touché 1,1 million de personnes. Les fonds canadiens ont été canalisés par divers partenaires dont l'UNICEF, l'Organisation internationale pour les migrations et Save the Children. Par l'entremise de ce dernier, le Canada a acheminé des trousseaux d'hygiène, des trousseaux scolaires et des trousseaux composés d'articles ménagers à 1 500 familles représentant 7 500 personnes, dont 5 000 enfants. L'aide canadienne a aussi permis de fournir un soutien psychosocial aux personnes touchées par la crise.

Après le passage du cyclone Erawo à Madagascar en mars 2017, le gouvernement du Canada a fourni une aide humanitaire à hauteur de 500 000 \$. Canalisées par l'UNICEF et le Fonds canadien pour l'assistance humanitaire, ces sommes ont permis de fournir une aide immédiate aux personnes touchées. Grâce à un partenariat avec CARE Canada, plus de 17 000 personnes ont reçu des fonds transférés pour reconstruire leurs maisons, atténuer les pertes occasionnées par la destruction des cultures et obtenir des soins de santé.

PARTENAIRES DE L'ACTION HUMANITAIRE

Pour améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire, le Canada fournit un soutien institutionnel à long terme à ses principaux partenaires en la matière.

Le Canada collabore étroitement avec des partenaires afin d'accroître l'efficacité de la distribution de l'aide humanitaire. L'un des moyens d'y parvenir consiste à recourir plus souvent au financement humanitaire pluriannuel, ce qui assure aux organismes partenaires une plus grande prévisibilité leur permettant d'effectuer une planification à long terme. Une bonne partie des fonds canadiens ne sont pas destinés à des fins précises ou sont affectés de façon globale (par exemple, à une région déterminée, mais pas à des activités ou des programmes précis). Cela permet aux organismes d'adapter des activités de programme précises en fonction des besoins. Leurs choix sont fixés après consultation des bénéficiaires, selon les besoins humanitaires.

En 2016-2017, le Canada a octroyé 87,4 millions de dollars en aide humanitaire pour les opérations d'urgence du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) partout dans le monde. Le Canada a aussi alloué 3 millions de dollars pour donner suite à l'appel spécial du CICR pour renforcer les interventions de lutte contre la violence sexuelle en 2016-2017.

En août 2016, avec le soutien du gouvernement du Canada, Oxfam-Québec, Oxfam Canada, CARE Canada et Plan International Canada ont pu fournir une aide humanitaire à 38 000 personnes en Inde, au Bangladesh, au Myanmar et en Ouganda, qui faisaient face à des situations d'urgence de moins grande envergure. Elles ont reçu de l'eau potable, des articles d'urgence comme des couvertures et des bâches, et des transferts de fonds.

En 2016, le Canada a annoncé qu'il verserait 125 millions de dollars sur cinq ans à la Banque canadienne de grains pour lui permettre de fournir une aide alimentaire et un soutien nutritionnel d'urgence. La Banque forme un partenariat de 15 églises et organismes confessionnels qui fournissent une aide alimentaire à des personnes qui sont touchées par des crises humanitaires. La majeure partie des fonds sont répartis et les programmes mis en œuvre par des intervenants locaux. En 2016-2017, la Banque canadienne de grains a versé 41,2 millions de dollars pour appuyer 127 projets dans 35 pays qui répondent aux besoins de plus de 900 000 personnes, avec l'aide du Canada et d'autres donateurs.

En 2016, le Canada a versé 203,1 millions de dollars au Programme alimentaire mondial (PAM) pour lui permettre de fournir une aide immédiate dans des situations d'urgence. Le PAM est le plus important partenaire humanitaire du Canada. Grâce au soutien du Canada et à celui d'autres donateurs, le PAM est venu en aide à 82,2 millions de bénéficiaires dans 82 pays en 2016-2017, dont la majorité était des femmes et des enfants.

De janvier à mars 2017, le Fonds d'assistance d'urgence en cas de désastre du Canada a versé 645 000 \$ pour 13 opérations de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui est venue en aide à 1 227 922 personnes. L'aide versée par le Fonds est fournie par l'entremise de sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lors de crises humanitaires de petite et de moyenne envergure, dont des catastrophes naturelles, des épidémies non récurrentes et des conflits. Pour de plus amples détails, voir le [Fonds d'assistance d'urgence en cas de désastre](#)⁸.

Le Canada octroie un financement pluriannuel de 55 millions de dollars au Comité international de la Croix-Rouge et à des ONG partenaires afin de donner suite au Plan d'intervention humanitaire pluriannuel faisant partie des appels mondiaux de 2017. Ce financement servira à aider les personnes touchées par certaines des crises humanitaires les plus graves dans le monde, c'est-à-dire :

- fournir de la nourriture, de l'eau potable et des installations d'assainissement de nécessité impérieuse;
- traiter la malnutrition et offrir d'autres soins de santé;
- fournir des abris;
- assurer la protection des personnes vulnérables des collectivités;
- aider à protéger et à améliorer les moyens de subsistance.

PROTECTION ET RÉINSTALLATION DE RÉFUGIÉS

Le Canada collabore avec ses partenaires internationaux et multilatéraux, en particulier le HCR, pour trouver des solutions à des situations de réfugiés prolongées et à de nouveaux mouvements de réfugiés. Il accorde également une protection aux personnes les plus nécessiteuses.

8. http://international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/reponse_conflict-reponse_conflits/emergency_disaster-urgence_desastre.aspx?lang=fra

Lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants en septembre 2016, le Canada s'est engagé à :

- accroître l'aide humanitaire de 10 % en 2016-2017 par rapport aux niveaux de 2015-2016;
- accorder un financement pluriannuel au HCR;
- accroître son soutien pour l'éducation des réfugiés en prenant l'engagement de verser 20 millions de dollars sur deux ans au fonds L'éducation ne peut pas attendre.

Le fonds L'éducation ne peut pas attendre soutient le droit à l'éducation des enfants touchés par une urgence partout dans le monde. Une attention particulière est accordée aux besoins spécifiques des filles et des adolescentes.

Au Liban, le Canada s'est engagé à verser 5 millions de dollars au Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, dans le but d'assurer la stabilité sociale et d'améliorer la sécurité des collectivités en réduisant les tensions entre les collectivités d'accueil et les réfugiés syriens.

Le Canada est reconnu comme une terre d'accueil pour les réfugiés venant de l'étranger dans le monde entier. En fait, le Canada accueille un réfugié réinstallé sur dix à l'échelle mondiale. En 2016-2017, le Canada a accueilli :

- 13 070 réfugiés pris en charge par le gouvernement;
- 16 600 réfugiés bénéficiant d'un parrainage privé;
- 2 562 réfugiés recommandés par le Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas, venant de partout dans le monde.

De plus, le système canadien d'octroi de l'asile a accordé la protection à 11 019 réfugiés qui sont arrivés au Canada de partout dans le monde en 2016-2017. Parmi eux, on trouve des Yézidis, une minorité ayant souffert aux mains de Daech en Irak et en Syrie. Le gouvernement du Canada s'est engagé à accueillir 1 200 survivants très vulnérables de la communauté yézidie avant la fin de 2017. En mars 2017, 452 d'entre eux avaient été réinstallés.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada œuvre à la protection et à la réinstallation des réfugiés. Dans le cadre de ce mandat, le Ministère mobilise également des intervenants canadiens et internationaux en vue de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes opportuns, efficaces et efficaces en matière de protection des réfugiés.

Pour de plus amples renseignements, voir les [programmes canadiens pour les réfugiés](#)⁹.

9. <http://www.cic.gc.ca/francais/refugies/index.asp>

INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS ET AIDE AU CANADA

La promotion des droits de la personne et la protection des réfugiés constituent une pierre angulaire de l'action humanitaire traditionnelle du Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. Son Programme d'aide à la réinstallation prête assistance aux réfugiés pris en charge par le gouvernement et aux personnes vivant des situations semblables à celles des réfugiés qui sont accueillis au Canada. Lorsqu'elles arrivent au Canada, ces personnes sont admises pour des motifs liés à l'intérêt public ou d'ordre humanitaire. Elles bénéficient immédiatement de services essentiels, généralement pendant les quatre à six premières semaines après leur arrivée au pays, ainsi que d'un soutien du revenu mensuel pouvant s'étendre jusqu'à un an.



Le Programme d'aide à la réinstallation complète l'éventail plus large de services d'aide à l'établissement qui sont offerts aux réfugiés. Ceux qui sont désignés par un bureau des visas sont aussi admissibles au soutien du revenu du Programme d'aide à la réinstallation pendant une période allant jusqu'à six mois.

Le Programme d'établissement du Canada vise à aider les néo-Canadiens — y compris les réfugiés — à surmonter les obstacles qui caractérisent l'expérience des nouveaux arrivants. Les services d'établissement financés par le gouvernement fédéral offrent aux nouveaux arrivants un éventail de services d'information et de soutien, notamment :

- cours pour acquérir les compétences linguistiques nécessaires pour atteindre leurs objectifs d'intégration;
- services sur le marché du travail pour trouver et conserver un emploi qui correspond à leur niveau de scolarité et à leur expérience professionnelle;
- appuis communautaires pour se doter de réseaux professionnels et personnels.

Les services d'établissement appuient la pleine participation des nouveaux arrivants, y compris les réfugiés, à la vie civique, sociale, économique et culturelle du Canada. Ces services sont disponibles avant et après leur arrivée au Canada.

En 2016-2017, 60 453 réfugiés (à l'extérieur du Québec) ont bénéficié d'au moins un service d'établissement, à savoir :

- évaluation des besoins;
- services d'information et d'orientation;
- cours de langue;
- services d'emploi;
- soutien nécessaire pour établir des réseaux dans leur nouvelle collectivité;
- services de soutien (par exemple, des services de traduction et d'interprétation et des services de garde d'enfants);
- aiguillage vers d'autres services communautaires, comme des services de santé et des services sociaux.

En 2016-2017, 29 780 clients (à l'extérieur du Québec) ont bénéficié d'un service du Programme d'aide à la réinstallation, à savoir :

- accueil au point d'entrée;
- hébergement temporaire;
- aide pour trouver un logement permanent;
- évaluation des besoins;
- séances d'orientation sur des questions d'ordre financier et autre, ainsi que des cours de préparation à la vie quotidienne;
- aiguillage vers des programmes fédéraux et provinciaux et d'autres mesures de soutien à l'établissement.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada finance le Programme fédéral de santé intérimaire. Ce programme offre une protection en matière de soins de santé limitée et temporaire aux personnes appartenant aux groupes ci-dessous qui ne sont pas admissibles à un régime provincial ou territorial d'assurance maladie :

- les personnes protégées (y compris les réfugiés réinstallés);
- les demandeurs d'asile;
- les demandeurs d'asile déboutés;
- certaines personnes détenues en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Le Programme fédéral de santé intérimaire couvre également certains services médicaux offerts aux réfugiés qui ont été sélectionnés pour une réinstallation avant leur départ pour le Canada. Ce programme contribue à améliorer la santé des réfugiés et des demandeurs d'asile, tout en protégeant la santé publique pour l'ensemble de la population canadienne.

À partir du 1^{er} avril 2016, le Programme fédéral de santé intérimaire a été pleinement rétabli afin d'offrir une couverture des soins de santé à tous les bénéficiaires admissibles, ce qui comprend la couverture de base, la couverture supplémentaire et la couverture relative aux médicaments sur ordonnance. La couverture de base est semblable aux régimes d'assurance maladie provinciaux et territoriaux et inclut les services hospitaliers et médicaux. Les services de santé supplémentaires sont semblables à ceux que fournissent les provinces et les territoires aux Canadiens qui reçoivent de l'aide sociale et comprennent les soins de la vue et les soins dentaires urgents, ainsi que les médicaments sur ordonnance.

LA CROISSANCE AU SERVICE DE TOUS



La croissance durable et inclusive est essentielle pour réduire la pauvreté et assurer la prospérité, la paix et la sécurité. Le Canada vise à renforcer l'autonomie des personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisées – dont les femmes et les jeunes – pour qu'elles puissent bénéficier de la croissance économique. Cela contribue à réduire la pauvreté, les inégalités et la marginalisation.

Les investissements de l'aide au développement officielle (ADO) du Canada qui visent à promouvoir la croissance au service de tous sont consacrés à trois secteurs principaux :

- gouvernance, droits économiques et environnements propices;
- rendement des micro, petites et moyennes entreprises et des cultivateurs;
- renforcement des connaissances et des compétences des travailleurs.

GOUVERNANCE, DROITS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTS PROPICES

Le Canada œuvre à l'amélioration de la gouvernance et des capacités institutionnelles dans les pays en développement et à la création d'environnements propices au développement économique et social.

Par exemple, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) participe activement au Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire, un partenariat public-privé que soutient la Banque mondiale. Il vise à améliorer les systèmes de réglementation de la salubrité des aliments dans les pays en développement et dans les pays à revenu intermédiaire, ce qui peut contribuer à créer des débouchés sur le marché international. L'ACIA fournit également une aide technique matérielle à des pays en développement pour renforcer les capacités et améliorer la salubrité des aliments, ainsi que la santé animale et végétale.

L'assistance technique apportée à des pays partenaires dans le cadre du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada constitue un autre exemple. L'ADO finance des projets de renforcement des capacités qui contribuent à moderniser la politique et l'administration du travail. Ces projets favorisent une meilleure application des lois nationales sur le travail et un plus grand respect des droits des travailleurs reconnus à l'échelle internationale.

En 2016-2017, Emploi et Développement social Canada a soutenu un projet de l'Organisation internationale du Travail visant à améliorer les conditions des travailleurs en Ukraine, à savoir diminuer le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans l'industrie minière par l'élaboration de politiques modernes sur la santé et la sécurité au travail.

Emploi et Développement social Canada a aussi appuyé le projet d'une ONG portant le nom de Maquila Solidarity Network, qui vise à promouvoir un dialogue social sur la liberté d'association dans des secteurs industriels névralgiques du Mexique. Le Canada soutient également les efforts de l'Organisation internationale du Travail pour améliorer les conditions des travailleurs dans l'industrie du prêt-à-porter au Bangladesh, dont 70 % sont des femmes.

Les fonds octroyés par le Canada à cinq banques régionales de développement servent à financer la prestation d'une assistance financière et technique pour des investissements liés au développement. Voici les banques bénéficiaires de l'aide canadienne :

- Banque asiatique de développement;
- Banque africaine de développement;
- Banque de développement des Caraïbes;
- Banque européenne pour la reconstruction et le développement;
- Banque interaméricaine de développement.

En 2016, les fonds octroyés par le Canada à ces banques ont financé le branchement de 1,29 milliard de nouveaux ménages au réseau électrique ainsi que la construction ou la réfection de 9800 kilomètres de routes.

RENDEMENT DES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DES CULTIVATEURS

Le Canada cherche à augmenter l'assistance apportée aux micro, petites et moyennes entreprises, aux cultivateurs et à d'autres petits exploitants pour les aider à :

- s'intégrer dans l'économie officielle;
- accélérer l'innovation et à augmenter la productivité;
- s'insérer dans des chaînes de valeur et à pénétrer de nouveaux marchés;
- créer des emplois pour les pauvres, en particulier les femmes et les jeunes.

Les efforts déployés par le Canada visent prioritairement à améliorer l'accès aux services financiers officiels par les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces services contribuent à multiplier les débouchés et à réduire la vulnérabilité. Ils aident les gens à réaliser des économies et à obtenir des fonds pour développer leurs entreprises, investir dans leurs familles et dans des possibilités éducatives, et faire face à des urgences.

LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET L'INCLUSION FINANCIÈRE

L'adoption de mécanismes de financement novateurs peut contribuer à améliorer l'accès des micro, petites et moyennes entreprises, notamment celles des femmes, à des fonds.

Au moyen du Nouveau partenariat pour l'investissement d'impact durable dans les marchés frontières, le Canada utilise l'ADO pour assurer une protection de premier niveau contre les pertes grâce à un fonds d'investissement à l'intention des petites et moyennes entreprises. Ce projet a débuté en 2013 et doit s'étaler jusqu'en 2028. La protection de premier niveau est une garantie ou une promesse d'assurance partielle si l'investisseur subit des pertes financières jusqu'à un montant déterminé.

En atténuant le risque pour d'autres investisseurs, ce projet a mobilisé des fonds des secteurs tant privé que public et aidé le fonds à atteindre 150 millions de dollars US. Le fonds appuie des services dans des pays en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Il a investi dans 93 PME, entraînant la création de plus de 13 330 emplois (dont 6 360 sont occupés par des femmes). En plus d'assurer une protection de premier niveau, le Canada a aussi aidé les PME à adopter des pratiques commerciales responsables comme l'intégration de considérations liées aux questions de genre dans les politiques de dotation en personnel.

Depuis 2014, l'assistance apportée par Développement international Desjardins a aidé plus de 11 600 femmes entrepreneures à obtenir des prêts auprès de cinq centres financiers aux entrepreneurs en Afrique et en Amérique latine. Ces femmes ont reçu des prêts de 8 700 \$ en moyenne. Par exemple, en 2016-2017, le nombre de femmes clientes a quadruplé au centre financier en Tunisie. Au nombre des 756 clients, 233 sont maintenant des femmes. Les prêts consentis aux femmes et aux hommes totalisaient 3,1 millions de dollars à la fin de 2016 — une augmentation de 400 % depuis 2015.

Depuis 2011, le CRDI a investi dans la recherche afin de trouver des solutions novatrices pour favoriser l'inclusion financière des plus vulnérables. Un partenariat avec l'Alliance for Financial Inclusion, un réseau mondial, vise à renforcer les politiques et les règlements afin de mettre en place des solutions adaptées pour l'inclusion financière des plus vulnérables — en particulier les femmes. L'Alliance est détenue et dirigée par des organismes décisionnaires et de réglementation de près

de 100 pays en développement où vivent 85 % des personnes dans le monde qui n'ont pas accès à des services bancaires.

En novembre 2016, l'Alliance a lancé la Financial Inclusion Initiative for Latin America and the Caribbean, avec l'aide du CRDI. Cette initiative encourage la croissance inclusive et durable et la réduction de la pauvreté par l'adoption de politiques d'inclusion financière durable dans la région. Elle favorisera le développement de nouvelles connaissances dans des secteurs de politique, notamment l'inclusion des femmes et l'inclusion financière, les services financiers électroniques et la littératie financière. En fin de compte, elle permettra à de nombreuses institutions membres de l'Alliance de concevoir, d'adopter et de mettre en œuvre des politiques visant à améliorer les moyens de subsistance de millions de personnes mal desservies sur le plan financier partout dans le monde.

L'AGRICULTURE ET LA RÉSILIENCE RURALE

En 2016, le Canada a appuyé l'agriculture et la résilience rurale partout dans le monde, entraînant des retombées considérables, notamment :

- l'amélioration de 2 417 000 hectares de terres par l'irrigation, le drainage et la gestion des crues;
- l'introduction de nouvelles technologies agricoles comme des techniques améliorées d'irrigation et d'économie d'eau souterraine auprès de 597 900 personnes;
- le renforcement des capacités commerciales, favorisant ainsi une augmentation en volume de 1 254 000 tonnes métriques par an du commerce transfrontalier de marchandises.

L'appui du Canada a aussi contribué à la formation d'environ 17 000 employés de recherche et de vulgarisation. Il a également permis à 2 168 000 personnes d'ouvrir un compte de prêt de microcrédit, parmi lesquelles 1 519 000 — soit plus des deux tiers — étaient des femmes.

Dans de nombreux pays africains, l'aviculture et la pisciculture figurent parmi les entreprises agricoles qui connaissent la croissance la plus rapide. L'apport de protéines aux volailles et poissons représente 60 % à 70 % des coûts de la production et peut intensifier les pressions exercées sur les ressources. En 2016-2017, en collaboration avec des entreprises de fabrication d'aliments pour animaux et une entreprise d'élevage d'insectes, le CRDI a appuyé un projet intitulé Intégration d'insectes aux aliments pour la volaille et le poisson en Afrique subsaharienne. Ce projet a permis de démontrer la faisabilité de l'utilisation d'insectes pour l'alimentation plutôt que le soja et la farine de poisson. Ce changement contribuera à réduire les coûts des petits éleveurs et fera en sorte que des cultures utilisées pour nourrir les animaux servent plutôt à la consommation humaine. Ce modèle rentable et durable comporte également des possibilités de création d'emplois et de génération de revenus.



Pays : Égypte © Centre de recherches pour le développement international / Ernan Helal

En Égypte, les petits cultivateurs dominent le secteur agricole, mais leur manque de connaissances en matière de commercialisation, de compétences techniques et d'accès à l'information nuit à leur productivité. La Knowledge Economy Foundation, une ONG, a effectué une analyse de la situation, qui a révélé que l'absence d'information sur le marché et de liens avec la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire constituait un obstacle majeur.

Le projet Bashaier qu'a soutenu le CRDI avait pour but de redresser la situation. Il a pris la forme d'une plateforme Web et mobile visant à améliorer les moyens de subsistance des petits cultivateurs. S'étalant de 2014 à 2016, il a été adapté aux besoins des cultivateurs, des commerçants et des vendeurs de fruits et de légumes dans les gouvernorats de Beheira et de Minia.

Grâce à ce projet, Bashaier est devenu le premier service mobile de l'Égypte qui établit un lien entre les petits cultivateurs et les acheteurs, leur ouvrant ainsi un accès à de meilleurs choix et à des revenus plus élevés. Environ 48 000 cultivateurs ont bénéficié directement de marchés conclus avec différents acheteurs. En moyenne, la valeur de ces marchés est de 10 % à 20 % plus élevée que les prix qu'ils obtenaient avant la mise en place du réseau.



Pays : Colombie © SOCODEVI

En Colombie, les modèles coopératifs canadiens pour le financement et le développement agricoles contribuent à transformer les régions rurales émergeant du conflit. Depuis 2014, le Canada a aidé plus de 22 100 petits cultivateurs à mettre sur pied des entreprises viables, à obtenir du financement agricole et de l'assurance-récolte, et à trouver de nouveaux débouchés. Cent soixante-douze coopératives et associations agricoles et 37 institutions financières, notamment des organismes de microfinance, des coopératives financières et des banques de crédit agricole, ont bénéficié de l'aide canadienne.

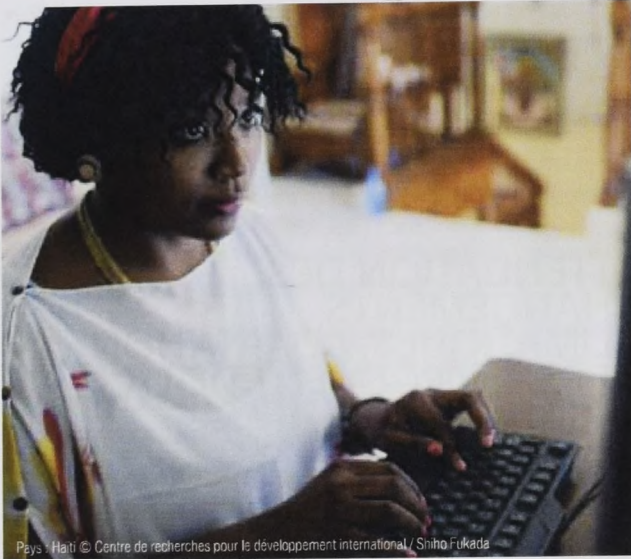
Les investissements du Canada dans le développement rural ont contribué à renforcer l'autonomie économique de plus de 9 700 femmes vivant en milieu rural, favorisant ainsi leur participation à titre de décisionnaires à des coopératives et associations agricoles et améliorant le contrôle qu'elles exercent sur les ressources comme les revenus, le crédit, l'infrastructure et les terres.

Affaires mondiales Canada soutient de nombreux projets de renforcement économique des femmes dans le secteur agricole et le milieu rural comme, par exemple, le projet intitulé Contribution à la production alimentaire durable dans les municipalités cubaines. Cette initiative vise à renforcer la gestion d'un développement agricole durable et à augmenter la production durable de produits diversifiés, en particulier par les femmes, dans cinq municipalités cubaines.

RENFORCER LES CONNAISSANCES ET LES COMPÉTENCES DES TRAVAILLEURS

Le renforcement des connaissances et des compétences des travailleurs et des entrepreneurs favorise la création d'emplois, la productivité et la croissance. L'aide canadienne visant le travail décent et l'accès au marché du travail est axée principalement sur l'éducation, la formation technique et professionnelle, l'acquisition de compétences professionnelles selon les besoins du marché et la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Le Canada a accompli des progrès considérables dans ce domaine en 2016-2017.

Avec l'aide du Canada, la Kashf Foundation au Pakistan met en œuvre le projet Littératie financière et services de développement d'affaires pour les femmes. Depuis 2011, ce projet s'est implanté dans 41 districts du pays. Plus d'un million de femmes ont participé à un programme de littératie financière de base (124 284 rien qu'en 2016-2017). Le centre d'incubation d'entreprises a diplômé plus de 25 000 femmes (dont 5 300 en 2016-2017). Le revenu mensuel moyen de ces femmes a aussi augmenté de 33 %, et 85 % d'entre elles affirment que le pouvoir qu'elles exercent sur les décisions concernant le budget du ménage a été renforcé. De plus, la campagne du projet dans les médias sociaux a sensibilisé les gens aux effets néfastes des mariages d'enfants et de l'abus sexuel des enfants.



Pays : Haïti © Centre de recherches pour le développement international / Shino Fukada

L'Association des coopératives du Canada a poursuivi son travail soutenu visant à renforcer le pouvoir des femmes gestionnaires de coopératives financières en Afrique et en Asie. Plus de 200 coopératives de crédit canadiennes participent bénévolement à cette initiative, assurant la formation professionnelle et le jumelage au Canada des participantes au Programme de mentorat à l'intention des femmes. Depuis ses débuts en 2002, 217 femmes provenant de 19 pays en développement ont reçu une formation leur permettant de se préparer à devenir des contributrices importantes et des chefs de file dans leurs communautés respectives.

Depuis 2014, Affaires mondiales Canada verse de l'aide à Entraide universitaire mondiale du Canada pour le renforcement des compétences professionnelles de 2 835 jeunes au Sri Lanka. À ce jour, plus de 1 500 ont obtenu des emplois dans le secteur privé dans des domaines comme l'hôtellerie et la construction.

Dans les Caraïbes, l'aide du Canada soutient l'Université des Indes occidentales en vue de la mise en place d'un système novateur d'éducation à distance. Depuis 2013, l'Université a pu offrir 54 cours universitaires et mettre sur pied 44 nouveaux cours grâce à ce système, donnant aux populations mal desservies dans la région un meilleur accès à l'enseignement postsecondaire. Ce système a également eu des effets positifs sur l'emploi et les occasions d'affaires.

En Jordanie, le projet de renforcement économique et d'employabilité des jeunes a permis depuis 2015 à plus de 3 500 étudiants dans des écoles de formation professionnelle et des collèges communautaires de recevoir une formation en emploi et d'acquérir des compétences recherchées dans les secteurs en forte demande. Ainsi, plus de jeunes obtiennent des emplois permanents dans le secteur privé et plus de jeunes entrepreneurs mettent sur pied de nouvelles entreprises.

En Éthiopie, au Ghana, au Mali et en Tanzanie, l'organisme CODE, un partenaire du Canada, a aidé 482 200 enfants à améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture au niveau primaire de 2012 à 2017. Il a eu recours à une approche de « formation des formateurs » qui a permis de renforcer les capacités et les compétences de 138 formateurs, 1 742 enseignants et 793 bibliothécaires pour aider les enfants. Des livres pertinents de qualité ont complété la formation — plus précisément, 1 065 239 livres, dont des publications locales, distribués dans 245 écoles et bibliothèques.

Au Burkina Faso, Plan International Canada a mis en place un partenariat avec le gouvernement, le secteur privé et une ONG, qui vise à préparer les jeunes pour le marché du travail. Des jeunes filles et garçons de 13 à 18 ans ont pu acquérir des compétences professionnelles qui répondent aux besoins du marché du travail. Depuis 2011, 8 265 jeunes, dont 3 517 filles, se sont inscrits dans des centres d'éducation de base non formelle et des centres de formation professionnelle qui sont soutenus par Plan International Canada. Parmi eux, 931 jeunes, dont 239 filles, ont trouvé un emploi.

Depuis 2015, Affaires mondiales Canada soutient également le projet Croissance de l'Asie, une initiative du Forum économique mondial ayant pour objectif d'accroître les revenus et la productivité de petits producteurs dans cinq pays de l'Asie du Sud-Est et d'assurer leur viabilité. Grâce à cette initiative, 523 000 petits producteurs reçoivent de l'information et de la formation. Environ 130 000 d'entre eux ont adopté de nouvelles méthodes de production ou de gestion, ont accès à de nouveaux modes de financement et ont obtenu des attestations leur permettant d'accroître leurs revenus.

L'ENVIRONNEMENT ET L'ACTION POUR LE CLIMAT



Pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), il est nécessaire d'assurer la durabilité environnementale.

L'accès à l'eau potable et la lutte contre les changements climatiques sont des facteurs déterminants pour cette démarche. Partout au monde, la dégradation de l'environnement nuit aux économies, ainsi qu'à la sécurité et au bien-être des populations. Ce problème affecte tout particulièrement les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables des pays en développement.

Les changements climatiques ne constituent plus seulement une menace pour le futur, mais bien un problème actuel. La hausse du niveau de la mer et la fréquence accrue des sécheresses et inondations ont déjà des conséquences dévastatrices pour les collectivités et les individus. Le Forum économique mondial a régulièrement classé la sécurité de l'eau en tête de liste des risques dans le monde. On estime que d'ici 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des régions en pénurie d'eau et les deux tiers de la population mondiale vivront dans des régions soumises à un stress hydrique.

Dans les pays en développement, les collectivités vulnérables sont particulièrement exposées aux changements environnementaux causés par la surexploitation des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement et les effets des changements climatiques. Les moyens de subsistance de nombreux membres de ces collectivités dépendent des biens et services fournis par leur écosystème.

À l'inverse, les efforts déployés pour préserver et améliorer l'environnement dans les pays en développement permettent de mieux satisfaire aux besoins fondamentaux. Ces efforts entraînent également une hausse du niveau de vie et l'émergence de collectivités plus sûres, résilientes et prospères.

Il est clairement démontré que les femmes et les filles sont souvent les plus affectées par les problèmes environnementaux. Dans certains pays, les femmes représentent jusqu'à 80 % de la main-d'œuvre de production alimentaire, et sont par conséquent plus vulnérables à des changements climatiques comme la dégradation et l'inondation des terres. En raison de la désertification et de la déforestation, les femmes et les filles des pays les plus pauvres doivent parcourir à pied des distances de plus en plus longues pour aller chercher de l'eau et du bois. Elles risquent ainsi davantage d'être victimes de violence.

Les défis environnementaux mondiaux exigent la prise de mesures ambitieuses sur de nombreux fronts à l'échelle internationale. Le Canada est disposé à prendre l'initiative pour montrer la voie à suivre.

ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ADAPTATION ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

Le Canada continue d'appuyer une mise en œuvre efficace de l'Accord de Paris. Le Canada travaille également sans relâche avec des partenaires internationaux à remplir son engagement de fournir 2,65 milliards de dollars pour la lutte contre les changements climatiques, afin d'aider les pays en développement à faire la transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente aux changements climatiques. Ce financement est versé par des voies bilatérales et multilatérales. Il permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître la capacité d'adaptation aux effets des changements climatiques, surtout chez les populations les plus pauvres et vulnérables.

Le Canada appuie également les pays en développement dans leur effort de transition vers une économie propre et durable. Sur les 2,65 milliards de dollars que le Canada a promis d'investir dans la lutte aux changements climatiques, 1,8 milliard de dollars serviront à susciter des investissements du secteur privé. Ces sommes seront affectées à des domaines comme les technologies propres, l'agriculture climatique-intelligente, la foresterie durable et les infrastructures résilientes au climat.

Les importantes contributions suivantes sont des exemples de types d'investissements que le Canada a faits jusqu'à présent :

- 300 millions de dollars au Fonds vert pour le climat — Il s'agit d'un mécanisme clé de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui soutient les démarches d'atténuation et d'adaptation des pays en développement. Le Fonds a fourni près de 2,2 milliards de dollars US à 43 projets. Ces projets amélioreront la résilience au climat de plus de 128 millions de personnes, et permettront d'éviter des émissions de 970 mégatonnes.
- 200 millions de dollars pour une deuxième phase du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie à la Banque asiatique de développement — Cette banque catalyse les investissements du secteur privé dans les pays en développement. Elle s'efforce de créer des ouvertures pour les femmes dans la région et de soutenir les petits États insulaires dans le Pacifique.

- 150 millions de dollars à l'initiative du G7 pour l'énergie renouvelable en Afrique — Cette initiative catalyse des investissements du secteur privé dans des domaines comme l'énergie éolienne, hydroélectrique ou solaire, et facilitera l'accès à l'énergie dans la région.
- 50 millions de dollars à l'initiative du G7 pour la résilience aux risques climatiques dans les pays en développement — Cet investissement aidera les pays en développement à se protéger contre les catastrophes naturelles plus intenses et plus fréquentes, comme les inondations graves, les sécheresses ou les fortes tempêtes.
- 30 millions de dollars dans le Fonds pour les pays les moins avancés — Ce fonds aide les pays les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter et à réagir aux dégradations causées par le climat et les catastrophes naturelles.
- 10 millions de dollars à l'Organisation météorologique mondiale pour des systèmes d'alerte précoce des risques causés par le climat dans les pays en développement — Ces systèmes visent surtout les petits pays insulaires en développement et les pays les moins avancés.

En août 2016, la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a annoncé une contribution de 22,6 millions de dollars pour former des scientifiques africains qui élaboreront des solutions d'atténuation des changements climatiques et des moyens d'adaptation. Ce projet d'une durée de cinq ans sera mis en œuvre par le CRDI. Un programme spécialisé portant sur les changements climatiques sera lancé au centre rwandais de l'Institut africain des sciences mathématiques. Un cours optionnel sur les changements climatiques sera également offert dans tous les centres de l'Institut partout en Afrique.



Pays : Rwanda © Institut africain des sciences mathématiques

En 2016, le Canada a aidé le Maroc à organiser la vingt-deuxième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP22) à Marrakech. Le Canada a fourni la deuxième contribution en importance au fonds commun de donateurs internationaux. Ses efforts et son engagement envers la réussite de cet important événement international ont été soulignés. Le Canada a également reçu des félicitations pour avoir mobilisé tous les intervenants



Pays : Maroc © Affaires mondiales Canada / Seliane Benyahia

de la lutte contre les changements climatiques, dont la société civile, afin que soit entendue la voix des femmes et des plus démunis.

Le Canada se sert aussi de mécanismes multilatéraux pour soutenir la lutte contre les changements climatiques. Il contribue, entre autres, à différents mécanismes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques visant à accroître la capacité des pays en développement de participer à la Convention. Il verse également des contributions annuelles à l'Organisation météorologique mondiale. Cette organisation aide les pays en développement à renforcer leurs services météorologiques et hydrologiques nationaux, afin de permettre à leurs citoyens de recevoir des renseignements importants sur les conditions climatiques. De plus, le Canada contribue au Groupe international des observations de la Terre. Ce groupe aide les pays en développement à renforcer leurs capacités nationales en améliorant leurs ressources humaines, techniques et institutionnelles. Le Canada contribue aussi au projet de systèmes d'alertes précoces face aux risques posés par le climat. Cette initiative vise à réduire les pertes humaines et économiques associées aux risques météorologiques et climatiques.

DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Dans tous les programmes d'aide au développement et dans ses activités avec ses partenaires, Affaires mondiales Canada tient compte de la durabilité de l'environnement.

La somme de 233 millions de dollars que le Canada a fournie au Fonds pour l'environnement mondial du Groupe de la Banque mondiale représente un investissement clé pour l'environnement. Ce Fonds est le principal mécanisme de financement pour aider les pays membres de la Banque mondiale à remplir leurs engagements envers l'environnement. En 2016, les initiatives financées par cet organisme ont produit les résultats suivants :

- une réduction de 2 700 mégatonnes des émissions de gaz à effet de serre;

- la mise en place de plus de 50 technologies respectueuses du climat qui ont amélioré l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable et le transport urbain durable;
- une gestion durable des terres appliquée à 103 millions d'hectares;
- la protection de plus de 50 bassins hydrographiques et de 23 des 64 grands écosystèmes marins de la planète.

Le Canada achemine également des fonds par divers organismes multilatéraux afin de favoriser dans les pays en développement la protection environnementale, l'atténuation des changements climatiques et les mesures d'adaptation. Cette aide permet de préserver les moyens de subsistance des populations vulnérables de ces pays.

Par exemple, le Canada fournit une contribution de base annuelle au Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ce programme représente l'autorité environnementale dans le système de l'ONU. Il remplit les fonctions suivantes :

- coordonner l'élaboration des politiques et des lois sur l'environnement;
- assurer la surveillance de l'environnement à l'échelle mondiale;
- porter les nouveaux enjeux à l'attention des gouvernements et de la communauté internationale pour qu'ils interviennent.

Le Canada fournit également des fonds à la Coalition pour le climat et l'air pur du programme de développement des Nations unies. Ce financement aide les pays en développement à mettre en œuvre des projets permettant de réduire dans divers secteurs les polluants climatiques à courte durée de vie. De plus, le Canada fournit une contribution annuelle au Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Il veille à ce que l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ne porte pas atteinte aux économies des pays en développement.

Par l'entremise du Fonds pour l'environnement mondial, le Canada a contribué financièrement à l'Initiative pour le renforcement des capacités pour la transparence. Cette aide permet aux pays en développement d'augmenter leur capacité institutionnelle et de renforcer leurs institutions nationales à l'égard des activités liées à la transparence. Cela cadre avec les priorités nationales visant à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et à lutter contre les changements climatiques.

Le Canada contribue également au Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, ainsi qu'au Réseau international sur le bambou et le rotin. En tant que seul pays développé membre de ce réseau, le Canada favorise la mise en œuvre de projets novateurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces projets visent la réduction de la pauvreté et la durabilité de l'environnement par l'usage du bambou et du rotin.

En Indonésie, l'appui que le Canada accorde depuis 2011 au Centre mondial d'agroforesterie et au Centre pour la recherche forestière internationale a permis à 73 collectivités jusqu'en fin d'année 2016 de pratiquer une gestion durable de la forêt sur plus de 780 273 hectares. Ces démarches ont également permis d'augmenter les revenus de 636 922 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes, en plus d'améliorer leur participation et la gestion durable des ressources.

En Afghanistan, au moyen d'un partenariat avec la France et la Fondation Aga Khan du Canada, le Canada a financé 76 % de la construction du nouvel hôpital provincial de 140 lits à Bamyan. Ce projet, qui s'est déroulé de 2012 à 2017, portait une attention particulière à la durabilité de l'environnement.

Des efforts ont été consentis pour réduire l'empreinte carbone de l'hôpital et le recours à l'électricité produite au diesel. Une installation d'énergie solaire de 400 kW fournit à l'hôpital plus de 60 % de son énergie. L'hôpital utilise des lampes diodes électroluminescentes (DEL) et des chaudières écoénergétiques. Dans le cadre du même projet, le Canada a aussi financé la construction de 71 points d'eau. Ainsi, plus de 6 400 personnes auront accès à de l'eau potable.

Le Canada aide aussi les gouvernements des pays en développement dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à créer des projets d'infrastructures durables et résilientes. Cette aide est offerte en partenariat avec la Banque asiatique de développement et l'International Enterprise Singapore. Ces projets privilégient les approches comme le partenariat public-privé.

En 2016-2017, le Canada a contribué à d'importantes études de détermination de la portée et d'investissement dans un projet public-privé de conversion de l'éclairage des routes aux lampes DEL dans l'État malaisien de Melaka. Cette mesure pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre du gouvernement d'environ 30 000 tonnes par année.

Le Canada a aussi soutenu le projet de l'Alliance mondiale pour les foyers améliorés visant à favoriser à long terme en Haïti une évolution vers des modes de cuisson écologique à faible taux d'émission. Les



Pays : Haïti © Roger LeMoine

femmes jouent un rôle central dans cette initiative. Cette mesure permettra de réduire les maladies chroniques et aiguës causées par l'exposition aux fumées toxiques, surtout chez les femmes, tout en favorisant un avenir énergétique plus durable. L'Alliance met également les femmes à contribution tout au long du processus et réduit le temps qu'elles consacrent à ramasser du combustible. Elles ont ainsi plus de temps pour leurs autres responsabilités et pour exercer des activités éducatives ou générant des revenus.

En 2016, le Canada a annoncé l'octroi de 15 millions de dollars au Défi pour le financement des petites et moyennes entreprises, visant à aider les PME du Vietnam à élaborer pour la lutte contre les changements climatiques, des approches novatrices sensibles aux questions de genre. Le projet permettra aussi de créer pour les entreprises un environnement propice à l'adoption de pratiques intelligentes face au climat.

EAU

Le Canada appuie les efforts visant à assurer une gestion durable des ressources hydriques et à placer les femmes et les filles au cœur des décisions concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

En 2016-2017, par l'intermédiaire de la Facilité africaine pour l'eau, le Canada a continué de favoriser le développement de projets d'approvisionnement en eau sur le continent africain. En 10 ans, cet organisme a obtenu en financement de projets plus de 1,5 milliard de dollars pour les réalisations suivantes :

- 6,3 millions de personnes ont eu accès à de meilleurs systèmes d'assainissement;
- 5,98 millions de personnes ont eu accès à des sources améliorées d'eau potable;
- 9 500 fermiers ont bénéficié de meilleures pratiques d'irrigation et de gestion de l'eau et des terres.

Le Canada appuie également la Mutuelle panafricaine de gestion des risques. La participation financière du Canada a permis de fournir à plus de 400 millions de personnes pauvres une couverture d'assurance contre les risques de catastrophes naturelles causées par les changements climatiques.

En Jordanie, le Canada s'est associé à Oxfam-Québec dans les démarches d'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en eau, en mettant l'accent sur le rôle de la femme dans la gestion des ressources en eau. Ce projet s'étalant de 2015 à 2017 comprenait 12 ateliers de participation communautaire auxquels 478 femmes ont assisté.



Pays : Ghana © Roger LeMoine

Dans le cadre du projet pour accroître la résistance des communautés les plus touchées en Irak, le Canada a contribué à améliorer les services d'alimentation en eau et à former les autorités municipales. Ce projet de 2015-2016 a permis de procurer de l'eau potable à 285 000 personnes déplacées au pays et résidents des collectivités d'accueil, ce qui a contribué à réduire les tensions causées par les déplacements de population dans le nord de l'Irak.

De 2010 à 2016, le Canada a aussi fourni une aide à 28 500 familles dans les 160 collectivités les plus à risque du Honduras. Il a apporté sa contribution à 19 plans d'action relatifs aux bassins hydrologiques et favorisé la création de collectivités riveraines dans lesquelles les femmes occupent 62 % des postes décisionnels.

Parallèlement aux questions d'eau douce, le Canada reconnaît l'importance des systèmes océaniques pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Il a fourni 185 000 \$ pour faciliter la participation de petits États insulaires en développement et de pays moins développés à la Conférence sur les océans organisée par les Nations Unies en juin 2017. Ce forum historique abordait les défis mondiaux concernant les océans qui sont d'importance critique pour l'avenir de ces pays.

CONTRIBUTION DU CANADA AUX EFFORTS DE CONSERVATION

Par l'intermédiaire de Parcs Canada, le Canada contribue à trois organismes qui exercent des activités de conservation : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels.

L'UNESCO, par exemple, tente d'encourager la définition, la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel qui revêt une importance exceptionnelle pour l'humanité. Parcs Canada contribue au financement du Fonds du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce financement s'ajoute aux efforts du pays visant à conserver et gérer le patrimoine mondial dans les pays en développement lorsque les ressources nationales ne sont pas suffisantes. Par ailleurs, la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO reconnaît le patrimoine culturel et naturel qui présente les caractéristiques suivantes :

- contribuer à la diversité écologique;
- fournir une plateforme au développement économique durable;
- servir de centre d'apprentissage et d'échanges culturels pacifiques.

PARTICIPATION DU CANADA À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

La réduction des risques de catastrophe (RRC) s'entend des politiques et programmes qui renforcent la capacité d'une collectivité de résister aux catastrophes et de les surmonter. La RRC est une préoccupation importante pour le Canada puisque la gravité, la fréquence et les coûts des catastrophes naturelles sont en hausse.

Dans leurs décisions relatives à la RRC, le Canada et d'autres pays s'inspirent du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe que l'ONU a élaboré pour 2015-2030. Affaires mondiales Canada veille à ce que l'aide internationale du Canada réduise les risques de catastrophes et renforce la résilience, tout en améliorant les mesures d'intervention en cas de catastrophe.

Sécurité publique Canada dirige les initiatives visant à renforcer la résilience aux catastrophes dans ce pays. Le Canada a accueilli la Cinquième Plateforme régionale pour la réduction des risques de catastrophe dans les Amériques, organisée par Sécurité publique en mars 2017, à Montréal. Cet événement ministériel de haut niveau a abouti à l'adoption du premier plan d'action régional de RRC dans les Amériques.

Affaires mondiales et Sécurité publique s'efforcent de mettre les gens au centre des processus décisionnels de la RRC. Cette façon de procéder permet de sauver un plus grand nombre de vies, de protéger davantage les moyens de subsistance et de faire progresser le monde vers une prospérité inclusive, et vers la santé et le bien-être.

La RRC est en outre considérée comme une approche économique efficace pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et est entièrement compatible avec l'approche du Canada quant à l'efficacité de l'aide. Même si elle ne fait pas partie des principaux domaines d'engagement, la RRC, tout comme le renforcement de la résilience, contribue aux efforts d'aide internationale d'Affaires mondiales Canada. C'est particulièrement le cas dans les Caraïbes, en Amérique centrale et en Asie.

Le Canada était un membre actif du Groupe de travail à composition non limitée sur les indicateurs et la terminologie associés à la réduction des risques de catastrophes, formé par l'ONU (de novembre 2015 à novembre 2016). Représenté par Sécurité publique Canada et Affaires mondiales Canada, le Canada a participé à la formulation des recommandations du groupe de travail sur les indicateurs des sept objectifs du Cadre de Sendai. Par la suite, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté ces objectifs.

Les indicateurs clés du Cadre de Sendai ont également été intégrés aux parties 1, 11 et 13 des Objectifs de développement durable (ODD) du cadre d'indicateurs mondial pour les ODD et aux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces mesures reconnaissent les liens entre les ODD et le développement durable, et elles facilitent la surveillance et le signalement des efforts liés aux catastrophes.

LA GOUVERNANCE INCLUSIVE



Les valeurs et institutions démocratiques, le respect et la promotion de la diversité, de l'inclusion, des droits de la personne et de l'état de droit

constituent les traits distinctifs de la vie au Canada – tout comme la gouvernance inclusive et responsable, ainsi qu'une société civile dynamique et engagée.

Dans son aide internationale, le Canada représente ces mêmes valeurs et ces normes élevées. Il vise à encourager les valeurs démocratiques et à favoriser la gouvernance inclusive et responsable dans les pays partenaires. Ce sont des principes fondamentaux permettant de ne laisser personne pour compte dans la poursuite des ODD.

La protection et la promotion des droits de la personne font partie de la gouvernance inclusive et responsable. Elles permettent aux gens de vivre sans crainte, d'exprimer leur opinion et d'avoir accès à des emplois et à des services alimentaires, éducatifs et de santé. Elles permettent aux femmes, aux plus démunis et aux plus marginalisés de progresser sur le plan politique, social et économique, et réduisent ainsi la pauvreté et les inégalités.

La possibilité pour chacun d'avoir accès à la vie démocratique de sa société et d'y participer est un facteur d'unité sociale et d'engagement constructif. Elle donne aussi la parole aux personnes marginalisées, aidant à prévenir les conflits, le sectarisme et l'extrémisme violent.

DROITS DE LA PERSONNE

Chacun doit pouvoir jouir des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Et ce, peu importe son sexe, sa race, ses origines ethniques, sa couleur, sa religion, sa langue, son orientation sexuelle, son identité de genre, son âge, ses habiletés, ou tout autre aspect de son identité. L'exercice des droits de la personne est la pierre angulaire d'une société libre et équitable. Le Canada fait une promotion active des droits de la personne en tant qu'objectif clé de son aide internationale.

Avec l'aide du Canada, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes (ONU Femmes) se consacre à renforcer les droits des femmes en Asie du Sud-Est. ONU Femmes a également amélioré l'imputabilité et la surveillance des droits des femmes au moyen du processus de production de rapports pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.



Région : Amérique du Sud © ONU Femmes / Daniel Hogson

Depuis 2011, environ 1 140 promoteurs de l'égalité des genres dans huit pays de l'ANASE ont amélioré leurs connaissances et compétences liées à la Convention. Dans le même ordre d'idées, 25 lois ou stratégies ont été adoptées pour renforcer l'égalité hommes-femmes dans neuf pays de l'Asie du Sud-Est.

Le Canada offre aussi un appui institutionnel à la Commission indépendante des droits de la personne de l'Afghanistan. Cet appui aide la Commission à s'acquitter de son mandat d'enquête sur les violations alléguées des droits de la personne et de promotion des droits protégeant les groupes vulnérables, surtout les femmes et les enfants. En 2016, la Commission a reçu 7 865 plaintes d'actes violents, notamment des violences contre les femmes (5 575 cas, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente). Parmi ces plaintes, 2 800 ont été désignées comme violations des droits de la personne. Au cours de l'année, environ 840 cas ont été réglés (une hausse de 24 % par rapport à l'année précédente).

DÉVELOPPEMENT DU DROIT ET ACCÈS À LA JUSTICE

Un système juridique efficace est essentiel pour garantir les droits de la personne, régler pacifiquement les litiges et favoriser la croissance économique. Le droit constitue le cadre d'une société pluraliste, définit la structure du gouvernement et fournit les outils nécessaires pour promouvoir la responsabilisation. Pour obtenir justice et un redressement approprié, les citoyens doivent aussi avoir accès aux institutions juridiques.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a fourni à Transparency International, et à ses sections partenaires locales dans 12 pays, une aide pour le fonctionnement de centres d'appui et d'assistance juridique. Transparency International est une organisation mondiale de la société civile qui lutte contre la corruption. Il a été donné suite à 473 plaintes de

corruption touchant plus de 20 000 personnes. Parmi les mesures prises, mentionnons la prestation de conseils, l'aiguillage des cas vers d'autres organisations ou la défense directe en vue de leur règlement. En République démocratique du Congo, par exemple, Transparency International a défendu avec succès le versement à 450 veuves et orphelins de pensions alimentaires qui avaient été retenues pendant un an.

En 2016-2017, avec l'appui d'Affaires mondiales Canada, Equitas a amélioré l'accès à la justice et la prévention de la torture en formant 126 défenseurs des droits de la personne provenant de 50 pays. Equitas est une ONG qui fait la promotion de l'égalité, de la justice sociale et du respect de la dignité humaine au moyen de l'éducation. Elle a aussi les réalisés les interventions suivantes :

- prestation d'aide juridique à 656 personnes en République démocratique du Congo;
- organisation de trois tables rondes de la justice en République démocratique du Congo, atteignant 88 juges;
- évaluations des besoins de trois pays pour la prévention de la torture (République démocratique du Congo, Cameroun et Burkina Faso);
- soutien à un message radio de quatre semaines rejoignant 2 millions d'auditeurs et portant sur des enjeux relatifs aux droits de la personne.

Depuis décembre 2016, le Canada a contribué à la Mission d'appui à la lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras qui a été mise sur pied par l'Organisation des États américains. La Mission travaille de concert avec certains intervenants clés du gouvernement et de la société civile à la création d'un cadre juridique et au renforcement des institutions de lutte contre la corruption. Elle a participé à d'importants travaux d'investigation pour mettre à jour et démanteler les réseaux de corruption. Beaucoup considèrent qu'en s'efforçant d'améliorer l'état de droit et la gouvernance, la mission change la donne au Honduras.



Pays - Honduras © Brian Atkinson

En 2016-2017, le Canada a soutenu l'expansion du système d'aide juridique de l'Ukraine par l'ajout de 500 bureaux juridiques locaux dans l'ensemble du pays. Ces bureaux offrent des services gratuits d'aide juridique, y compris aux citoyens les plus marginalisés et vulnérables. Cette mesure accroît la protection de leurs droits et améliore leur accès à la justice. En 2016-2017, plus de 387 000 clients ont bénéficié de l'aide juridique sur des questions civiles et administratives.

En Cisjordanie et à Gaza, le Canada a participé à la construction et à l'aménagement d'un nouveau palais de justice. Cette démarche a permis d'améliorer l'accès des Palestiniens à la justice. L'ensemble des activités et procédures judiciaires a débuté en novembre 2016.

PARTICIPATION ET INCLUSION

Tout le monde doit pouvoir participer aux institutions, processus, choix de politiques publiques, décisions, allocations de ressources et prestations de services, tant formels qu'informels. Cela signifie qu'il faut inclure les voix et intérêts des plus marginalisés. Cette participation et cette inclusion sont essentielles pour le développement durable. Le Canada appuie les institutions et processus électoraux, ainsi que l'éducation et l'engagement civiques, tout au long du cycle électoral.

Le Canada appuie également la participation des femmes à la sphère publique. La pleine participation des femmes et des filles à la vie publique, au monde des affaires, à la société civile et au gouvernement se traduit par une amélioration des processus décisionnels. Elle améliore la qualité de vie de tous les citoyens.

En Afrique subsaharienne, le Canada a fermement soutenu la consolidation de la démocratie et les valeurs de gouvernance inclusive et responsable. Il a aussi fortement appuyé le pluralisme pacifique ainsi que le respect de la diversité et des droits de la personne. Par exemple, le Canada verse 5 millions de dollars à la Commission de l'Union africaine en contribution à ses efforts de renforcement des capacités et aux principales priorités mutuelles. Font partie de ces priorités l'égalité hommes-femmes et la gouvernance inclusive.

Depuis 2013, pour renforcer la Commission électorale du Pakistan, le Canada y soutient la Fondation internationale pour les systèmes électoraux. Grâce à cette aide, plus de 1 800 employés permanents ont reçu une formation. C'est ainsi que la Commission a pu s'investir dans les réalisations suivantes :

- assurer la formation de plus de 450 000 agents électoraux;
- ajouter environ 1,2 million de nouveaux électeurs sur les listes électorales;
- inscrire près de 5 900 personnes handicapées (dont plus de 2 800 femmes).

En 2015-2016, par l'intermédiaire de l'Organisation des États américains, le Canada a soutenu la mission d'observation électorale pour les élections présidentielles et législatives en Haïti. La mission a déployé 130 observateurs dans 10 départements afin d'assurer une présence constante durant les élections. Cette mesure a accru la transparence du processus électoral et la confiance des Haïtiens envers le système démocratique.

En Indonésie, Affaires mondiales Canada a mené à bien le projet Appui au leadership islamique, d'une durée de six ans. Le projet consolidait le leadership du ministère des Affaires religieuses de l'Indonésie pour la création d'une société plus tolérante et pacifique. Il a été réalisé par Entraide universitaire mondiale du Canada et par Cowater International Inc., une entreprise canadienne de gestion de projet en développement international. Le projet constituait un modèle durable de renforcement de l'engagement des collectivités par les universités d'État religieuses musulmanes en Sulawesi du Sud et au Java oriental.

Au Myanmar, le CRDI et Affaires mondiales Canada se sont associés en 2017 pour lancer le programme Le savoir au service de la démocratie du Myanmar. Cette initiative de 10,7 millions de dollars s'appuiera sur les programmes nationaux antérieurs visant à faciliter la transition démocratique au moyen de recherches en politiques. Au moment où le Myanmar effectue la transition vers un gouvernement démocratique, il est primordial d'entretenir un dialogue constructif sur le processus. Il est également essentiel de promouvoir une croissance économique profitant aux femmes et aux hommes de toutes origines ethniques. Le programme suivra plusieurs approches pour renforcer la pensée analytique et la capacité de recherche dans la société civile, chez les dirigeants d'entreprises, au gouvernement, ainsi qu'à l'échelon des organisations et des individus. Parmi les intervenants se trouveront des législateurs et des décideurs politiques.

PRESTATION INCLUSIVE DES SERVICES

Pour conférer à tous les citoyens, surtout aux femmes et aux personnes marginalisées, le pouvoir de participer activement à la vie de leur collectivité, il est nécessaire d'offrir un large éventail de services publics. Ces services améliorent l'accès des citoyens à la santé, à l'éducation, à un logement, à de l'eau potable et plus encore. Une prestation efficace de services publics locaux représente le lien ultime d'une longue chaîne de gouvernance qu'il faut instaurer à partir du niveau national. Elle comprend les éléments suivants :

- la décentralisation des services;
- la fiscalité;
- des statistiques différenciées par sexe;
- la planification des politiques;

- la préparation de budgets;
- la mise en œuvre du programme;
- la participation des femmes, des hommes et des jeunes aux priorités qui les touchent.

Le Canada intervient dans les enceintes multilatérales et bilatérales pour favoriser dans les pays en développement un renforcement et un caractère plus inclusif des institutions de gouvernance et de la prestation de services.

Affaires mondiales Canada et Statistique Canada soutiennent le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21). Cette initiative contribue au développement de la capacité statistique permettant aux bureaux nationaux de statistiques de produire des données, comme les indicateurs d'ODD, et de les publier. À l'heure actuelle, PARIS21 collabore avec ONU Femmes en vue d'améliorer la qualité et la diffusion des statistiques ventilées par sexe.



Statistique Canada est aussi membre actif du Groupe d'experts interinstitutionnel indépendant de la Commission de statistique des Nations Unies sur les indicateurs des objectifs de développement durable (GEII-ODD). Par le GEII-ODD, Statistique Canada fournit l'expertise canadienne en matière de statistiques pour la mise au point d'indicateurs mondiaux fiables pour mesurer les ODD.

Pour illustrer cet engagement, Statistique Canada a accueilli la cinquième réunion du GEII-ODD qui s'est tenue à Ottawa en mars 2017. Le Canada apporte une expertise statistique essentielle pour la mise au point d'un cadre rigoureux d'indicateurs mondiaux pour les 17 objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Par sa collaboration avec les bureaux nationaux de statistiques des pays en développement, Statistique Canada contribue également à la mise en place d'institutions publiques responsables. En 2016-2017, Statistique Canada a réalisé des visites d'études sur les méthodes et pratiques statistiques de plusieurs pays : le Kazakhstan, le Sénégal, le Bangladesh, la Jamaïque et la Chine. Statistique Canada a également réalisé une visite d'études pour la Communauté économique et monétaire de

l'Afrique centrale. De plus, Statistique Canada a participé à un échange de connaissances avec des homologues du gouvernement de la Colombie pour développer les capacités associées aux statistiques sur la violence fondée sur le genre.

Depuis 2012, 28 vérificateurs du Cameroun, du Ghana, de la Tanzanie et du Vietnam ont effectué un stage de neuf mois au Canada, dans des bureaux de vérification fédéraux et provinciaux. Ces stages ont été organisés par la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation. Cette initiative a amélioré les compétences et la capacité des bureaux de vérification de ces pays. Plus de 750 vérificateurs ont reçu une formation leur permettant de faire des vérifications de rendement. De même, plus de 75 membres du comité de surveillance ont reçu une formation sur l'utilisation efficace des rapports de vérification et sur leur importance pour la mise en œuvre de changements dans les politiques et les pratiques.

En Éthiopie, le Canada soutient depuis 2011 le Programme d'appui à la société civile géré par le British Council. Ce programme a permis d'octroyer 772 subventions à 514 organisations de la société civile pour améliorer la mise en œuvre de politiques gouvernementales visant à réduire la pauvreté. Ces subventions ont également permis aux organisations de la société civile d'offrir des services publics plus inclusifs aux personnes vulnérables et difficiles à atteindre.

Le programme a amélioré les capacités techniques des organisations de la société civile en matière de gestion financière, de gestion de cycles de projet, de leadership et de réseautage. Il a ainsi atteint plus de 3,1 millions de personnes. Parmi celles-ci se trouvaient des personnes handicapées ou atteintes de maladies mentales, des prisonniers, des jeunes contrevenants, des enfants innocents incarcérés avec leurs parents, et des femmes et filles marginalisées.

En partenariat avec l'Institut sur la gouvernance, le Canada a aidé les hauts responsables du gouvernement fédéral irakien et le gouvernement régional kurde à poursuivre le dialogue sur la réforme de la gouvernance en Irak. Cette démarche faisait partie du projet de décentralisation financière et d'amélioration de la résilience en Irak. Elle a permis d'élaborer une compréhension commune des concepts du cadre financier, de reconnaître les tensions persistantes et d'améliorer les communications entre les deux paliers de gouvernement.

Au Myanmar, l'ONG canadienne Forum des fédérations, avec l'aide du Canada, améliore la connaissance et la compréhension du fédéralisme chez les intervenants clés. Il s'agit d'une importante contribution à la démarche fédéraliste du gouvernement du Myanmar dans le contexte des négociations de paix historiques en cours. En 2016-2017, le Forum a permis de former dans 65 cantons 274 parlementaires infranationaux provenant de 5 états et 279 représentants de la société civile et des médias.

Le Canada mise sur la participation et la collaboration multilatérales lorsqu'il accorde son soutien à des pays partenaires pour des questions associées à la fiscalité internationale et à la mobilisation des ressources nationales. Il fournit cette aide par l'intermédiaire de l'Agence de revenu du Canada (ARC). À titre d'exemple, pour offrir un atelier en 2016, l'ARC a établi un partenariat avec le Centre interaméricain des administrateurs fiscaux, l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth, l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale. Cet atelier a permis aux administrations fiscales de la région des Caraïbes de renforcer leurs approches et techniques d'évaluation des risques liés à la vérification.

En raison de la demande croissante d'assistance faisant appel à de maigres ressources d'administration fiscale, l'ARC cherche constamment des moyens d'innover et de travailler plus intelligemment. Un meilleur usage de la technologie, par exemple, pourrait combler les lacunes et élargir la portée de l'assistance. Reconnaisant ce fait, l'ARC a élaboré un prototype mondial en ligne appelé Plateforme de partage de connaissances pour les administrations fiscales. Cette plateforme est conçue pour encourager le partage pratique des connaissances et de l'expertise fiscales de façon économique et durable. Elle a été approuvée par la communauté de l'administration fiscale à l'échelle mondiale et elle est actuellement mise à l'essai par les premiers utilisateurs. Environ 1 586 responsables de plus de 123 économies en développement et émergentes se servent déjà de cette plateforme. De nombreuses administrations et organisations fiscales ont signalé leur intention de recourir à cet outil pour compléter leurs programmes actuels et leurs démarches futures.

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ



Près de la moitié des personnes les plus démunies et les plus vulnérables du monde vivent dans des pays fragiles ou touchés par des conflits. La fragilité et les conflits

peuvent être exacerbés par de nombreux facteurs, comme les changements climatiques, la concurrence pour les ressources, la corruption, une gouvernance faible, le crime et le terrorisme. Ces problèmes touchent à la fois les pays à revenu faible et ceux à revenu moyen.

En 2016-2017, le Canada a fait la promotion de la sécurité et de la stabilité à l'échelle mondiale par une combinaison d'activités diplomatiques, de déploiements et de projets ciblés avec une multitude de partenaires. Parmi ceux-ci se trouvaient des gouvernements étrangers, des organismes internationaux et la société civile. En traitant les causes fondamentales et les facteurs de risque, les programmes de développement du Canada favorisent aussi indirectement une stabilité et une sécurité accrues dans de nombreux pays.

En ce qui touche la paix et la sécurité, le Canada a lancé en août 2016 le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP). Ce programme s'appuie sur une expérience et des réalisations de plus d'une décennie par son organisme prédécesseur, le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR). Dans le cadre du Programme, le Canada collabore avec divers alliés et partenaires pour mettre fin à la violence, assurer la sécurité et créer un espace pour le dialogue et la résolution de conflits.

Le Canada a également aidé à façonner les normes politiques mondiales sur la meilleure façon d'utiliser l'aide au développement officielle (ADO) afin de promouvoir la sécurité et la stabilité dans les États fragiles et touchés par un conflit. Par son engagement avec d'autres donateurs, la société civile, le G7 et l'OCDE, le Canada a fait la promotion des principes de l'accord politique globale, le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles. Le Canada estime qu'il s'agit du meilleur cadre d'action pour s'attaquer aux causes de conflits, de fragilité et de violence, et pour faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Voici des exemples des résultats obtenus en 2016-2017 en fonction des objectifs suivants :

- établissement de la paix au moyen d'efforts de stabilisation visant les facteurs de conflit;

- avancement du programme d'Affaires mondiales Canada concernant les femmes, la paix et la sécurité pour atténuer les différentes répercussions de la fragilité, de l'instabilité et des conflits violents sur les femmes et les hommes.

ÉTABLIR ET MAINTENIR LA PAIX

Autour du monde, les conflits violents et le terrorisme persistent, causant continuellement des problèmes complexes de sécurité pour toutes les nations. Un soutien international constant est essentiel pour établir et maintenir la paix et la sécurité, tant pour la sécurité des citoyens que comme condition préalable au développement durable.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît qu'il ne peut y avoir aucun développement durable sans la paix, et ni paix ni sécurité sans un développement durable. C'est ce qu'énonce l'Objectif de développement durable n° 16 sur la paix, la justice et de solides institutions. Pour établir et maintenir la paix dans un contexte fragile en zone de conflit, il est nécessaire d'intervenir de façon rapide et flexible. Il faut également déployer des efforts à long terme pour traiter les causes premières de l'instabilité.

En Irak, le Canada soutient depuis 2015 le Dispositif pour le financement de la stabilisation immédiate du Programme des Nations Unies pour le développement, ayant ainsi facilité le retour de 1,3 million de personnes dans des zones libérées de l'emprise de Daech. L'aide du Canada a permis d'intégrer une perspective de genre dans toutes les activités de l'organisation. Le Canada a également participé aux opérations qui ont permis de déminer 156 000 mètres carrés de terrain en Irak. Cette mesure a permis à plus de 500 personnes déplacées de retourner dans leur foyer et d'accéder à des terres agricoles et structures essentielles comme les écoles, les usines de traitement des eaux et les entreprises.

Le Canada a en outre contribué en 2016-2017 à un projet d'information, de conseil et d'aide juridique dirigé par un organisme humanitaire, le Conseil norvégien pour les réfugiés. Ce projet a favorisé une résolution pacifique du conflit et aidé 2 400 réfugiés à régler des questions de logement et de propriété foncière à leur retour.

En Syrie, le Canada a accordé 16,7 millions de dollars pour appuyer les structures civiles légitimes en vue d'offrir des services essentiels et de combler le vide de gouvernance que les organisations extrémistes exploitent. Cette initiative a aidé les conseils locaux à faire fonctionner les écoles, offrir des services essentiels et résister à l'empiètement des gens armés.

Les fonds que le Canada a fournis dans le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix ont également permis d'amplifier les voix des citoyens syriens locaux dans le processus de paix. Le Canada a soutenu les volontaires de la défense civile syrienne (les Casques blancs) en Syrie. Cette démarche visait à protéger les civils et réduire les déplacements causés par le conflit au moyen du développement de l'expansion de systèmes d'alerte rapide de raids aériens.

En 2016-2017, le Canada a versé 5 millions de dollars pour aider à maintenir la stabilité sociale et la sécurité collective au Liban, par une réduction des tensions entre les communautés d'accueil et les réfugiés syriens.

En 2016, le gouvernement de la Colombie a conclu un accord de paix historique avec le plus important groupe de guérilla du pays (FARC), mettant un terme à 50 années de conflit armé interne. En 2016-2017, le Canada a versé 6 millions de dollars pour financer la transition vers la paix dans les régions pour lesquelles le gouvernement de la Colombie a établi les priorités suivantes :

- la démobilisation, le désarmement et la réintégration;
- la sécurité;
- la justice transitionnelle;
- le déminage;
- la gouvernance;
- l'intervention rapide.

Le financement comprenait un soutien financier à la mission internationale d'observation électorale pour le plébiscite sur l'accord de paix d'octobre 2016. Le Canada a également versé 1,3 million de dollars pour renforcer la capacité des forces de sécurité colombiennes. Ces fonds leur ont permis de coordonner, de diriger et de réaliser des activités humanitaires de déminage dans les régions les plus touchées par la menace de mines terrestres.

En 2016-2017, le Canada a annoncé de nouveaux projets d'aide internationale au montant de 78,4 millions de dollars pour appuyer les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction de la Colombie. En font partie de nouveaux projets de déminage, d'éducation, de crédit rural, de justice transitionnelle, de protection des droits de la personne et de réparation pour les victimes. Ces programmes changeront la vie de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants touchés par le conflit.

En Haïti, depuis 2017, le Canada a fourni à la police frontalière nationale de la formation et de l'équipement d'une valeur de 3 millions de dollars. Ces fonds permettent d'améliorer les fonctions de contrôle frontalier ainsi que la sécurité et la formation sur les droits et les besoins des migrants. Le Canada a également fourni 1 million de dollars pour améliorer la prévention de la violence et établir la confiance entre les jeunes, les communautés locales et la police nationale d'Haïti.

Au Mali, un accord de paix et de réconciliation a été signé en juin 2015. Le Canada a soutenu les démarches de l'ONU en 2016-2017, visant à faire progresser le processus de paix, à réformer les services de sécurité maliens et à les rendre plus professionnels. Ces efforts ont également aidé à consolider l'autorité gouvernementale et à stabiliser les régions du pays touchées par le conflit. Les initiatives canadiennes au Mali produisent les effets suivants :

- favoriser le dialogue;
- mettre les populations en contact avec le gouvernement;
- offrir les services essentiels;
- établir les fondations d'une paix durable et inclusive.



Au Myanmar, le Canada s'est joint aux efforts internationaux en 2016 pour faciliter la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale. Il a versé à cet effet une somme de 4 millions de dollars au Fonds commun pour la paix qui a été annoncé le 7 juin 2017. Le Fonds commun pour la paix est un fonds multidonateurs conçu pour appuyer les efforts nationaux visant à conclure un accord durable dans le cadre du conflit ethnique armé au Myanmar. Il vise aussi à établir une forte participation et un grand soutien pour la mise en œuvre d'un accord national de cessez-le-feu. Le Fonds permet aux donateurs de mieux coordonner et aligner leurs efforts pour négocier et mettre en œuvre un processus de paix pleinement inclusif. Les donateurs travaillent conjointement avec le gouvernement et des organisations ethniques armées.

En Ukraine, le Canada a soutenu les efforts de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Cette organisation exerce les fonctions suivantes :

- la surveillance de la mise en œuvre du cessez-le-feu;
- la supervision et la production de rapports sur les droits de la personne;
- le rétablissement des populations vivant dans les zones touchées par le conflit ukrainien.

Au moyen d'interventions bilatérales ciblées, le Canada a également contribué à la réforme du secteur de sécurité, notamment par la modernisation et la professionnalisation des services de police. Les interventions bilatérales ciblées ont également permis au Canada de favoriser le dialogue entre les communautés au sein des différents pays.

ARRANGEMENT SUR LA POLICE CIVILE AU CANADA

L'Arrangement sur la police civile au Canada guide les réponses du gouvernement du Canada aux demandes de contribution policière aux opérations internationales de maintien de la paix et aux autres efforts de stabilisation. Tout comme le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, il vise à prévenir les conflits et la fragilité, et à y réagir, surtout par la mise en place de corps policiers efficaces.

L'Arrangement sur la police civile au Canada est un partenariat entre la Gendarmerie royale du Canada, Affaires mondiales Canada et Sécurité publique Canada. Les déploiements sont autorisés par les ministres des Affaires étrangères, du Développement international et de la Sécurité publique. Le financement des déploiements provient des sources suivantes :

- la Gendarmerie royale du Canada, en vertu du Programme des Missions internationales des policiers affectés au maintien de la paix;
- le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix.

En 2016-2017, en moyenne 86 agents de police canadiens ont été déployés auprès de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) en renforcement des capacités de la Police nationale haïtienne. Deux agents de police ont été déployés auprès de la Mission des Nations Unies en Colombie pour contribuer à la surveillance de la mise en œuvre du processus de paix.



Pour aider les Nations Unies à atteindre leur objectif d'accroître la participation des policières aux missions des Nations Unies, des policiers canadiens et certains de leurs homologues des Nations Unies se sont rendus en Guinée et au Togo. Ils y ont supervisé la formation d'hommes et de femmes en communication et en maniement des armes à feu, et leur acquisition d'autres habiletés pratiques. La police canadienne a également fourni la formation aux officiers supérieurs colombiens, hommes et femmes.

Deux agents de police ont été déployés en Cisjordanie pour contribuer au perfectionnement des forces policières. Un conseiller des forces de police a été affecté au Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien de la police palestinienne. De plus, un conseiller supérieur de la police a été affecté à l'opération PROTEUS des Forces armées canadiennes en Cisjordanie.

Deux policiers ont également été déployés auprès de la Mission de conseil de l'Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine. Ils y ont fourni des conseils stratégiques sur le développement de services de sécurité efficaces et responsable en Ukraine. Ces déploiements ont débuté en 2015-2016. Quatorze policiers ont été déployés en Ukraine dans le cadre d'une initiative bilatérale visant à réformer les services de police. L'initiative visait surtout la formation, la police communautaire et la responsabilisation des services de police.

Un agent de police a été déployé en Irak dans le cadre de la coalition mondiale contre Daech. L'agent a fourni des conseils stratégiques au ministère irakien de l'Intérieur et à la coalition sur le rétablissement des forces policières nationales.

Enfin, un agent de police a été déployé aux Philippines dans le cadre d'un projet bilatéral de services de police. L'agent a fourni des conseils stratégiques sur la future approche des services de police dans la région de Bangsamoro, dans la foulée du processus de paix. Au soutien du processus de paix dans le sud des Philippines, le Canada a déployé pendant six mois un commissaire adjoint de la Gendarmerie royale du Canada pour présider la commission indépendante sur les services de police dans le nouveau territoire du Bangsamoro.



AVANCEMENT DE LA FEMME, DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ

Le Canada a adopté en 2010 son Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité. Il continuera de suivre une approche pangouvernementale pour assurer la pleine inclusion des femmes dans l'élaboration d'interventions durables dans les États fragiles et touchés par un conflit. Cette approche comprendra des objectifs et des activités d'aide au développement, d'action humanitaire, et d'initiatives de paix et de sécurité.

En 2016-2017, Canada a fourni 1,5 million de dollars à l'instrument d'accélération mondial pour les femmes, la paix et la sécurité, et l'action humanitaire. Cet instrument est administré par le Programme des Nations Unies pour le développement et par ONU Femmes. L'aide canadienne a permis de financer des initiatives répondant aux besoins particuliers des femmes et des filles dans des situations de conflit et d'après-conflit. Les mesures de financement ont également permis d'assurer aux femmes la capacité et la possibilité de participer de façon significative aux efforts de paix et de rétablissement.

Le Canada a appuyé les efforts visant à assurer la participation des femmes au rétablissement de la paix et aux pourparlers de paix entre Syriens dirigés par l'ONU, et leur participation effective à l'opposition syrienne lors des négociations. Le Canada a apporté les contributions suivantes :

- aider à renforcer la capacité du Comité consultatif des femmes de l'opposition syrienne;
- fournir au Comité un soutien logistique, des directives et une expertise technique;
- faciliter la coordination du Comité avec la société civile syrienne et les groupes de défense des droits des femmes.

En Afrique subsaharienne, le Canada a tenté de répondre aux besoins des femmes et des filles touchées par le conflit. Il s'est également efforcé d'accroître l'efficacité des opérations de paix de l'ONU et de réduire la menace posée par les organisations terroristes dans la région. Par exemple, en 2016, le Canada a financé les efforts visant à renforcer le système judiciaire dans des régions ciblées de la République démocratique du Congo. Cette mesure a permis aux survivants à la violence sexuelle et fondée sur le genre — essentiellement des femmes et des filles — d'avoir accès à la justice et de tenir les auteurs responsables de leurs actes.

En 2016-2017, le Canada a versé 2 millions de dollars pour des projets visant à créer des mécanismes efficaces de justice qui s'attaquent aux causes fondamentales des conflits et des violations des droits de la personne. Un de ces projets visait à renforcer la capacité des survivants de la violence fondée sur le genre en Syrie, au Népal, au Sri Lanka et en Tunisie. Cette intervention a aidé les survivants à faire valoir les approches fondées sur le genre dans les mécanismes de justice transitionnelle.

En Haïti, le Canada a financé pour 2 millions de dollars en 2016-2017 un projet d'ONU Femmes visant à améliorer la représentation des femmes au parlement de ce pays. Cet objectif a été atteint par une réduction du risque de violence contre les candidates et les électrices lors de l'élection de 2016. Le projet a permis d'élaborer un cadre sur la violence contre les femmes. Il a également fourni un soutien au conseil électoral provisoire, au ministère de la Justice et de la Sécurité publique, à la police et aux partis politiques d'Haïti.

En Colombie, le Canada a offert 500 000 \$ pour conférer aux femmes autochtones le pouvoir de surveiller le processus de paix en 2016-2017. Grâce à cette aide, on a tenu compte de la voix et du point de vue des femmes autochtones, qui faisaient partie des principaux intéressés.

RÉDUIRE LES MENACES À L'ÉCHELLE MONDIALE

En 2016-2017, le Canada a maintenu son soutien de longue date aux efforts internationaux visant à remédier à l'accident nucléaire de Tchernobyl survenu en 1986. Le Canada a fourni une somme additionnelle de 3,6 millions de dollars à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour l'achèvement de l'installation provisoire d'entreposage du combustible usé. Cette installation assurera le stockage du combustible nucléaire usé en toute sécurité.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT NON OFFICIELLE : DÉPENSES DE SÉCURITÉ

Le Canada fournit à des pays partenaires une précieuse aide pour la paix et la sécurité. Affaires mondiales Canada gère plusieurs programmes dans ce domaine : le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité, et le Programme de réduction des menaces liées aux armes de destruction massive. Même si les activités de ces programmes ne sont pas considérées comme de l'ADO, elles contribuent à une approche intégrée du Canada pour l'amélioration de la paix, de la sécurité et la stabilité dans le monde entier. Les moyens employés sont les suivants :

- le renforcement des capacités institutionnelles et l'élimination des lacunes dans les principaux secteurs;
- l'aide aux personnes les plus touchées par les conflits et par la criminalité transnationale organisée;
- la contribution aux efforts visant à réduire les menaces posées par le terrorisme ainsi que par les armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, et par les matières connexes.

En 2016-2017, par exemple, le Canada a continué à fournir une aide à la sécurité non létale aux forces de l'ordre et de sécurité. Parmi les pays auxquels le Canada a prêté assistance, mentionnons la Jordanie, le Liban, l'Irak, la Tunisie, le Maroc, le Nigéria, le Cameroun, le Belize et la Jamaïque.

Le Canada a aidé les forces de l'ordre et de sécurité de ces pays à renforcer leur capacité de réduire l'instabilité causée par le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Le Canada les a également aidées à prévenir et détecter les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, et à y réagir. Les mesures d'aide comprenaient des véhicules, de l'équipement et de la formation. L'aide du Canada a permis de fournir à un plus grand nombre de femmes une formation et des compétences et habiletés particulières leur permettant de mieux réagir à ces menaces.

Le Canada a également fourni un soutien ciblé aux gouvernements de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Il leur a ainsi permis d'améliorer leurs mesures de prévention et de réaction dans les cas suivants :

- la traite d'êtres humains;
- le trafic de drogues illicites;
- le blanchiment d'argent;
- la corruption;
- la cybercriminalité, comme l'exploitation d'enfants par Internet.

Ces efforts contribuent à faire respecter l'état de droit et la sécurité, et ont des répercussions positives, en particulier sur les femmes et les enfants.

Le Canada a également appuyé les efforts internationaux d'investigation et de vérification des attaques aux armes chimiques en Syrie.

COLLABORATION AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le Canada appuie un certain nombre d'institutions de développement multilatérales, d'initiatives mondiales et d'organisations internationales afin de réduire la pauvreté dans le monde. En travaillant en étroite collaboration avec ces partenaires, le Canada peut tirer parti de leur expertise et des économies d'échelle pour répondre rapidement aux enjeux de développement pressants à l'échelle planétaire. Il veille en outre à ce que ces institutions et le système multilatéral (le réseau mondial d'organisations internationales) puissent fonctionner efficacement, produire des résultats solides et établir un consensus sur d'importants enjeux mondiaux.

Voici les principales contributions du Canada aux institutions multilatérales de développement en 2016-2017 :

CONTRIBUTION DU CANADA AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le Canada est actif aux Nations Unies (ONU) depuis sa fondation en 1945. Aujourd'hui, le Canada continue de respecter et d'appuyer les instances et les organismes du système des Nations Unies :

- en s'engageant activement dans les débats politiques et techniques;
- en contribuant à la gouvernance et à l'établissement des programmes;
- en apportant un soutien financier par des quotes-parts et des contributions volontaires.

Une partie de ce soutien financier est considérée comme une aide au développement officielle (ADO).

En 2016, le Programme alimentaire mondial a répondu à la famine mondiale et aux besoins alimentaires urgents des populations vulnérables. Il a touché environ 80 millions de personnes dans 75 pays, dont 16,4 millions d'enfants qui ont reçu des repas à l'école ou des repas à emporter. En 2016-2017, le Canada a versé 187 millions de dollars pour soutenir les opérations du Programme alimentaire mondial à l'échelle planétaire. Cette contribution comprenait 25 millions de dollars affectés à l'appui institutionnel de longue durée.

En 2016-2017, le Canada a versé 94,7 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). En 2016, l'UNHCR a aidé 12,9 millions de réfugiés et 48 millions de personnes

déplacées à l'intérieur de leur propre pays en leur offrant une protection et une aide en cas d'urgence majeure. On entend par là l'accès à une source d'eau potable, à des systèmes sanitaires et aux soins de santé, ainsi qu'à des refuges, des couvertures et des articles ménagers. L'UNHCR a également fourni des moyens de transport et une assistance aux personnes qui sont volontairement rentrées chez elles et une assistance à celles qui se sont réinstallées dans un autre pays.

Le Fonds des Nations Unies pour la population élargit les possibilités pour les femmes et les jeunes afin qu'ils puissent mener une vie saine et productive. En 2016, le Canada a affecté 15,6 millions de dollars au soutien institutionnel, outre sa contribution à des programmes ciblés pour le Fonds des Nations Unies pour la population. Le Canada, aux côtés d'autres donateurs internationaux, a appuyé les résultats suivants en 2016 :

- la mise à disposition de contraceptifs à l'intention de 20,9 millions de personnes, de manière à éviter :
 - 11,7 millions de grossesses non désirées;
 - 3,68 millions d'avortements risqués;
 - 29 000 décès maternels;
- l'accès à des services de santé reproductive pour 913 616 femmes et filles dans les situations de crise humanitaire en Afrique de l'Est et du Sud;
 - ces services empêchent et traitent les effets de la violence fondée sur le genre;
- la formation de 17 000 enseignants pour offrir une éducation sexuelle complète en Afrique de l'Est et du Sud;
 - la formation était donnée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);
- une assistance aux 1 768 collectivités en Afrique de l'Ouest et centrale afin de mettre un terme à la pratique de mutilation des organes génitaux féminins.

En 2016, le Canada a versé 6,5 millions de dollars à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes (ONU Femmes) pour le soutien institutionnel, outre sa contribution à des programmes ciblés. Grâce à l'appui du Canada et

d'autres donateurs internationaux, ONU Femmes a contribué aux résultats suivants en 2016 :

- 61 pays ont modifié leurs lois en vue de renforcer les droits des femmes;
- 24 pays ont renforcé la législation en vue de lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles;
- 20 pays ont adopté des plans ou des stratégies en vue de lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles;
- 9 pays ont adopté des cadres stratégiques pour le renforcement économique des femmes;
- 263 organisations de femmes ont été appuyées dans l'intervention humanitaire et le renforcement de la capacité de résistance;
- 4 000 dirigeantes aspirantes et élues ont reçu une formation dans 51 pays.

En 2016, le Canada a versé 16,2 millions de dollars au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour le soutien institutionnel, outre sa contribution à des programmes ciblés. Grâce à l'aide apportée par le Canada et d'autres donateurs internationaux, l'UNICEF a appuyé les résultats suivants :

- 61 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole;
- 1 million d'enfants ont été soignés pour une malnutrition aiguë sévère;
- 29 millions de personnes ont reçu un accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires dans les situations de crise humanitaire;
- 15,6 millions d'enfants ont reçu du matériel d'apprentissage;
- 12,3 millions d'enfants ont été enregistrés à la naissance;
- 21 000 enfants non accompagnés et séparés ont été réunis avec leurs familles;
- 24 millions d'enfants ont bénéficié d'un programme gouvernemental de transfert de fonds;
- 870 enfants (jusqu'à l'âge de 14 ans) vivant avec le VIH ont reçu un traitement antirétroviral.

En 2016, outre sa contribution à des programmes ciblés, le Canada a versé 40 millions de dollars au Programme des Nations Unies pour le développement afin que cette somme soit affectée au soutien institutionnel. Voici certains des résultats atteints par le Programme des Nations Unies pour le développement, grâce à l'appui du Canada et d'autres donateurs de 2014 à 2016 :

- dans 119 pays, 24,7 millions de personnes (dont 51 % de femmes) ont bénéficié d'une amélioration de leurs moyens de subsistance;
- plus de 2 millions de nouveaux emplois (36 % pour des femmes) ont été créés dans 98 pays;
- près de 57 millions de nouveaux électeurs ont été inscrits dans 40 pays;

- dans 35 pays, 3,2 millions de personnes (dont 51 % de femmes) ont obtenu un accès à des services d'aide juridique;
- 38 pays ont élaboré des lois ou des règlements exécutoires pour faire face aux risques de catastrophe et de changements climatiques.

En 2016-2017, le Canada a versé 13,6 millions de dollars au titre de l'aide officielle au développement en quotes-parts à l'Organisation mondiale de la Santé. En 2016, Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la Santé, a contribué aux résultats suivants :

- 2,5 millions de traitements pour la diarrhée, la pneumonie et le paludisme chez les enfants de moins de cinq ans en République démocratique du Congo, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Nigéria;
- une diminution de 99 % des nouveaux cas de polio.

En 2016-2017, le Canada a versé 10,5 millions de dollars au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), dont 2 millions de dollars ont été affectés à l'appui institutionnel de longue durée. Grâce à l'aide du Canada et d'autres donateurs internationaux, le BCAH a contribué à l'atteinte des résultats suivants en 2016 :

- 15 pays en Asie et 13 pays en Afrique de l'Ouest ont reçu un appui à la préparation aux situations d'urgence;
- des équipes de soutien ont été déployées à la suite de huit catastrophes naturelles dans la région de l'Asie-Pacifique.

En 2016-2017, par l'entremise d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, le Canada a versé 1 million de dollars à l'Union internationale des télécommunications. Cette organisation a appuyé de nombreux pays qui ont été touchés par des catastrophes naturelles et provoquées par l'homme :

- cinq pays — le Sri Lanka, les Fidji, Haïti, l'Équateur et l'Ouganda — ont reçu des services de télécommunications d'urgence en réponse aux catastrophes;
- neuf pays — l'Équateur, le Rwanda, le Sri Lanka, le Soudan, les Fidji, Haïti, la Sierra Leone, la Guinée et le Libéria — ont reçu un renforcement des capacités dans les télécommunications d'urgence;



Pays : Bolivie © Stephen Edgar

- deux systèmes d'alerte rapide ont été installés en Ouganda pour diffuser des alertes en cas d'inondations et de catastrophes imminentes.

CONTRIBUTION DU CANADA AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

En 2016-2017, le Canada a octroyé une subvention de 492,82 millions de dollars au Groupe de la Banque mondiale par l'entremise du ministère des Finances. Le Canada est un membre fondateur du Groupe de la Banque mondiale et apporte un financement important aux programmes communs de donateurs, faisant ainsi du Groupe l'un des partenaires internationaux du développement les plus importants. Le soutien continu apporté par le Canada au Groupe de la Banque mondiale fait partie intégrante de son engagement à accroître l'efficacité de l'aide canadienne et la reddition de comptes dans ce domaine.



Pays : Haïti © Roger LeMoigne

La majeure partie de la contribution du Canada, à savoir 441,62 millions de dollars, a servi d'appui fondamental à l'Association internationale de développement (AID). L'AID est la division du Groupe de la Banque mondiale qui vient en aide aux pays les plus pauvres du monde. L'AID fournit des subventions et des prêts assortis de conditions favorables aux pays à faible revenu, ainsi que des subventions aux États fragiles et touchés par un conflit et d'autres pays présentant un risque de surendettement. Tous les fonds de l'AID sont versés aux gouvernements, les versements s'accompagnant de mesures de protection environnementale et financière et de mesures de protection des droits de la personne pour assurer l'utilisation appropriée de l'aide financière.

Les contributions du Canada ont aidé les pays de l'AID dans un large éventail de domaines qui concordent avec les priorités nationales. Par exemple, entre 2014 et 2016, le soutien de l'AID a permis d'accomplir ce qui suit :

- 59,1 millions de personnes et de micro, petites et moyennes entreprises ont reçu des services financiers;

- 59,4 millions de personnes ont obtenu l'accès à une meilleure source d'eau;
- 23,2 millions de personnes ont eu accès à l'électricité;
- 90 millions d'enfants ont été vaccinés;
- 26,2 millions de femmes enceintes ont reçu des soins prénataux.

Le ministère des Finances a aussi versé une somme de 51,2 millions de dollars à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) par l'entremise du Groupe de la Banque mondiale. L'allègement de la dette bilatérale dans le cadre de cette initiative contribue à la réduction de la pauvreté. Il libère des ressources qui auraient autrement été affectées au service de la dette souveraine, pour les affecter à des dépenses sociales. Cette initiative a permis de diminuer les versements au titre du service de la dette dans les pays bénéficiaires, ce qui a accru le degré de souplesse dans leur budget.

En 2016, le Canada s'est engagé à renflouer les fonds concessionnels de plusieurs banques partenaires de développement multilatéral. Cela permet de s'assurer que ces partenaires continuent à progresser. Le Canada a promis notamment les contributions suivantes :

- 1,32 milliard de dollars pour la 18^e reconstitution des ressources de l'AID (2017-2020) du Groupe de la Banque mondiale;
- 325,6 millions de dollars pour la 14^e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (2017-2019) du Groupe de la Banque africaine de développement;
- 137,56 millions de dollars pour la 11^e reconstitution des ressources du Fonds asiatique de développement (2017-2020) de la Banque asiatique de développement;
- 70,34 millions de dollars pour la 9^e reconstitution des ressources du Fonds spécial de développement (2017-2020) de la Banque de développement des Caraïbes.

Pour en savoir plus, veuillez consulter [Le Canada au FMI et au Groupe de la Banque mondiale](#)¹⁰.

CONTRIBUTION DU CANADA AU COMMONWEALTH

En 2016-2017, le Canada a versé des quotes-parts de 8,1 millions de dollars au Secrétariat du Commonwealth ainsi qu'à la Fondation du Commonwealth. Le Secrétariat du Commonwealth est le principal organisme intergouvernemental et l'établissement central du Commonwealth des Nations. La Fondation du Commonwealth vise à renforcer les voix civiques et à hausser la gouvernance participative.

Ces contributions ont appuyé un large éventail d'activités, notamment :

- le renforcement des institutions démocratiques;

10. <https://www.fin.gc.ca/bretwood/pdf/bretwd15-fra.pdf>

- la promotion des droits de l'homme, de l'inclusion et de l'égalité des genres;
- le renforcement de la résilience des petits États, notamment face aux changements climatiques;
- l'aide apportée aux pays afin qu'ils puissent stimuler leur potentiel commercial;
- l'appui à la participation des jeunes à tous les échelons de la société.

Le Canada apporte un soutien institutionnel au Commonwealth of Learning, une organisation qui fait la promotion de l'apprentissage ouvert et à distance dans les États membres du Commonwealth. La contribution de 2,6 millions de dollars du Canada en 2016-2017 s'insère dans le cadre d'un engagement plus vaste de 7,8 millions de dollars sur trois ans (2015-2018).

À la fin de 2016-2017, les ressources et les modèles d'éducation du Commonwealth of Learning ont atteint 372 600 apprenants, dont plus de 50 % étaient des femmes et des filles. Au total, 102 établissements avaient mis en œuvre des modèles d'apprentissage ouverts, à distance et fondés sur la technologie. Trente et un gouvernements et institutions ont élaboré et adopté ces politiques d'apprentissage pour un apprentissage de qualité dans les pays du Commonwealth.

Le Canada a également versé une aide supplémentaire de 2,4 millions de dollars au Commonwealth of Learning sur trois ans (2015-2018) en vue d'empêcher les mariages d'enfants et les mariages précoces ou forcés grâce à une éducation et une formation ouvertes, à distance et fondées sur la technologie, au Bangladesh, au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan. À la fin de 2016-2017, près de 5 000 femmes et filles avaient accru leurs connaissances au sujet de leur santé, de leurs droits sociaux, ainsi que des conséquences des mariages d'enfants et des mariages précoces ou forcés.

CONTRIBUTION DU CANADA À LA FRANCOPHONIE

En 2016-2017, Canada a versé 34,8 millions de dollars à l'intention de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ses opérateurs et les conférences ministérielles permanentes. Ces fonds comprennent des quotes-parts ainsi que des contributions volontaires qui ont aidé à appuyer les programmes.

Ce financement comprend aussi une contribution spéciale de 5,04 millions de dollars au programme d'emploi de l'OIF. Ce programme visait l'emploi par l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes en Afrique subsaharienne francophone.

Le Canada, par l'entremise de l'OIF et de l'Agence universitaire de la Francophonie, a appuyé le programme de formation et d'intégration professionnelles des jeunes de l'OIF. Ce programme laisse les États élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques pour la formation professionnelle et technique.

Au 30 juin 2016, le programme avait permis à 10 000 jeunes de suivre des programmes axés sur les compétences élaborés par huit pays. Ces pays sont Haïti, Sainte-Lucie, les Seychelles, Madagascar, le Sénégal, le Cambodge, la République démocratique populaire lao, et le Vietnam. Six autres pays ont élaboré et mis en œuvre des plans d'action pour offrir la formation professionnelle, soit le Bénin, le Cameroun, la Guinée, Madagascar, le Mali et le Sénégal.

CONTRIBUTION DU CANADA À L'ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ

Le Canada travaille avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) en vue d'améliorer et de protéger la santé des personnes dans les Amériques. Cet engagement est géré par l'Agence de la santé publique du Canada.

En 2016-2017, le Canada a entrepris plusieurs initiatives en vue d'appuyer l'OPS. Par exemple, il a versé la somme de 164 895 \$ pour soutenir la mise en œuvre d'une plateforme de tests de séquençage de nouvelle génération. Cette plateforme vise à améliorer la surveillance de l'OPS en matière de résistance du VIH aux médicaments dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Une plateforme de tests de séquençage de nouvelle génération est une plateforme qui produit une quantité d'information considérablement plus importante que les autres tests de séquençage. Ce type de plateforme permet la détection plus rigoureuse d'une maladie — le VIH, en l'occurrence.

L'initiative se fonde sur les recherches du Laboratoire national de microbiologie du Canada. Elle a permis de mettre au point une technologie de tests de résistance du VIH aux médicaments de nouvelle génération basée sur le séquençage. Cette technologie améliore considérablement la sensibilité de la détection et les données, et diminue les coûts par rapport aux méthodes conventionnelles.

Dans les Caraïbes, en vue de mieux préparer les autorités à intervenir en cas d'urgence, le Canada a offert une formation en gestion des victimes et en soins et traitements d'urgence par l'intermédiaire de l'OOPS.



COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES CANADIENS

Les organisations de la société civile au Canada continuent de jouer un rôle essentiel dans les efforts nationaux visant à produire de solides résultats en matière d'aide internationale.

Par l'entremise de la Politique d'aide internationale féministe du Canada, le Canada se concentre sur l'élimination de la pauvreté extrême et sur la promotion de la dignité humaine. Il est capital de tirer parti de l'avantage comparatif des partenaires pour atteindre les objectifs du Canada. La Politique d'aide internationale féministe du Canada met l'accent sur plusieurs domaines d'importance pour les organisations canadiennes. Parmi ces domaines, on compte notamment :

- l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
- le soutien des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables;
- les innovations pour un meilleur impact.

Affaires mondiales Canada a appuyé de nombreux partenaires canadiens en accordant des fonds au titre de l'aide au développement officielle en 2016-2017. Ces partenaires comprennent :

- des organisations non gouvernementales (ONG);
- des collèges et des universités;
- des municipalités;
- des coopératives;
- des associations professionnelles;
- des organismes du secteur privé.

Cela a permis au gouvernement du Canada de miser sur la vaste expertise, les réseaux et les ressources des partenaires au Canada et à l'étranger afin de soutenir les priorités en matière d'aide internationale. Les partenaires se sont montrés particulièrement habiles dans trois domaines clés :

- la progression de la santé et des droits des femmes;
- l'intervention face aux crises humanitaires;

- la proposition de solutions novatrices face à des problèmes persistants en matière de développement.

Le 9 mai 2017, la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a annoncé un financement de 100 millions de dollars pour les petites et moyennes organisations canadiennes. Ce financement, offert sur cinq ans, est destiné à appuyer des programmes novateurs liés aux principales priorités gouvernementales — notamment le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

LES PARTENAIRES SOUTIENNENT L'INNOVATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Outre la production de résultats concrets en matière de développement en 2016-2017, les partenaires canadiens ont contribué activement aux nouvelles orientations stratégiques du Canada relativement à l'aide internationale. Cette mobilisation a permis de positionner une approche canadienne unique appuyant pleinement le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le gouvernement du Canada a mené un examen de l'aide internationale entre mai et juillet 2016. En décembre 2016, Affaires mondiales Canada a publié un résumé de la rétroaction obtenue lors des consultations dans son Rapport « [Ce que nous avons entendu](#)¹¹ ».

L'examen représente la consultation publique la plus complète en matière d'aide internationale en au moins 20 ans. Elle comprenait plus de 35 événements dans cinq villes canadiennes, et plus de 15 000 individus et partenaires au Canada et dans 65 autres pays y ont participé. Dans les observations présentées, plus de 1 000 intervenants ont souligné l'importance de l'innovation en matière de développement. Cela comprenait l'importance de la progression de l'égalité des genres.

11. http://international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/what_we_heard-que_nous_entendu.aspx?lang=fra

Les intervenants ont convenu que toutes les parties doivent intensifier leurs efforts pour relever le défi complexe de l'éradication de la pauvreté extrême. Ils devraient également positionner efficacement le Canada et les organisations de la société civile canadienne afin qu'ils tirent parti de nouvelles avancées dans les politiques, les technologies et les partenariats. Le Programme pour 2030 exige une réflexion audacieuse et novatrice si le Canada veut s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

À l'interne, le gouvernement du Canada a pris des mesures pour encourager des démarches plus propices à l'innovation, à l'expérimentation et à la prise de risques bien pesés. Cela implique de disposer de ressources spécialisées afin d'aider à mesurer l'impact des initiatives et d'assurer la dotation en personnel et le financement de solutions prometteuses qui doivent être portées à une plus grande échelle.

Le Canada a aidé à créer des communautés de pratique pour partager les connaissances, les leçons tirées et les pratiques exemplaires en matière d'innovation, aussi bien à l'échelle du gouvernement qu'auprès des intervenants externes. Affaires mondiales Canada encourage activement l'innovation en matière de développement à l'échelle nationale et internationale. Il travaille de façon bilatérale avec des bailleurs de fonds d'avant-garde pour l'innovation en matière de développement et fait partie de l'Alliance pour l'innovation dans le développement international. L'Alliance est une plateforme informelle qui a été établie en 2015 pour promouvoir l'échange de connaissances et la collaboration autour de l'innovation en matière de développement.

Pour leur part, les partenaires du Canada ont fait figure de chefs de file en repoussant les limites du changement grâce à des recherches appliquées et à de nouvelles approches en matière d'essais. Ils l'ont fait en vue de mettre les solutions novatrices à l'échelle des défis en matière de développement.

On peut observer certains exemples dans les innovations créées pour Grands Défis Canada. Grands Défis Canada est une organisation canadienne qui finance les idées audacieuses ayant un impact de taille sur la santé mondiale. Au Zimbabwe, dans le projet Banc de l'amitié, des travailleuses de la santé non professionnelles (connues à l'échelle locale comme des « grand-mères » communautaires) font de brèves interventions psychologiques afin de s'attaquer à des problèmes courants de santé mentale. Depuis 2012, 72 cliniques dans trois villes ont accru leur portée, desservant aujourd'hui une population de 1,8 million de personnes. Les taux de dépression ont été réduits à moins de 10 % chez les personnes qui ont obtenu un traitement. C'est là une réussite spectaculaire pour ces interventions prises en charge par la communauté.

Un autre exemple vient du partenaire canadien earAccess Inc. Il a mis en œuvre un modèle de réussite axé sur le marché avec le secteur privé et les fondations partenaires en vue de traiter la perte auditive dans les pays à faible et à moyen revenu. Depuis 2015, Grands Défis Canada a permis à earAccess de fournir des services de dépistage et d'aiguillage vers des spécialistes à environ 6 000 femmes, hommes et enfants pauvres au Guatemala. Grands Défis Canada et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ont apporté leur soutien et earAccess a mené à bien le projet en partenariat avec les collectivités locales. En 2017, Audra Renyi, fondatrice et directrice générale d'earAccess et cofondatrice de World Wide Hearing, faisait partie des lauréates des Prix du gouverneur général pour l'innovation.

Au cours de la période 2015-2017, la phase II du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale a appuyé un projet de recherche participative impliquant des femmes et des hommes pauvres et vulnérables dans les collectivités indigènes andines en Colombie. Affaires mondiales Canada et le CRDI ont financé conjointement ce projet de recherche.

Le travail de l'Université McGill, de l'Universidad Nacional de Colombie et d'autres partenaires a abouti à des résultats positifs. Trois nouvelles variétés indigènes, nutritives et résistantes aux maladies de la pomme de terre ont été sélectionnées dans la province de Nariño, la deuxième région la plus touchée par l'insécurité alimentaire en Colombie. Cette sélection a augmenté les revenus des agriculteurs jusqu'à 18 %. Les semences certifiées sont introduites dans le reste de la Colombie.

MOBILISATION CONTINUE DES CANADIENS, Y COMPRIS LES JEUNES

La nature universelle des Objectifs de développement durable du Programme pour 2030 et de leur potentiel de transformation pour les sociétés requiert la mobilisation de l'ensemble des organisations de la société civile canadienne. Ces objectifs nécessitent également que chaque Canadien agisse en qualité de citoyen du monde dans le but de mettre un terme à la pauvreté, de protéger la planète et d'assurer la prospérité pour tous. Ceci inclut notamment la mobilisation de jeunes et de bénévoles au Canada.

En 2016-2017, 1 445 bénévoles canadiens (835 femmes, 610 hommes) dans des domaines professionnels ont été déployés pour soutenir le renforcement des capacités dans le monde en développement et pour nouer des liens avec ce monde. Le Programme de coopération volontaire a dirigé cette initiative. Quinze organisations canadiennes ont envoyé des bénévoles dans 42 pays.

Les initiatives d'Affaires mondiales Canada en faveur de la jeunesse, notamment le Programme de stages internationaux pour les jeunes et les Stages internationaux pour les jeunes Autochtones, offrent aux jeunes Canadiens admissibles une expérience internationale inestimable. Elles permettent également de contribuer concrètement à relever des défis mondiaux.

En 2016-2017, ces programmes ont appuyé 362 stages (272 femmes, 90 hommes). Les stages ont contribué à réduire la pauvreté dans 37 pays en développement par l'entremise de 22 organisations canadiennes. Parmi les jeunes en stage, 47 étaient des Autochtones.

Par exemple, les stagiaires du Programme de stages internationaux pour les jeunes ont collaboré avec Marine Conservation Cambodia pour créer un programme de bourses pour la recherche en conservation marine dans le pays. Pour la première fois au Cambodge, cela permet aux étudiants d'effectuer leurs travaux de recherche de cycle supérieur pour leur thèse dans le domaine de la conservation des écosystèmes marins et de la sensibilisation à l'environnement.



Les jeunes stagiaires autochtones en Ouganda ont participé à diverses activités visant la promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes. Une activité impliquait la création d'une ligue sportive pour les filles et les garçons, tenant compte de l'égalité des genres, entièrement encadrée par des femmes et des étudiantes plus âgées. Une autre activité consistait à enseigner aux femmes se trouvant dans une maison d'hébergement à parler anglais et à utiliser un ordinateur. Ces initiatives ont favorisé l'assurance des participantes et ont créé des modèles de rôles féminins positifs au sein des collectivités.

Durant l'année qui vient de s'écouler, Affaires mondiales Canada a lancé deux nouveaux appels de propositions en vue d'élargir le Programme de stages internationaux pour les jeunes et l'initiative Stages internationaux pour les jeunes Autochtones.



En ce qui concerne la promotion de l'intérêt pour le développement, la Semaine du développement international en février constitue une plateforme clé de mobilisation du public pour les conseils provinciaux et régionaux de coopération internationale et pour d'autres partenaires cherchant à susciter un intérêt pour le développement. En 2017, les conseils ont atteint plus de Canadiens que jamais — 4,2 millions, surtout des jeunes — grâce à toute une série d'activités des partenaires partout au pays.

L'exposition itinérante de la Fondation Aga Khan Canada, Ensemble : une exposition sur le développement mondial, a également permis de sensibiliser davantage les gens aux efforts réalisés en matière de développement international. Depuis avril 2015, l'exposition a parcouru 30 000 kilomètres et a accueilli près de 40 000 visiteurs dans 10 provinces. En fait, l'Association des musées canadiens lui a décerné un prix d'excellence dans la catégorie des expositions. L'exposition a été reconnue pour sa portée nationale et ses façons novatrices de mobiliser les Canadiens au sujet du travail accompli par leur pays dans le but d'améliorer la vie dans les collectivités partout au monde.

Pour plus d'information, veuillez consulter la section [Partenaires@International](#)¹².

12. <https://paa-pac.acdi-cida.gc.ca/accueil-home.ex?actionMethod=accueil-home.xhtml%3AlocaleSelector.selectLanguage%28%27fr%27%29&sid=890875>

COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX

Les partenaires locaux jouent un rôle crucial dans le soutien de leurs collectivités. La nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada met l'accent sur le travail avec les gouvernements locaux et les organisations de la société civile pour répondre aux besoins et aux priorités à l'échelle locale.

Le Canada collabore directement avec les partenaires sur place par l'entremise du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL). Le FCIL est un programme de subventions et de contributions présenté par les ambassades et les hauts-commissariats canadiens dans les pays en développement à l'échelle mondiale. Le FCIL procure un financement modeste pour les projets à petite échelle, mais à fort impact, lesquels sont conçus et mis en œuvre par les organismes, les administrations et les établissements universitaires locaux. Ces projets sont donc très adaptés aux besoins cernés à l'échelle locale.

Il est aussi courant que le Fonds assure des services modestes de première intervention en cas de catastrophe naturelle et d'urgence humanitaire par l'entremise d'organisations locales. La contribution moyenne du FCIL aux projets est de 24 000 \$. En 2016-2017, le FCIL a financé 591 projets dans 121 pays et en Cisjordanie. Au total, on a versé 14,5 millions de dollars aux partenaires d'exécution.

La collaboration était axée en grande partie sur l'accroissement des capacités, des connaissances et des compétences des bénéficiaires par l'entremise d'ateliers, de formations et de campagnes de promotion pour les collectivités locales. D'autres activités des projets comprenaient la construction ou la restauration d'infrastructures à petite échelle, la prestation de services juridiques et psychosociaux, et la réalisation de recherches et de rapports.

Les projets qui font la promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles représentaient le plus grand nombre de projets du FCIL et la plus grande part du financement. Ces initiatives se concentraient sur divers enjeux :

- le renforcement économique des femmes et le développement des compétences en affaires;
- le travail de sensibilisation aux droits reproductifs, aux droits de l'enfant, au mariage des enfants et au mariage précoce ou forcé, ainsi qu'à la violence fondée sur le genre;
- la promotion de la participation politique;
- les mesures sexospécifiques d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci.

Par exemple, au Pakistan, le FCIL a financé un projet de 50 000 \$ qui a procuré des bicyclettes aux jeunes filles afin qu'elles puissent aller à l'école. Il a également organisé des ateliers pour les parents et les collectivités locales au sujet de l'importance de l'enseignement pour les filles.

Au Mexique, le FCIL a financé un projet de 21 000 \$ qui favorisait l'accès aux services de santé reproductive en vue d'empêcher les grossesses précoces et de réduire les décrochages scolaires. Ce projet a été déployé dans les régions marginalisées de Morelos, une région du Mexique qui se classe mal en matière de mortalité maternelle. Le projet comprenait ce qui suit :

- des réunions de planification et de gestion avec les autorités scolaires et sanitaires locales;
- des formations pour les centres de santé;
- des séances d'information pour les enseignants et les parents;
- des ateliers sur la santé sexuelle pour les étudiants.

En outre, le FCIL a versé une contribution totale de 500 000 \$ pour 11 projets humanitaires au Bangladesh, à Cuba, au Chili, en Haïti, en Équateur et au Mexique. Ce financement a aidé à accroître les capacités locales pour les interventions en cas de catastrophes naturelles et de crises humanitaires subites. En Haïti, on a affecté 50 000 \$ à la restauration d'une route principale endommagée par l'ouragan Matthew qui était empruntée habituellement par 60 000 résidents des villages environnants. En Équateur, on a affecté 50 000 \$ à l'obtention de matelas, de médicaments, de nourriture et d'eau pour les personnes touchées par un séisme en avril 2016.

RÉSULTATS À L'ÉCHELLE MONDIALE

L'aide au développement officielle (ADO) du Canada cible le développement à long terme ainsi que la paix et la sécurité et l'aide humanitaire. Elle vise à intervenir dans les régions ayant des besoins particuliers, où l'expérience, l'expertise et les compétences du Canada peuvent apporter une valeur ajoutée.

Conformément aux principes d'efficacité de l'aide, le Canada offre une assistance en collaboration avec les gouvernements des pays d'accueil, et ce en appui aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

En 2016-2017, le Canada a fourni une ADO à plus de 100 pays, par l'intermédiaire de mécanismes multilatéraux et bilatéraux, en travaillant avec ses partenaires canadiens, internationaux et locaux.

La carte suivante donne un aperçu des programmes d'ADO du Canada et des résultats qui ont été atteints en 2016-2017. Pour la majeure partie, les pays représentés sur la carte sont ceux avec lesquels le Canada a établi des programmes nationaux et régionaux. Cependant, la carte comprend également les principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire de l'assistance en matière de paix et de sécurité apportée par le Canada.

Affaires mondiales Canada fournit des renseignements plus approfondis au sujet de ses projets de développement et d'aide humanitaire dans sa [Banque de projets](#)¹³. La Banque de projets est liée à l'engagement continu du Canada envers un gouvernement transparent et à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.



13. <http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/?lang=fra>



AFGHANISTAN

L'Afghanistan est un État profondément fragile et touché par les conflits. Le conflit en cours depuis plus de 35 ans a eu un effet déstabilisant sur la cohésion sociale, outre le fait qu'il a exacerbé les divisions ethniques et qu'il a affaibli les institutions et l'état de droit du gouvernement. La pauvreté est extrême et généralisée, et les indicateurs sociaux sont encore à des niveaux très faibles.

Les femmes afghanes sont confrontées à des défis immenses et la violence faite aux femmes est omniprésente. Pour la grande majorité des femmes afghanes, la vie est sous la coupe d'une société strictement patriarcale. Ainsi, la liberté de mouvement est restreinte et l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la justice et à l'emploi est limité.

Tous les programmes canadiens en Afghanistan témoignent de la grande importance accordée aux droits et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Le Canada soutient les programmes qui :

- renforcent le pouvoir des femmes et des filles et favorisent leurs droits;
- augmentent les possibilités économiques des femmes;
- réduisent la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques;
- améliorent la santé des femmes et celle de leurs enfants;
- font la promotion des droits reproductifs;
- augmentent l'accès des Afghans à une éducation de base de qualité.



Pays : Afghanistan © CARE et Croix-Rouge canadienne

De plus, le Canada appuie le gouvernement de l'Afghanistan dans ses efforts visant à éliminer, d'ici 2023, la totalité des mines terrestres connues, et des autres restes explosifs de guerre en Afghanistan. Cette mesure est conforme aux engagements pris dans le cadre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.



Principaux résultats

Dans le secteur de l'enseignement, on a pu observer une augmentation spectaculaire du nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles partout au pays. Les rapports du ministère de l'Éducation de l'Afghanistan indiquent que 8,4 millions d'enfants afghans, dont 39 % sont des filles, sont actuellement inscrits dans des écoles officielles et communautaires. En 2001, moins d'un million d'enfants étaient inscrits dans des écoles, et la plupart étaient des garçons.

Avec l'appui du Canada et d'autres donateurs clés au Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation, plus de 212 000 enseignants, directeurs et administrateurs d'écoles afghans ont reçu une formation. Parmi eux, 7 162 ont reçu une formation en 2016. À ce jour, plus de 11 000 bourses ont été octroyées à des femmes inscrites dans des collèges de formation d'enseignants.

Le soutien apporté par le Canada à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite en Afghanistan a contribué à la vaccination de plus de huit millions de filles et de garçons par année. En Afghanistan, le nombre de cas de poliomyélite a diminué, passant de 80 en 2011 à 13 en 2016. En 2016, l'Afghanistan et le Pakistan représentaient 90 % de l'ensemble des cas à l'échelle mondiale.

Le Canada, en collaboration avec d'autres donateurs, a contribué au retrait d'approximativement 80 % des mines terrestres connues, des munitions non explosées, ainsi que des restes explosifs de guerre en Afghanistan.

AFRIQUE DU SUD

Malgré une constitution progressiste et 23 années de démocratie, l'Afrique du Sud demeure l'une des sociétés les plus inégales au monde. Les principaux défis comprennent les niveaux élevés de pauvreté, la faible capacité du secteur public et le chômage élevé. À cela s'ajoutent une main-d'œuvre non qualifiée et un accès inégal aux services publics de base.

La perception de corruption et l'incapacité du gouvernement de fournir un accès équitable aux services publics de base a érodé la confiance du public. Cette perception s'est aggravée face aux défis économiques et a entraîné des manifestations de plus en plus violentes, de la xénophobie et une fracturation du pacte social.

Bien que l'Afrique du Sud ait fait des progrès dans l'établissement d'un environnement législatif et politique qui soutient l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes, il reste des défis importants à relever. Cela est particulièrement vrai pour les questions de la violence sexuelle et fondée sur le genre, et de la discrimination fondée sur le

genre. L'Afrique du Sud a l'un des taux les plus élevés de violence à l'égard des femmes et des enfants dans le monde. Peu de ressources sont consacrées à la prévention et aux poursuites criminelles, ou au soutien des victimes.

L'aide au développement du Canada en Afrique du Sud est axée sur la gouvernance inclusive. Le soutien fourni aide le gouvernement de l'Afrique du Sud à utiliser ses ressources de manière transparente et efficace pour fournir des services publics essentiels à ses citoyens, en particulier aux groupes vulnérables. Les programmes actuels de gouvernance appuient l'augmentation du logement social, le développement économique vert local et l'amélioration des services de soins pédiatriques. Ultérieurement, cette aide contribue à réduire la pauvreté et les inégalités.



Pays : Afrique du Sud © Valery Yrson

Principaux résultats

En 2016-2017, des experts de la Fondation SickKids, établie à Toronto, ont aidé l'hôpital pour enfants Nelson Mandela, à Johannesburg, à augmenter l'efficacité et la sûreté de son unité de radiologie grâce à de meilleures procédures de gestion de l'équipement et des outils novateurs. Ces deux changements permettront d'améliorer les délais de traitement et de réduire l'usage de sédatifs pour les enfants ayant besoin d'une imagerie par résonance magnétique.

En 2016-2017, le Centre gouvernemental d'avis technique de l'Afrique du Sud a donné accès à de la formation et à une expertise à 35 partenaires de tous les ordres de gouvernement. Cela a permis d'améliorer la gestion des programmes et des projets, le développement organisationnel, la planification stratégique et la budgétisation au rendement.

Pour les villes en plein essor de l'Afrique du Sud, les répercussions des changements climatiques devraient imposer des fardeaux plus importants aux résidents urbains défavorisés et aux administrations municipales. De 2016 à 2019, une équipe établie en Afrique du Sud, avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), élaborera un « livre vert » présentant des lignes directrices en matière d'urbanisme et d'aménagement. Ces lignes directrices seront utiles pour les urbanistes et les ingénieurs des secteurs public et privé et combleront le manque actuel d'orientations pour les agglomérations urbaines.

L'équipe met en évidence les risques climatiques et indique les options d'adaptation locale appropriées pour les petites et moyennes agglomérations urbaines. Elle consulte activement les intervenants et analyse les coûts et les avantages des options d'adaptation, en tenant compte des répercussions sur les deux sexes.



BANGLADESH

Le Bangladesh est situé sur le delta le plus densément peuplé du monde et est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Sur les 161 millions de personnes au Bangladesh, on estime que 30 millions vivent avec moins de 1,90 \$ US par jour. La violence fondée sur le genre y est généralisée, et le Bangladesh affiche le deuxième taux le plus élevé de mariage d'enfants au monde.

Pourtant, le pays a accompli des progrès remarquables en matière de réduction de la pauvreté en atteignant de nombreux objectifs de développement, à savoir :

- l'élargissement des services de santé aux pauvres, en particulier aux femmes et aux filles;
- l'amélioration de la santé maternelle;
- la réduction des taux de mortalité chez les enfants âgés de moins de cinq ans;
- des taux d'inscription de 97,7 % aux écoles primaires, avec une parité entre les genres.

L'aide au développement officielle du Canada vise à améliorer le développement humain par des investissements dans la santé, l'enseignement et les compétences, en se concentrant sur les plus démunis, tout particulièrement les femmes et les enfants. Le programme de développement du Canada aide à renforcer la capacité des gouvernements national et locaux, ce qui leur permet de mieux planifier, gérer et contrôler les systèmes de prestation de services de santé et d'enseignement. L'aide du Canada contribue également à renforcer la qualité des programmes de formation technique et professionnelle adaptés au marché. Ces programmes sont accessibles aux personnes les plus pauvres et aux plus vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.



Pays : Bangladesh © Fondation Aga Khan Canada / Thomas L. Kelly



Principaux résultats

Entre 2012 et 2017, le projet Ressources humaines pour la santé au Bangladesh a aidé à améliorer les 43 établissements de santé publique qui instruisent 16 400 étudiants en soins infirmiers. Il y est parvenu en munissant les établissements de bibliothèques, de laboratoires et de matériel de laboratoire afin qu'ils puissent offrir une formation pratique. Dans le cadre de ce projet, on a également rénové 15 établissements à l'abandon en vue d'assurer un milieu d'apprentissage stimulant. Il en résulte une amélioration de la qualité de la formation en soins infirmiers au Bangladesh.

Entre 2013 et 2017, le Canada a contribué au programme général du secteur de la santé du gouvernement du Bangladesh, conjointement avec d'autres donateurs. Cette contribution a permis d'augmenter la proportion d'accouchements réalisés par des sages-femmes qualifiées dans les établissements de santé de 26 % à 42 % (631 000 accouchements).

En 2016, le Canada a également contribué au programme de développement de l'éducation primaire du Bangladesh, aux côtés d'autres donateurs. Ce programme :

- a fait en sorte que presque tous les enfants obtiennent à présent un ensemble complet de manuels gratuits au début de l'année scolaire;
- a permis de distribuer 9 000 livres en braille à des élèves malvoyants;
- a fait en sorte que 52,6 % des écoles primaires dans le pays aient des toilettes fonctionnelles séparées pour les filles — une augmentation considérable par rapport aux 31 % en 2010 (cela a permis à davantage de filles de poursuivre leur scolarité).

En 2016-2017, le Canada contribué à des programmes de compétences professionnelles avec d'autres donateurs. Par conséquent, 41 669 personnes — dont 12 370 femmes et personnes handicapées — ont reçu une formation technique et professionnelle. Parmi les personnes ayant reçu une formation, 51 % ont trouvé un emploi.

BÉNIN

Le Bénin est l'un des pays les moins avancés au monde. La réduction de la pauvreté est freinée par la croissance élevée de la population. Le pays se classe 167^e sur 188 pays, selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Près de la moitié de la population vit avec moins de 1,25 \$ US par jour.

Des progrès importants ont été réalisés en matière d'enseignement, de lutte contre le VIH/sida, de réduction de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et d'amélioration de l'accès à l'eau potable. L'économie du Bénin a enregistré des taux de croissance stables ces dernières années. Pourtant, le pays dépend toujours largement de la production de coton, du secteur des réexportations de marchandises étrangères, et de l'agriculture de subsistance.

Le programme de développement du Canada au Bénin vise à appuyer le plan d'action 2016-2021 du Bénin.

Les priorités du Canada en matière de développement cadrent bien avec ce programme. L'un des trois principaux piliers du programme est l'amélioration des conditions de vie de la population. Ce pilier concorde avec les programmes du Canada. Il vise à créer une croissance qui convient à tout le monde en favorisant la microfinance et en améliorant la résilience agricole face aux changements climatiques. Une attention particulière est accordée au renforcement du pouvoir des femmes pour qu'elles deviennent des participantes à part entière de la vie économique de leurs familles et de leurs collectivités.



Pays : Bénin © Stephanie Colvey

Principaux résultats

Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire de Développement international Desjardins, a aidé à augmenter de 6,7 % en une année le nombre de membres de la Faïtière des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel du Bénin, un réseau bancaire coopératif. Le nombre de membres en 2015, qui se chiffrait à plus de 931 000 personnes, a augmenté pour atteindre plus de 994 000 personnes en 2016; 43 % de l'ensemble des membres étaient des femmes. Cette réalisation soutient l'amélioration de la situation économique des populations vulnérables.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada, par l'entremise d'Oxfam-Québec, a contribué à améliorer de bonnes pratiques d'hygiène et de prévention relatives au virus Ebola au Bénin. À cette fin, des activités de sensibilisation ont été menées et près de 1 200 personnes (51 % de femmes) dans les zones à haut risque ont reçu une formation au sujet du diagnostic et de la prévention de la maladie.

Depuis 2015, le Canada aide le gouvernement du Bénin dans la gestion de sa politique budgétaire et dans son administration fiscale grâce au Projet d'appui à l'accroissement des recettes intérieures du Bénin. Ce projet a permis de commencer à informatiser les structures fiscales et, par le fait même, d'améliorer l'efficacité et l'efficience des activités d'administration fiscale. Le gouvernement du Bénin peut ainsi dégager plus de fonds qui peuvent être consacrés aux programmes et aux services destinés aux citoyens les plus vulnérables, y compris les femmes.



Une proportion élevée de femmes meurt pendant l'accouchement au Bénin : 405 femmes par 100 000 naissances vivantes. Dans le but de remédier à la situation, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) appuie la recherche par l'entremise du Laboratoire d'étude et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL). Le soutien du CRDI à ce projet s'échelonnait de 2016 à 2021.

Le projet vise à trouver une solution durable pour réduire le nombre de femmes et d'adolescentes qui meurent alors que cela aurait pu être évité. Le LASDEL s'inspire des expériences des utilisateurs et des travailleurs des centres de soins de santé locaux pour cerner et mettre à l'essai des réformes novatrices et à faible coût qui ont vu le jour à l'échelle locale. Il renforce la capacité et le leadership des innovateurs et des jeunes chercheurs en vue de continuer à mettre en place et à promouvoir des réformes.

BOLIVIE

La Bolivie est le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud. Bien qu'elle soit classée comme un pays à revenu intermédiaire, elle se trouve très bas sur l'échelle. Les peuples autochtones représentent environ 65 % des 10 millions d'habitants du pays. De plus, les écosystèmes fragiles et diversifiés du pays sont extrêmement vulnérables aux changements climatiques.

Depuis janvier 2006, le gouvernement de la Bolivie a adopté des réformes économiques et sociales destinées à répondre aux besoins fondamentaux des plus démunis. Par conséquent, le taux de pauvreté a reculé, passant de 59 % à 39 %, tandis que la pauvreté extrême a diminué, passant de 39 % à 17 %. Toutefois, les femmes et les filles n'ont pas bénéficié de la croissance économique au même titre. Elles sont souvent marginalisées et victimes de violence, et leur accès et leur contrôle à l'égard des ressources productives est limité.

Le programme de développement du Canada se concentre sur les objectifs suivants :

- la diversification des économies locales;
- le renforcement du système d'enseignement technique;
- la réduction de la mortalité maternelle et infantile;
- la promotion des droits des femmes, et tout particulièrement de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et aux droits connexes;
- l'encouragement de la participation des femmes dans toutes les sphères de la société.



Pays : Bolivie © Antonio Suárez Weise

Les programmes d'Affaires mondiales Canada en Bolivie ciblent les populations vulnérables — les populations autochtones en particulier — et sont axés sur les besoins des collectivités. Ils intègrent les perspectives des populations pauvres, en favorisant la participation à la prise de décisions, notamment par l'entremise de coopératives et de l'élaboration de régimes de santé municipaux. En 2016-2017, outre les consultations relatives à l'examen de l'aide internationale, le Canada a tenu des dizaines de réunions avec des organisations et des associations dans le but de recueillir de l'information à propos des besoins et des opinions des collectivités.

Principaux résultats

Grâce au soutien du Canada, plus de 2 600 familles vulnérables, surtout des familles autochtones, ont augmenté leurs revenus depuis 2011 grâce à des formations concernant les nouvelles techniques de production pour la diversification économique. Elles ont également pu améliorer leur accès aux marchés dans les secteurs des épices, du quinoa biologique et des produits laitiers. Ce soutien a augmenté la valeur de la production locale en introduisant des installations de transformation à petite échelle. Cela a permis d'intensifier la commercialisation et d'optimiser les ressources des agriculteurs locaux.

Entre 2011 et 2017, le Canada, par l'entremise de Plan International Canada, a aidé plus de 11 500 intervenants de la santé communautaire à améliorer leurs connaissances et leurs capacités en matière de prestation de services. Plus de 50 % de ces intervenants étaient des femmes. Cela s'est également traduit par une amélioration des résultats pour la santé des enfants. Près de 500 centres de développement de la petite enfance ont été établis pour réduire les taux de malnutrition chez l'enfant. Environ 500 clubs ont été créés pour promouvoir des familles plus fortes et pour améliorer l'égalité des genres dans les ménages.

Le Canada a contribué aux efforts visant à diminuer la violence fondée sur le genre ainsi qu'à promouvoir les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles.



Le Canada a aussi soutenu leurs droits à la participation économique et politique. Le soutien canadien a facilité l'adoption de deux lois : la première, la Loi 348, vise l'éradication de la violence faite aux femmes; la seconde, une loi sur l'identité de genre, permet aux personnes transgenres de modifier leurs pièces d'identité émises par le gouvernement. Durant le projet, qui s'est étendu de 2010 à 2017 :

- 12 878 femmes ont accédé à des services de consultation en santé sexuelle et reproductive;
- 719 femmes ont assumé le rôle de leader politique;
- 3 291 femmes ont augmenté leurs revenus.

Depuis 2011, le revenu de plus de 2 200 ménages vulnérables dans la région économiquement défavorisée de Chuquisaca a plus que doublé grâce à la production d'origan. Ce projet a été mis en œuvre par l'intermédiaire de la SOCODEVI.

En outre, les ménages, en grande partie autochtones, ont augmenté leur résilience face aux changements climatiques. Les jeunes ont désormais une source de revenus viable qui leur permet de rester dans la région où ils ont grandi. Le renforcement économique des femmes a introduit davantage de femmes au milieu des affaires, d'autant plus qu'elle leur permet d'occuper des postes techniques et de direction; en outre, elles ont plus de poids dans la prise de décisions et possèdent un meilleur contrôle des ressources dans les ménages.

BURKINA FASO

Le Burkina Faso demeure l'un des pays les plus pauvres au monde. En 2015, plus de 55 % de sa population de 18 millions d'habitants vivait sous le seuil de pauvreté national, et le pays se classe au 185^e rang sur 188 pays de l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. Le rang du Burkina Faso selon l'indicateur sexospécifique de développement humain du PNUD a diminué ces dernières années, le pays étant en 146^e position sur les 159 pays évalués en 2015.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) considère que le Burkina Faso fait partie du groupe des pays fragiles. Le Burkina Faso n'a obtenu que de modestes résultats en ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. Toutefois, il a réalisé des progrès importants dans le domaine de l'enseignement de base, de l'accès à l'eau potable, et de la lutte contre le VIH/sida.

Pour le Canada, le Burkina Faso est un pays important aux fins du développement international. Les priorités du Canada en matière de développement au Burkina Faso vont appuyer le Plan national de développement économique et social 2016-2020 du Burkina Faso. Ce plan vise à :

- renforcer le capital humain du pays;
- réformer les institutions et les administrations;
- redynamiser les secteurs qui stimulent l'économie et l'emploi.

Ces piliers concordent avec les programmes du Canada. Ils visent à aider à protéger et à maintenir la dignité humaine, entre autres, en offrant un meilleur accès à un enseignement de qualité pour les filles et en renforçant la gouvernance du secteur de l'enseignement. Les investissements canadiens aident également à créer une croissance qui profite à tous. De même, les investissements soutiennent les activités génératrices de revenus pour les populations les plus vulnérables, y compris les femmes, et appuient leur accès à l'énergie et à l'eau.



Pays : Burkina Faso © Samuel Cervais

Principaux résultats

Le soutien offert par Affaires mondiales Canada en 2016-2017 par l'intermédiaire du gouvernement du Burkina Faso a contribué à un meilleur accès à l'enseignement de base. Ces efforts se sont traduits par une augmentation de plus de 166 000 élèves dans l'enseignement primaire et de plus de 64 500 élèves dans l'enseignement post-primaire entre 2015 et 2016.

De 2015 à 2017, le Canada a soutenu un projet qui visait à empêcher la propagation de la maladie à virus Ebola au Burkina Faso. Ce projet a été mis en œuvre en réponse à un manque de pratiques individuelles et collectives de prévention et de dépistage de cette maladie et d'autres maladies infectieuses. Des campagnes de prévention et de mobilisation communautaire étaient nécessaires pour les populations dans les zones à haut risque, entre autres. Grâce à cette initiative, 131 écoles élémentaires — représentant plus de 39 000 élèves et 600 enseignants — ont bénéficié d'activités de prévention et de sensibilisation aux maladies.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a aidé à améliorer la qualité du riz produit par les membres d'organisations professionnelles d'étuveuses de riz au Burkina Faso. Le Centre d'étude et de coopération internationale a mené ce projet à bien. Le projet a également permis d'augmenter la production de riz, qui est passée de 758 800 tonnes en 2014 à plus de 996 000 tonnes en 2016. La production a fait un bond grâce à la formation donnée au sujet des nouvelles technologies d'étuvage et à l'acquisition de matériel.

Ce projet permet d'améliorer les conditions de vie des femmes au Burkina Faso en appuyant les organisations professionnelles de femmes spécialisées dans l'étuvage du riz, et ce, dans le but d'améliorer leur productivité et leur efficacité.



CISJORDANIE ET GAZA

Les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza sont confrontés à d'importantes difficultés économiques, humanitaires et de gouvernance liées en grande partie au conflit non résolu avec Israël et aux divisions internes chez les Palestiniens. La pauvreté est répandue, l'insécurité alimentaire est un problème de taille et le chômage est élevé, en particulier chez les femmes et les jeunes. Selon les Nations Unies, près de la moitié de la population vivant en Cisjordanie et à Gaza compte sur l'aide humanitaire pour subvenir à ses besoins fondamentaux. Les réfugiés palestiniens sont particulièrement vulnérables, car leurs taux de chômage et de pauvreté sont plus élevés que ceux des non-réfugiés.

Pour donner suite à ces besoins en Cisjordanie et à Gaza, le Canada appuie les mesures visant :

- à faire progresser le processus de paix;
- à promouvoir la sécurité et à faire observer l'état de droit;
- à stimuler la croissance économique;
- à offrir une aide humanitaire aux réfugiés et aux non-réfugiés.



Pays : Cisjordanie et Gaza © Programme alimentaire mondial / Simona

Cette aide vient renforcer les efforts diplomatiques déployés à l'appui d'une paix complète, juste et durable issue d'une solution négociée entre les deux États.



Principaux résultats

Grâce au financement canadien, plus de 100 000 des Palestiniens les plus vulnérables ont pu profiter de distributions de nourriture enrichie. Entre temps, 57 000 personnes à Gaza et 70 000 autres en Cisjordanie ont reçu des bons électroniques qui leur permettent d'acheter dans les magasins locaux des aliments nutritifs produits sur place, ce qui entraîne des bienfaits économiques secondaires.

En soutenant les réfugiés palestiniens par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Canada a contribué à :

- l'accès aux études de 515 260 enfants pendant l'année scolaire 2016-2017;
- la prestation de 8,5 millions de consultations en soins de santé primaire, dans une proportion de 61 % pour des femmes;
- l'offre d'un filet de sécurité sociale, y compris des sommes en espèces et de la nourriture, à 254 000 réfugiés palestiniens très vulnérables;
- une formation pour 6 677 jeunes;
- l'octroi de micro-prêts à 14 125 réfugiés palestiniens.

Grâce à l'aide canadienne offerte en Cisjordanie, un nouveau palais de justice a été construit et équipé, et les procédures et les activités judiciaires y ont débuté en novembre 2016, contribuant du même coup à améliorer l'accès à la justice pour les Palestiniens.

Au moyen d'un projet de réfection et d'amélioration d'un tronçon de 14 kilomètres d'une route importante en Cisjordanie, le Canada a facilité l'accès aux marchés pour les entreprises palestiniennes. Le temps de déplacement des véhicules commerciaux a été sensiblement réduit et un plus grand nombre de véhicules peuvent désormais transporter des matériaux et des produits agricoles.

COLOMBIE

La Colombie est un pays à revenu intermédiaire croissant et un important partenaire du Canada sur les plans politique, commercial et du développement.

En 2016, le gouvernement de la Colombie a conclu un accord de paix historique avec le plus important groupe de guérilla du pays (FARC). Cet accord a mis fin à un conflit armé interne de 50 ans qui a déplacé plus de 6 millions de personnes à l'intérieur du pays. Le conflit a également causé l'un des plus grands nombres de victimes de mines terrestres dans le monde. Malgré des progrès prometteurs vers la paix et la stabilité, des défis demeurent. Ceux-ci concernent la pauvreté, la violence, le trafic de drogues illégales et les violations des droits de la personne, qui demeurent répandus dans certaines zones rurales où la présence de l'État est limitée.

Le Canada soutient les initiatives de développement, d'aide humanitaire, de paix et de sécurité en Colombie depuis plus de 40 ans. Ces efforts visent à assurer le respect des droits de la personne et à répondre aux défis auxquels sont confrontées les populations les plus vulnérables de la Colombie. Ces populations vulnérables comprennent :

- les peuples autochtones et d'autres minorités;
- les enfants victimes de violence et d'exploitation;
- les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays;
- les petits agriculteurs;
- les collectivités touchées par les mines;
- les jeunes défavorisés.

L'aide au développement du Canada se concentre sur trois domaines :

- une croissance qui profite à tous;
 - l'accent est mis en particulier sur le développement agricole, l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat, et l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles;
- la dignité humaine grâce à un meilleur accès à une éducation de qualité pour les enfants et les jeunes dans les zones rurales touchées par les conflits;
- le soutien aux efforts de reconstruction et de paix en Colombie après la guerre.



Pays : Colombie © Affaires mondiales Canada Jean-François Leblanc

Toutes les initiatives visent aussi à promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

En 2016-2017, le Canada a annoncé une nouvelle aide internationale de 78,4 millions de dollars pour appuyer les efforts de reconstruction et de consolidation de la paix en Colombie. Cette aide comprend de nouveaux projets dans :

- les activités humanitaires de déminage;
- l'éducation;
- le crédit rural;
- la justice transitionnelle;
- la protection des droits de la personne;
- les mesures d'indemnisation des victimes.

Ces programmes auront un effet positif sur la vie de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants touchés par le conflit.

Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada a investi dans le développement rural et a contribué au renforcement économique de plus de 9 700 femmes en milieu rural. Cela leur a permis de participer aux processus décisionnels dans des coopératives agricoles et des associations, et de contrôler des ressources telles que le revenu, le crédit, l'infrastructure et la terre.

Les modèles coopératifs canadiens de financement et de développement agricole contribuent à la transformation des zones rurales après le conflit. Le Canada a aidé plus de 22 100 petits agriculteurs à construire des entreprises viables, à accéder au crédit et à l'assurance-récolte, et à s'introduire dans de nouveaux marchés. Le Canada a aidé 172 coopératives et associations agricoles ainsi que 37 institutions financières, y compris des organismes de microfinance, des coopératives financières et des banques agricoles.



L'aide du Canada a permis la formation de 1 426 nouveaux enseignants dans des programmes d'études adaptés au genre, des plans d'amélioration scolaire et des modèles d'apprentissage flexible. Cela a donné aux jeunes mères et à d'autres populations vulnérables l'éducation que l'école n'offre pas traditionnellement. Le Canada a amélioré l'accès à une éducation de qualité pour 17 978 enfants et jeunes (53 % de femmes et de filles) vivant dans certaines des zones rurales les plus touchées par le conflit en Colombie.

Le Canada a versé 6 millions de dollars pour faciliter la transition vers la paix dans les régions pour lesquelles le gouvernement de la Colombie a établi les priorités suivantes :

- démobilisation, désarmement et réintégration;
- sécurité;
- justice transitionnelle;
- déminage;
- gouvernance;
- intervention rapide.

Cette contribution comprenait un soutien financier à la mission internationale d'observation électorale pour le plébiscite sur l'accord de paix d'octobre 2016.

CUBA

Cuba occupe le premier rang dans la région des Caraïbes au chapitre de l'espérance de vie, de l'égalité des genres, de l'éducation, de la santé, des dépenses sociales et de la préparation aux catastrophes. Néanmoins, Cuba fait face à de nombreux défis en matière de développement.

Au moins 70 % de ses aliments sont importés, les salaires sont faibles, les pénuries de produits de base sont chroniques et une économie à deux devises entraîne un accès inégal aux biens et aux services. Cuba est extrêmement vulnérable aux effets des changements climatiques. Ces dernières années, on y a observé une plus grande fréquence et une intensification de la sécheresse et des ouragans.

Cuba a lancé de grandes réformes en 2007 et en 2011 dans le but de moderniser, de diversifier et de décentraliser son économie. Les programmes canadiens de développement à Cuba visent à stimuler la production agricole, à renforcer les chaînes de valeur de produits alimentaires et à améliorer la gestion du secteur agricole. Ils se

concentreront sur le soutien aux petits agriculteurs, aussi bien les hommes que les femmes. Les projets en croissance économique durable comprennent :

- la formation et la certification des travailleurs de l'énergie et de l'industrie;
- le renforcement de la sécurité au travail;
- la création de débouchés pour les femmes dans des emplois non conventionnels.

Le Canada forme et équipe les vérificateurs de Cuba pour améliorer la gouvernance économique grâce à une gestion des finances publiques plus solide. Ces initiatives soutiennent la mise en œuvre des réformes économiques et sociales de Cuba visant à protéger le développement social. Les réformes contribuent également à jeter les bases de la décentralisation, de la modernisation, de la diversification et de l'amélioration de la productivité de l'économie cubaine.



Pays : Cuba © David Barbour



Principaux résultats

De 2015 à 2017, le Canada a travaillé avec le Programme alimentaire mondial et le ministère de l'Agriculture de Cuba pour accroître la sécurité alimentaire des groupes vulnérables. Cela a aidé 2 224 petits agriculteurs dans les provinces de Guantanamo et de Matanzas à augmenter de 20 % la production de haricots. Cette production agricole contribue aux systèmes nationaux de distribution d'aliments qui fournissent des aliments nutritifs aux populations vulnérables, y compris les jeunes enfants et les personnes âgées.

En 2016-2017, le Canada a créé le premier laboratoire d'énergie renouvelable dans un centre de formation du ministère de l'Énergie et des Mines de Cuba. Ce projet était dirigé par l'Institut de technologie du Nord de l'Alberta. En cinq ans, ce projet a permis de former 5 525 travailleurs dans des domaines tels que :

- l'énergie photovoltaïque;
- le génie électrique;
- le montage de tuyaux;
- le montage de conduites de vapeur et autres métiers.

La formation en matière d'égalité des genres a été dispensée à 1 612 employés du ministère de l'Énergie et des Mines. De plus, six centres d'apprentissage ministériels ont mis en place des plans d'action pour l'égalité des genres, et 72 femmes ont obtenu un diplôme dans des métiers non traditionnels et dans le secteur de la technologie.

En 2016-2017, un partenariat entre Affaires mondiales Canada et Cowater International Inc. a conduit à la conception et à la mise en œuvre de sept nouveaux programmes de formation d'une semaine pour les vérificateurs cubains dans le cadre du système de vérification national. La formation comportait des cours sur la vérification en matière de genre, la conformité, le rendement et l'approvisionnement. Cette initiative a contribué à renforcer le système de gestion des finances publiques de Cuba et à en améliorer la transparence. L'initiative a fourni le logiciel et le matériel nécessaires pour aider Cuba à renforcer et à moderniser sa fonction de vérification.

ÉGYPTE

L'Égypte est un pays à revenu intermédiaire inférieur qui connaît des changements politiques importants depuis 2011. Le taux de croissance économique du pays a fortement diminué par suite des manifestations du printemps arabe cette année-là. L'état de l'économie égyptienne est toujours préoccupant.

Environ 28 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, avec des taux de pauvreté aussi élevés que 60 % dans la Haute-Égypte rurale. Le taux de chômage était de 12,5 % à la fin premier semestre de 2016, et il était plus élevé chez les jeunes et les femmes. Un taux de croissance démographique élevé exerce une pression supplémentaire sur les infrastructures et les services. L'Égypte a également été touchée par la crise en Syrie. En février 2017, on estimait à 120 154 le nombre de réfugiés syriens en Égypte, selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

Les programmes actuels de développement du Canada en Égypte soutiennent les efforts du pays pour créer des emplois grâce à des réformes économiques, stimuler les investissements et promouvoir la participation du secteur privé à l'économie. Ce faisant, le Canada met l'accent sur l'emploi des jeunes et des femmes et soutient la croissance des PME. L'aide canadienne contribue également à renforcer la qualité et la gamme des programmes égyptiens de formation professionnelle, technique et professionnelle adaptés au marché.

En outre, le Canada contribue à améliorer la capacité du gouvernement égyptien et des collectivités d'accueil du pays à atténuer les conséquences de la crise des réfugiés syriens. Il collabore avec le ministère de l'Éducation pour offrir des possibilités et des services d'éducation de qualité aux enfants égyptiens et syriens vulnérables. Il renforce également la cohésion sociale au sein des collectivités d'accueil.



Pays : Égypte © Centre de recherches pour le développement international / Eman Helal



Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada a aidé l'Égypte à lutter contre le chômage aigu chez les jeunes. Le projet Des emplois convenables pour les jeunes de l'Égypte a permis de tenir des foires d'emploi, grâce auxquelles 1 438 jeunes ont trouvé des emplois équitables et productifs. En outre, environ 300 femmes dans le besoin qui ont reçu une formation à l'entrepreneuriat grâce à ce projet ont commencé à exercer des activités rémunératrices. Les responsables du projet ont conclu un accord avec le Conseil national de l'Égypte pour les femmes afin de lancer cette formation entrepreneuriale dans tout le pays.

En 2016-2017, dans le cadre d'un projet d'assistance alimentaire dans les écoles, le Canada a contribué à améliorer la capacité d'apprentissage des enfants en leur assurant une alimentation adéquate. Il a distribué des tablettes de dattes vitaminées à 295 822 enfants réfugiés égyptiens et syriens dans 321 écoles d'Égypte. L'investissement du Canada a également atténué, dans une certaine mesure, la pression sur les ressources en Égypte à la suite de la crise des réfugiés syriens.

ÉTHIOPIE

L'Éthiopie, qui compte environ 100 millions d'habitants, est l'un des pays les plus pauvres du monde. L'Éthiopie occupe le 174^e rang sur 188 pays dans l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. Malgré cela, l'Éthiopie a fait d'importants progrès en matière de développement. Le taux de pauvreté a diminué d'un tiers depuis 2000 et l'Éthiopie a atteint sept des huit Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies.

La sécurité alimentaire et la malnutrition restent les plus grands enjeux du développement en Éthiopie. Plus de 80 % des Éthiopiens comptent sur l'agriculture de subsistance pour se nourrir et plus de 10 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire dans un contexte d'urgence ou de développement chaque année. Bien que les résultats du développement aient été solides dans l'ensemble, il reste des défis importants. Cela comprend des défis en matière d'espace civique et démocratique et de renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Le Canada soutient le développement et l'aide humanitaire en Éthiopie depuis plus de 30 ans en vue de répondre aux besoins des Éthiopiens les plus pauvres et les plus vulnérables. L'aide au développement du Canada dans ce pays est axée sur :

- l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
 - en particulier par le renforcement économique des femmes et le soutien aux entrepreneurs;
- la dignité humaine;
 - en mettant l'accent sur la santé et la nutrition des mères, des nouveau-nés et des enfants;
- l'environnement et la lutte contre les changements climatiques;



Pays : Éthiopie © Brian Atkinson

- une croissance au service de tous;
 - l'amélioration de la sécurité alimentaire;
- la démocratie et la gouvernance.

Le Canada soutient des programmes nationaux phares qui renforcent la résilience, améliorent la productivité agricole et la gestion durable et éclairée des facteurs climatiques.



Principaux résultats

En 2016-2017, le soutien du Canada au Programme de protection des moyens de production de l'Éthiopie a contribué à des transferts alimentaires ou en espèces à 7 997 218 personnes qui vivent dans l'insécurité alimentaire dans 330 régions de l'Éthiopie. Cela comprenait 4 078 853 femmes. Les transferts sont donnés en échange de la participation aux travaux communautaires. Cela a accru la résilience des ménages et des collectivités et amélioré la sécurité alimentaire, la nutrition et le bien-être économique des foyers.

De 2012 à 2016, le soutien du Canada au Programme de gestion durable des terres a aidé 43 839 ménages à réhabiliter 68 175 hectares de terres. La Société allemande pour la coopération internationale gère ce programme avec le gouvernement éthiopien. Le programme augmente également la résilience aux conséquences des changements climatiques.

Grâce au Programme de développement de l'entrepreneuriat des femmes de la Banque mondiale, plus de 57 millions de dollars ont été prêtés depuis 2014. Cela permet à des milliers de femmes de développer leurs entreprises, en augmentant l'emploi de 68 % et les bénéfices de 78 %.

De 2011 à 2016, le soutien du Canada à l'organisation du Programme d'appui à la société civile a contribué à l'octroi de 772 subventions à 514 organismes de la société civile dans toutes les régions de l'Éthiopie. Ce soutien a permis d'offrir des services plus inclusifs pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons vulnérables.

GHANA

Malgré l'atteinte d'un statut de pays à revenu intermédiaire inférieur en 2010, le Ghana se classe au 139^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. Des foyers de pauvreté et de vulnérabilité demeurent dans de nombreuses régions du pays, y compris le nord du Ghana, où 54 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

L'égalité des genres demeure une préoccupation. Le Ghana se classe dans la catégorie des pays les moins performants selon l'indicateur sexospécifique de développement humain de 2016 du PNUD. L'agriculture est le plus grand employeur du Ghana, mais 80 % des agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Plus de 2,2 millions de Ghanéens n'ont pas un apport calorique quotidien suffisant.

De même, seulement 15 % des Ghanéens ont accès à des installations sanitaires adéquates. Ce facteur contribue de manière significative aux résultats médiocres en matière de santé et à la mortalité infantile attribuable à des maladies liées à la diarrhée. Les pratiques non durables de gestion des ressources naturelles, en partie à cause du stress lié au climat, réduisent la disponibilité de l'eau et la productivité des terres.

Pour répondre à ces besoins, le Canada se concentre sur les collectivités les plus pauvres et les plus vulnérables et cherche à remédier aux inégalités croissantes. Le programme appuie l'agriculture en tant que moteur de la croissance inclusive, ainsi qu'un important domaine d'investissement pour répondre aux besoins des familles les plus pauvres du Ghana. Il soutient l'agriculture intelligente et résistante au climat, ciblant spécifiquement les femmes agricultrices.



Pays : Ghana © UNICEF

Le Canada soutient également l'amélioration de l'accès à l'eau dans les zones mal desservies, ainsi que des installations sanitaires et d'hygiène afin de promouvoir la dignité des plus démunis et des plus vulnérables. Le Canada contribue également à l'amélioration des indicateurs de santé et de nutrition. Dans tous les secteurs, le programme cible les femmes et vise à éliminer les principaux obstacles à leur accession à tous les droits de la personne.



Principaux résultats

Le Canada a aidé 93 000 agriculteurs, dont 65 000 agricultrices, du nord du Ghana à accroître leur production agricole et à doubler leurs revenus et même davantage. Ces réalisations comprennent une augmentation de 700 % de la production d'arachides par acre, une augmentation de 250 % de la production de maïs et une augmentation de 380 % de la production de soja.

Le Canada a également aidé 226 000 personnes vivant dans des collectivités au climat aride et mal desservies à accéder à de l'eau potable. Dans le domaine de l'hygiène, le Canada a travaillé pour aider plus de 89 000 étudiants, dont 58 000 filles, à recevoir des informations et de la formation sur la gestion de l'hygiène menstruelle. Ces programmes ciblent à la fois les filles et les garçons pour aborder des croyances socio-culturelles et des tabous entourant la menstruation. Ils offrent également une éducation de base en matière de santé sexuelle et reproductive. L'investissement du Canada a permis à 23 000 filles d'avoir un meilleur accès à des installations sanitaires appropriées réservées aux filles dans les écoles. Cela leur permet d'aller à l'école pendant leur cycle menstruel.

GUATEMALA

Bien que l'économie du Guatemala soit relativement forte, 59 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 24 % vit dans une pauvreté extrême. La pauvreté est particulièrement répandue dans les zones rurales avec de grandes populations autochtones et touche les femmes et les jeunes de manière disproportionnée. Le Guatemala a l'un des plus hauts niveaux d'inégalité de revenu en Amérique latine.

Il présente également l'un des plus hauts niveaux de malnutrition chronique dans le monde et est touché par le changement climatique. En outre, les inégalités, l'insécurité et l'impunité sont omniprésentes. Cela limite le potentiel du pays.

Les efforts de développement du Canada au Guatemala favorisent l'égalité des genres et la gouvernance inclusive. Cela se fait dans le cadre des activités liées à la sécurité alimentaire, au changement climatique et à la Commission internationale contre l'impunité du Guatemala. Le Canada participe à des programmes qui renforcent la capacité et soutiennent le leadership des femmes. Les mesures de ces programmes doivent promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.



Pays : Guatemala © Brian Alkinton



Principaux résultats

Grâce au Programme alimentaire mondial, le Canada a aidé 2 500 agriculteurs et plus de 6 000 familles rurales à accroître leur sécurité alimentaire et leur résilience à l'égard du changement climatique. Cela se fait par l'amélioration des systèmes d'irrigation et de collecte de l'eau, de l'agroforesterie et de la conservation des sols.

De septembre 2015 à mars 2017, la Commission internationale contre l'impunité du Guatemala a enquêté sur 52 affaires criminelles. Elle a détecté et commencé à démanteler 26 réseaux de criminels, déposant 165 accusations formelles contre des membres de réseaux criminels. Grâce à cette initiative, 85 % des procureurs de l'unité d'enquête du ministère public du Guatemala contre l'impunité ont renforcé leurs capacités dans les domaines suivants :

- analyse criminelle;
- préparation des plans d'enquête;
- analyse et interprétation des données;
- utilisation de méthodes d'enquête spéciales telles que l'écoute téléphonique et les preuves vidéo;
- traitement et présentation des preuves;
- préparation du processus;
- stratégies en matière de poursuites et arguments judiciaires.

HAÏTI

Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde et il est confronté à de graves problèmes au chapitre de la gouvernance politique, de l'état de droit et du développement économique et social. Malgré un apport significatif en aide internationale au cours des dernières années, les indicateurs socio-économiques restent les plus faibles des Amériques.

Le pays compte 10,4 millions d'habitants et occupe le 163^e rang (sur 188) selon l'indice de développement humain 2016 du PNUD. Près de 60 % de la population vit encore sous le seuil de la pauvreté. Les faibles capacités institutionnelles de l'État et la corruption contribuent aux difficultés du pays et ont des répercussions négatives sur son développement à long terme.

Haïti est particulièrement vulnérable aux changements climatiques, compte tenu de sa situation géographique et de son développement limité. Le pays doit également faire face aux défis supplémentaires qui ont surgi à la suite de l'ouragan Matthew, le 4 octobre 2016. Ces défis concernent l'insécurité alimentaire et la propagation du choléra.

Le 7 février 2017, l'investiture de Jovenel Moïse en tant que président d'Haïti a marqué le retour du pays à l'ordre constitutionnel après une période de gouvernance intérimaire. Il s'agit d'une étape majeure dans le renforcement du processus démocratique. Dans ce contexte, de vastes consultations sectorielles ont été menées en 2016-2017 avec le soutien du Canada au projet de feuille de route du consensus en Haïti. Cela a contribué à mobiliser plus de 500 personnes du gouvernement ainsi que des ONG, des entreprises, des organismes multilatéraux, des donateurs et des chercheurs. Ensemble, ils ont travaillé à trouver des solutions précises aux défis de développement en Haïti.

Une liste des priorités de développement en Haïti a été préparée, et parmi les 10 interventions ayant le plus d'effet, trois sont directement liées à la coopération canadienne en Haïti (santé maternelle et néonatale, accès à la contraception et assistance de personnel qualifié pour les accouchements).



L'année 2016-2017 a été une année d'incertitude politique prolongée et de transition en Haïti. À la suite du report des élections présidentielles, il y a eu un gouvernement provisoire de février 2016 à février 2017, date à laquelle le président Moïse est entré en fonction. Pendant que le gouvernement intérimaire était en place, le Canada a limité le développement de nouvelles initiatives soutenant le gouvernement haïtien.

Le Canada a néanmoins continué à s'engager envers les populations vulnérables dans les domaines prioritaires suivants :

- l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
- une croissance au service de tous;
- la gouvernance inclusive;
- la paix et la sécurité.

Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques et doit faire face à de grosses difficultés dans tous les domaines. Haïti est toujours un pays prioritaire pour le Canada. Affaires Mondiales Canada poursuit son dialogue avec les nouvelles autorités haïtiennes afin de savoir comment répondre au mieux aux priorités du pays.



Principaux résultats

Le Canada a fourni un appui aux cantines scolaires au moyen du Programme alimentaire mondial et de Nutrition internationale. Le Canada a contribué à fournir un soutien alimentaire à 240 000 enfants dans 1 800 écoles. Cela a eu pour résultat d'améliorer la fréquentation et les résultats scolaires.

Le Canada a également aidé à fournir des services de santé aux femmes et aux filles par l'entremise du Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU. Le Canada a soutenu la construction de l'institut national de formation des sages-femmes. L'institut accueillera 160 étudiants (une moyenne de 60 diplômés par an) et une clinique. La clinique donnera aux femmes un accès à des soins avant, pendant et après leur accouchement.

Le Canada a fourni une formation initiale et du perfectionnement professionnel à des cadres de la police nationale d'Haïti. Ces services ont été fournis par CRC Sogema, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec à Trois-Rivières et le Collège de Maisonneuve. Le Canada a aidé l'Académie nationale de police à renforcer sa capacité à dispenser une formation de qualité et à avoir une équipe indépendante de gestionnaires pour diriger l'Académie. Ce soutien a contribué à la stabilité du pays.

Le Canada a aidé l'Organisation internationale pour les migrations à fournir et à équiper trois centres frontaliers qui fourniront des services aux personnes vulnérables. Le soutien s'adressait particulièrement aux femmes et aux enfants vulnérables dans les zones frontalières d'Haïti. Le Canada a également conçu six modules de formation en créole pour les intervenants sur des sujets tels que la santé sexuelle et reproductive et la protection de l'enfance. Les modules ont aidé à former 295 personnes, dont 144 femmes.

En Haïti, le Canada a financé un projet de l'ONU pour les femmes de 2 millions de dollars visant à réduire la violence envers les femmes lors des élections de 2016 et à améliorer la représentation des femmes au Parlement. L'initiative a permis d'élaborer un cadre de travail sur la violence envers les femmes et d'apporter un soutien au conseil électoral provisoire, au ministère de la Justice et de la Sécurité publique, à la police et aux partis politiques d'Haïti.

HONDURAS

Le Honduras reste l'un des pays les plus pauvres de la région, avec un taux de pauvreté de plus de 60 %. On y trouve de grandes inégalités et de l'exclusion sociale, ainsi que des niveaux élevés de violence, de corruption et d'impunité. Ces facteurs rendent les Honduriens — en particulier les femmes, les jeunes et les autres minorités — particulièrement vulnérables à la pauvreté, au crime et aux violations des droits de la personne. Le manque de possibilités économiques, la violence et les déplacements internes ont entraîné des niveaux importants de migration clandestine vers l'Amérique du Nord.

Le programme de développement du Canada au Honduras se concentre maintenant sur la croissance au service de tous, l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, la dignité humaine et la gouvernance inclusive. Il vise à réduire la pauvreté en ciblant les communautés et les bénéficiaires dans le « couloir sec », région vulnérable et éloignée du sud du Honduras. En outre, le programme vise à s'attaquer aux problèmes des droits de la personne, y compris la corruption et l'impunité, auxquels sont confrontées les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables au Honduras.



Pays : Honduras / Affaires mondiales Canada / Ambassade du Canada au Costa Rica, Honduras et Nicaragua

Principaux résultats

Grâce au projet de Services municipaux de santé et du VIH/sida pour adolescents, le Canada, par l'intermédiaire de l'UNICEF, a contribué à renforcer 272 organismes et 64 programmes municipaux pour les jeunes. Ces efforts ont touché 6 000 centres d'éducation urbains et ruraux et environ 475 000 adolescents. Le programme Outreach a abordé des sujets tels que les droits de reproduction, l'égalité des genres, et la prévention de la violence à l'égard des pairs et de la violence locale. Dans les municipalités où le projet est en cours, les taux de VIH ont diminué de 34 % de 2009 à 2014.



Dans le cadre de l'Initiative de chaîne de valeur agricole, le Canada a appuyé les mesures qui :

- ont encouragé des pratiques agroforestières durables pour les petits producteurs de café;
- ont permis l'augmentation des rendements et la qualité;
- ont facilité l'accès à des marchés à plus forte valeur ajoutée;
- ont aidé 23 organisations à améliorer leurs compétences en finances, en administration et en marketing.

Le revenu quotidien de 849 petits producteurs directement touchés par le projet est passé de 1,25 \$ US en 2007 à 7,87 \$ US en 2016. Huit des 23 organisations de producteurs de café soutenues par le projet ont pu accéder aux marchés internationaux en Australie, en Autriche, au Japon, en Corée, au Royaume-Uni et aux États-Unis. De plus, 12 organisations de producteurs ont reçu des certifications bio et écologiques. Cela leur a permis de négocier des prix plus élevés pour leur café.

Le projet Promotion des systèmes agroforestiers de cacao de valeur supérieure a soutenu la plantation et le renouvellement de 3 827 hectares de cacao. Cela représente 75 % de la superficie totale de production de cacao du Honduras. La Fondation hondurienne de la recherche agricole a mis en œuvre ce projet. Le projet a permis de soutenir 3 508 familles et a créé 2 818 emplois équivalents temps plein. La génération de revenus a augmenté de 522 % à 2 192,74 \$ US par hectare par an.

La Promotion de la sécurité alimentaire dans les bassins versants du Choluteca et Rio Negro se concentre sur la productivité agricole, la diversité et la promotion de pratiques durables de gestion des ressources naturelles. Le projet, qui a fonctionné de 2010 à 2017, a atteint 28 525 personnes dans 10 municipalités du « couloir sec » du sud du Honduras, augmentant le revenu quotidien de 36,7 %.

INDONÉSIE

L'Indonésie compte 258 millions d'habitants, ce qui la place au quatrième rang des pays les plus peuplés du monde. C'est l'une des démocraties et des économies les plus stables d'Asie, et un exemple d'islam modéré, de pluralisme et de diversité.

Malgré une forte croissance économique, on estime que 100 millions d'Indonésiens (soit 40 % de la population) vivent avec moins de 2 \$ US par jour et qu'un enfant sur trois souffre d'un retard de croissance. L'inégalité des revenus y est la plus élevée en Asie : les quatre hommes les plus riches de l'Indonésie possèdent plus que les 100 millions de personnes les plus pauvres.

L'égalité des genres et la santé et les droits sexuels et de reproduction sont également des défis importants en Indonésie :

- Une fille sur quatre est mariée avant l'âge de 18 ans.
- Il se produit 305 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (c'est le quatrième taux de mortalité maternelle le plus élevé au monde en chiffres absolus).
- On compte 2,5 millions de cas d'avortement à risque chaque année.
- Un pourcentage de 49 % des filles de moins de 12 ans ont subi une forme de mutilation génitale.
- Les cas de violence fondée sur le genre sont en hausse.

Les femmes demeurent concentrées dans des emplois peu rémunérés et dans des secteurs faibles de l'économie. Avec la montée du conservatisme religieux, les femmes et les minorités religieuses sont marginalisées.



Pays : Indonésie © Nick Westover

Alors que l'Indonésie est l'un des principaux pays de la biodiversité au monde, elle a également l'un des taux de déforestation les plus élevés. L'Indonésie figure parmi les 10 principaux émetteurs de gaz à effet de serre, principalement en raison de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, de la mauvaise gestion des forêts et des terres, y compris les tourbières riches en carbone.

Le Canada est un partenaire de développement de longue date en Indonésie. Il y a fourni une aide de près de 2 milliards de dollars depuis 1954. L'ADO du Canada en Indonésie vise à assurer une croissance économique durable et axée sur l'équité entre les genres. Elle se traduit par des investissements dans le développement économique, les compétences pour l'emploi et la gestion durable des ressources naturelles. Elle vise également à promouvoir la gouvernance inclusive, les droits de la personne et le pluralisme.

Principaux résultats

De 2011 à 2017, le projet Agroforesterie et foresterie en Sulawesi a permis à plus de 635 000 personnes d'améliorer leurs revenus en adoptant des techniques agricoles respectueuses de l'environnement. Parmi ces personnes, 52 % étaient des femmes. Plus de 780 000 hectares de terres sont maintenant gérés selon un modèle de gestion communautaire des ressources naturelles amélioré. Cela comprend des terres consacrées à l'agroforesterie, à l'agriculture et aux systèmes forestiers.

De 2011 à 2017, le Canada a contribué à renforcer les connaissances de 630 professeurs (38 % de femmes) et les programmes de cours de deux universités d'État religieuses musulmanes à Sulawesi et à Java. Cela s'est fait dans le cadre du projet de leadership local pour le développement, géré par Cowater International Inc. Le programme portait sur l'engagement de la collectivité dans un certain nombre de valeurs clés de l'islam. Ces valeurs sont les suivantes :

- la tolérance;
- le respect des droits de la personne;
- l'égalité des genres;
- l'inclusion sociale;
- la protection de l'environnement;
- le maintien de la paix;
- la gestion des conflits.



Ce projet visait 16 collectivités avec le concours des universités. Après le projet, ces collectivités ont vu leurs valeurs démocratiques renforcées et leurs conflits atténués par la médiation communautaire. Les jeunes et les femmes ont également renforcé leur engagement et leur leadership dans les collectivités. De plus, les femmes et les groupes marginalisés, y compris les minorités religieuses, disposent maintenant d'une plus grande équité et d'un meilleur accès aux ressources communautaires. L'approche novatrice et inclusive du projet a été diffusée dans plus de 50 universités dans tout le pays.

Dans le cadre du projet Canada-Indonésie commerce et aide au secteur privé, le Canada aide les PME indonésiennes dans les secteurs du café, du vêtement et de la chaussure à exporter vers le Canada. Ils exportent dans des marchés de niche spécialisés, ce qui devrait contribuer à augmenter les revenus dans les collectivités rurales pauvres des régions d'Aceh, de Sulawesi et de Java. Le rôle des femmes et l'accès aux ressources de production dans la chaîne d'approvisionnement s'en trouveront également renforcés.

IRAK

L'Irak est confronté à de graves difficultés : le conflit en cours avec Daech, la faiblesse et la division des institutions publiques et une urgence humanitaire de niveau 3 de l'ONU, qui a déplacé environ 4,5 millions de personnes. Le niveau 3 est le niveau le plus élevé sur l'échelle de l'ONU.

Le Canada a une stratégie d'une durée de trois ans (2016-2019) afin d'intervenir globalement en matière de sécurité, de stabilisation et d'aide humanitaire et d'aide au développement, pour réagir aux crises qui sévissent en Irak et en Syrie et aux conséquences qu'elles ont en Jordanie et au Liban. Dans ce cadre, le Canada travaille avec les autorités irakiennes pour soutenir un pays stable et plus prospère.

Dans la poursuite de cet objectif, les priorités des programmes de développement du Canada se situent dans les domaines suivants :

- la gouvernance inclusive et responsable;
- une économie stabilisée et équitable grâce au soutien de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels;
- des services sociaux visant particulièrement les femmes et les filles.

Les mesures de décentralisation de l'Irak rendent l'expérience du Canada en matière de relations fédérales-provinciales particulièrement pertinente. Le Canada est l'un des rares donateurs disposant d'un programme d'aide au développement à long terme pour l'Irak.



Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada a aidé 285 000 personnes déplacées et résidents de collectivités hôtes pour qu'elles puissent avoir de l'eau potable, dans le cadre du projet Renforcement de la résilience des collectivités les plus touchées par le conflit en Irak. Ce projet a contribué à réduire les tensions causées par les déplacements de population dans le nord de l'Irak.

En 2016-2017, le projet de promotion de la cohésion sociale par le soutien communautaire au Canada a aidé 700 femmes irakiennes originaires de milieux culturels différents pour qu'elles comprennent mieux leurs droits. Elles ont ensuite pu participer aux processus décisionnels dans leurs collectivités.

En 2016-2017, en partenariat avec l'Institut sur la gouvernance, le Canada a aidé des hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral irakien et du gouvernement régional kurde à poursuivre le dialogue sur le fédéralisme fiscal et la décentralisation en Irak. Cette démarche faisait partie du projet de décentralisation financière et d'amélioration de la résilience en Irak. Elle a permis d'élaborer une compréhension commune des concepts du cadre financier, de tenter de résoudre les tensions persistantes et d'améliorer les communications entre les deux paliers de gouvernement.



En 2016-2017, la contribution du Canada au déminage a permis de nettoyer 156 000 mètres carrés de terres en Irak. Plus de 500 personnes déplacées sont retournées chez elles. Ainsi, elles ont pu accéder à des terres agricoles et à des infrastructures essentielles, comme les écoles, les stations d'épuration et les entreprises.

En 2016-2017, l'aide humanitaire canadienne en Irak a apporté une aide alimentaire à plus de 1,9 million de personnes. Le Canada a financé l'UNICEF, qui a permis à 1,2 million de personnes, dont 567 203 enfants, d'avoir de l'eau et des installations sanitaires. En 2016, 379 748 enfants déplacés étaient inscrits à l'école dans tout le pays.

JORDANIE

Depuis le début du conflit syrien, la Jordanie a accueilli plus de 1,2 million de Syriens, dont 655 000 sont enregistrés comme réfugiés. Parmi ceux-ci, environ 15 % résident dans des camps alors que la grande majorité vit dans des collectivités rurales et urbaines. Cet afflux de personnes réduit la capacité du gouvernement de la Jordanie à répondre aux besoins de ses citoyens dans des secteurs critiques. Cela comprend la santé, l'éducation, l'eau et la prestation de services municipaux.

Le Canada a une stratégie d'une durée de trois ans afin d'intervenir globalement en matière de sécurité, de stabilisation et d'aide humanitaire et d'aide au développement pour réagir aux crises qui sévissent en Irak et en Syrie et aux conséquences qu'elles ont en Jordanie et au Liban.

Conformément aux plans nationaux de la Jordanie, les programmes canadiens en Jordanie renforcent la capacité et la résilience du gouvernement, des collectivités et des personnes en matière :

- d'éducation;
- de croissance économique, en mettant l'accent sur le renforcement économique des femmes;
- de prestation des services municipaux.



Pays : Jordanie © François-Eric de Repentigny

Principaux résultats

En 2016-2017, dans le cadre du projet Appui au secteur de l'éducation en Jordanie, le Canada a formé plus de 1 622 superviseurs et directeurs pour remplir de nouveaux rôles de leadership. Ces nouvelles compétences ont été utilisées dans la formation et le mentorat de 3 396 jeunes enseignants au moyen de stages en classe.

En 2016-2017, le Canada a renforcé son soutien au ministère de l'Éducation en Jordanie et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le cadre du projet d'élargissement de l'accès à l'éducation formelle. Le projet a aidé 125 000 élèves syriens, dont plus de la moitié sont des filles, à accéder à l'éducation dans les collectivités d'accueil et dans les camps.

En 2016-2017, le projet d'autonomisation des jeunes et des femmes du Canada a offert à plus de 3 500 étudiants d'écoles professionnelles et de collèges communautaires des cours de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences exigées sur le marché du travail dans des secteurs à forte demande. Cela a eu pour résultat d'accroître le nombre de jeunes qui ont obtenu un emploi permanent et qui ont créé de nouvelles entreprises.



En 2016-2017, le projet d'amélioration de la gestion des déchets solides du Canada a permis de remettre en état le deuxième plus grand site d'enfouissement de la Jordanie. Le projet a permis de doter le site de nouvelles installations et de nouvelles machines. Il a également amélioré les conditions de travail du personnel et des récupérateurs de déchets du site d'enfouissement qui en dépendent pour leur subsistance. Dans l'ensemble, cette initiative profite à plus de 1,8 million de personnes dans 33 municipalités environnantes.

En 2016-2017, l'aide humanitaire canadienne en Jordanie a apporté une aide alimentaire mensuelle à quelque 530 000 réfugiés syriens. Avec d'autres donateurs, en 2016, le Canada a donné à l'UNICEF des fonds qui ont permis à 125 000 élèves syriens d'avoir accès à une éducation formelle.

KENYA

Malgré une impressionnante croissance économique, le Kenya se classe au 146^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. Au total, deux Kényans sur cinq vivent avec moins de 1,25 \$ US par jour.

Des obstacles importants au développement social, environnemental et économique durable subsistent au Kenya. Voici des exemples :

- insécurité régionale;
- conflit lié aux ressources;
- sécheresses cycliques;
- sous-investissement dans les ressources naturelles;
- taux élevé de chômage et manque de compétences chez les jeunes.

Les obstacles au renforcement du pouvoir des femmes persistent. Les femmes ont moins de possibilités d'emploi dans les secteurs public et privé. Les complications de la grossesse et de l'accouchement restent l'une des principales causes de décès chez les femmes. La violence sexuelle et fondée sur le genre est un grave problème pour les femmes et les filles du Kenya et elle dépasse les frontières sociales et

économiques.

L'aide au développement du Canada au Kenya s'attaque à ces problèmes en mettant l'accent sur les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. En particulier, il se concentre sur les femmes, les enfants et les jeunes vivant dans des régions marginalisées et en proie à la sécheresse. Le financement appuie les trois domaines suivants :

- la dignité humaine;
 - particulièrement par l'accès à une éducation fondamentale de qualité et dans des conditions sécuritaires;
- une croissance au service de tous;
 - grâce à l'amélioration du développement des PME et à l'amélioration de l'enseignement et de la formation professionnels techniques;
- la gouvernance inclusive;
 - en se concentrant sur l'amélioration de l'engagement civique et politique et l'inscription des électeurs.



Pays : Kenya © Peter Bennett

Principaux résultats

Le Canada, par l'intermédiaire de l'UNICEF, a favorisé un milieu d'apprentissage de qualité adapté aux enfants dans les régions les plus reculées et marginalisées du Kenya. Cela a été fait en accordant des subventions à 200 écoles pour appuyer les priorités communautaires en matière d'éducation. Il s'agit notamment de la construction de latrines et de la distribution de 2 000 trousseaux d'hygiène, de 400 trousseaux d'enseignement des sciences, de 400 trousseaux de mathématiques et de 200 trousseaux récréatifs. Ces trousseaux ont profité à plus de 97 000 enfants et cette mesure a permis d'améliorer la rétention scolaire, en particulier chez les filles.

En 2016-2017, le Canada s'est associé à l'Organisation canadienne pour le développement par l'éducation dans le cadre du projet Reading Kenya. Ce projet a permis de concevoir et de publier 13 livres pour enfants dans la langue masai. Certains livres étaient les premiers documents écrits créés dans cette langue au Kenya.

En 2016-2017, la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, en collaboration avec la Commission des circonscriptions indépendantes et des frontières du Kenya, a élaboré un programme scolaire d'éducation électorale. Ce projet s'appelait le projet de soutien du système électoral du Kenya. Le programme qu'il a permis de créer s'inspirait du programme d'éducation civique d'Élections Canada.



LIBAN

Le Liban accueille actuellement le plus grand nombre de réfugiés par habitant dans le monde en raison du conflit syrien en cours. Ce phénoménal afflux de population, concentré dans les municipalités les plus pauvres du pays, a gravement touché la capacité du Liban à fournir et à maintenir des services publics de base.

Pour relever ces défis, le gouvernement libanais travaille en étroite collaboration avec la collectivité internationale pour passer d'une réponse humanitaire à une approche différente. Cette nouvelle approche renforce la résilience des individus, des collectivités et des systèmes, et favorise un développement durable à plus long terme.

Le Canada a une stratégie triennale (2016-2019) pour appliquer une approche globale en matière de sécurité, de stabilisation et d'aide humanitaire et au développement, face aux crises qui sévissent en Irak et en Syrie et aux conséquences qu'elles ont en Jordanie et au Liban. Dans le cadre de cette stratégie, le Canada a récemment rétabli ses programmes de développement au Liban. Il se concentre sur les efforts visant à fournir une éducation inclusive et de qualité, ainsi que des formations et des possibilités d'emploi qui profitent aux plus vulnérables.



Pays : Liban © Born Kietzmann



Principaux résultats

En avril 2016, le CRDI et le Centre libanais d'études sur les politiques ont organisé et tenu conjointement une rencontre à Beyrouth pour discuter de la crise des réfugiés syriens. L'objectif était d'améliorer la gestion des crises au Liban, en Jordanie et en Turquie. Les responsables gouvernementaux, les universitaires et les représentants de la société civile ont discuté de divers thèmes. Il s'agissait notamment d'exploiter le potentiel économique des réfugiés et de promouvoir l'intégration sociale et la cohésion sociale.

En 2016-2017, le Canada a appuyé le projet d'accès à l'éducation et d'apprentissage au Liban. Cette initiative à donateurs multiples a permis à 194 750 enfants syriens de fréquenter des écoles libanaises et à 54 746 autres personnes d'accéder à une éducation non formelle.

En 2016-2017, le Canada a versé 5 millions de dollars pour aider à maintenir et à améliorer la stabilité sociale et la sécurité collective au Liban en réduisant les tensions entre les communautés d'accueil et les réfugiés syriens.

En 2016-2017, le Canada a fourni une aide alimentaire à plus de 829 430 réfugiés syriens au Liban. Avec d'autres donateurs, le Canada a octroyé des fonds en 2016 à l'UNICEF, qui a permis d'offrir à 113 328 enfants non libanais une éducation préscolaire et de base.

MALI

Le Mali est toujours l'un des pays les plus pauvres au monde. Il se classe au 179^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. On estime que la moitié de la population du Mali (15,8 millions de personnes) vit avec moins de 1,25 \$ US par jour, et que la moitié de la population a moins de 15 ans.

Le taux d'analphabétisme des adultes est d'environ 66 %. Les taux de mortalité infantile et maternelle, ainsi que les taux de malnutrition y sont parmi les plus élevés de l'Afrique subsaharienne. En 2012, le Mali a été plongé dans une crise multidimensionnelle sans précédent à la suite d'un coup d'État. La profondeur de la crise a fait ressortir la fragilité de l'État malien et les problèmes sociopolitiques du pays.

Un accord de paix et de réconciliation a été signé au Mali en juin 2015. Mais le pays est encore confronté à une insécurité généralisée et à de grands défis en matière de développement. Ceux-ci concernent la santé et l'éducation, la croissance économique, les changements climatiques, les droits de la personne et la gouvernance inclusive.

En 2016-2017, le Canada était toujours le deuxième bailleur de fonds bilatéral au Mali. L'ADO du Canada au Mali soutient :

- l'accès aux services de santé et à l'éducation, en mettant l'accent sur les personnes les plus pauvres;
- la croissance économique inclusive et le renforcement économique des femmes;
- la gouvernance inclusive, les droits de la personne et les droits des femmes.



Pays : Mali © Pierre St-Jacques

Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada a continué d'appuyer les politiques sanitaires et les plans de mise en œuvre du Mali visant à améliorer l'accès à des services de santé de qualité. Par exemple, il a contribué à l'amélioration des indicateurs de la santé maternelle tel que le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié, qui est passé de 26 % en 2012 à 53 % en 2015.

En 2016-2017, le Canada a appuyé des programmes de vaccination qui ont augmenté les taux de couverture vaccinale contre le tétanos et la diphtérie (Penta 3). Les programmes étaient destinés aux enfants de moins d'un an dans les régions de Sikasso, Ségou et Kayes. Le taux de vaccination résultant de ces programmes est passé de 87 % en 2012 à 90 % en 2015.

Le Canada a contribué à la croissance économique du Mali par son appui à la production agricole et à la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Grâce à divers projets menés en 2016-2017, le Canada a contribué à la mise en valeur de 4 500 hectares supplémentaires de terres irriguées et à la production de 23 800 tonnes métriques de céréales, dont 16 000 tonnes métriques de riz. Ces projets ont également permis de produire 15 000 tonnes métriques de cultures maraîchères. En 2016-2017, le Canada a également contribué à ce que plus de 457 000 femmes bénéficient de services de microcrédit dans les zones rurales.

En 2016-2017, le Canada a continué de contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'accès à l'éducation primaire et préscolaire et à la formation professionnelle. De 2014 à 2017, sa contribution à l'éducation a permis d'augmenter les effectifs de près de 289 000 étudiants (dont 46,6 % étaient des filles et des femmes). Cela a accru de 3,8 % le nombre d'écoles primaires de premier cycle et fait passer le taux brut de scolarisation de 60,5 % à 66,7 %. Au cours de la même période, le taux



d'achèvement des études des filles au niveau primaire de premier cycle est passé de 64,8 % à 82,4 %, ce qui indique que plus de filles sont inscrites à l'école et y restent plus longtemps qu'avant.

En 2016-2017, le Canada a soutenu les démarches de l'ONU, visant à faire progresser le processus de paix, à réformer les services de sécurité maliens et à les rendre plus professionnels. Ces efforts ont également aidé à consolider l'autorité gouvernementale et à stabiliser les régions du pays touchées par le conflit. Les initiatives canadiennes au Mali produisent les effets suivants :

- favoriser le dialogue;
- mettre les populations en contact avec le gouvernement;
- offrir les services essentiels;
- établir les fondations d'une paix durable et inclusive.

MAROC

Le Maroc est actuellement l'un des pays les plus stables d'Afrique du Nord en plus d'être un pays émergent. Il met en œuvre de nombreuses stratégies sectorielles, plusieurs programmes d'infrastructures et une stratégie commerciale dynamique à l'endroit des pays d'Afrique subsaharienne.

Bien qu'il ait été épargné jusqu'à présent par les turbulences que connaît la région, il continue à faire face à de grands défis économiques, politiques, sociaux et sécuritaires. Le principal défi sera de corriger les inégalités sociales, économiques et géographiques afin de répondre aux nombreuses attentes des citoyens concernant le chômage chez les jeunes, la pauvreté et l'éducation.

Les programmes du Canada au Maroc ont pour objectif ultime de contribuer à offrir plus de prospérité et un avenir meilleur aux jeunes Marocains, surtout les plus défavorisés d'entre eux. Le programme actuel est axé sur la dignité humaine et une croissance au service de tous. Les projets du Canada contribuent à :

- améliorer l'éducation et l'employabilité des jeunes;
- répondre aux besoins du marché du travail et soutenir le renforcement économique des femmes, l'ouverture des marchés et l'économie verte.

L'égalité des genres est une thématique majeure, et tous les projets doivent aborder directement les questions des droits des femmes.



Pays : Maroc © Ambassade du Canada au Maroc et en Mauritanie



Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada a appuyé le projet « She Acts » qui s'inscrit dans le cadre d'une dynamique de renforcement économique des femmes face aux changements climatiques. Grâce à l'appui du Canada, 15 femmes de plusieurs pays d'Afrique porteuses de projet en lien avec les changements climatiques ont été formées pour pouvoir monter leur modèle d'affaires et interagir avec les investisseurs et le réseau des femmes entrepreneures africaines « We Act for Africa ».

En 2016-2017, le Canada a appuyé la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Maroc pour la formation professionnelle à l'horizon 2021. Au cours de cette année, 43 missions sur le terrain correspondant à plus de 1 500 jours d'experts canadiens (heures-personnes) ont eu lieu. Le Canada est ainsi devenu un contributeur clé aux réformes structurantes de la formation professionnelle au Maroc. Cela impliquait l'utilisation d'une approche fondée sur les compétences et une formation visant l'aptitude à occuper un emploi.

En 2016-2017, le Canada a appuyé le projet de l'Organisation internationale du Travail ayant pour but d'institutionnaliser l'éducation entrepreneuriale en formant 420 professeurs et formateurs universitaires de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT), dont 209 femmes. L'OFPPT et les universités ont formé 13 070 jeunes. Au total, 19 329 jeunes vulnérables ont reçu une formation.

En 2016-2017, le Canada a appuyé le Maroc pour l'organisation de la vingt-deuxième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) à Marrakech. Le Canada a été le second contributeur au fonds commun des bailleurs de fonds internationaux. Ses efforts et son engagement envers la réussite de cet important événement international ont été soulignés. Le Canada a également été félicité pour avoir mobilisé tous les intervenants de la lutte contre les changements climatiques, dont la société civile, afin que soit entendue la voix des femmes et des plus démunis.

MONGOLIE

La Mongolie, qui est un pays sans accès à la mer, a fait des progrès considérables depuis son virage vers une économie de marché ouverte en 1990. La moitié de sa population, qui se chiffre à 3 millions de personnes, vit dans la capitale Oulan-Bator ou ses environs. Plus d'un Mongol sur cinq arrive difficilement à vivre avec moins de 1,25 \$ US par jour, et le pays se classe au 92^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD.

Malgré les progrès réalisés au cours de la dernière décennie, il existe des inégalités persistantes dans le développement social et les débouchés économiques, en particulier pour les femmes. En outre, la croissance économique axée sur les mines a une empreinte écologique importante qui est insoutenable. La Mongolie est également très vulnérable aux risques climatiques en raison de sa situation géographique, de ses conditions climatiques extrêmes et de ses écosystèmes fragiles.

Le programme de développement international du Canada en Mongolie est étroitement lié aux priorités de développement de la Mongolie, qui visent à assurer le développement humain, à améliorer la compétitivité économique et à réduire les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines. Le but du Canada est d'aider le pays à atteindre ses objectifs en matière de défense de la dignité humaine et de réduction de la pauvreté. Voici comment le Canada entend y arriver :

- promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
- renforcer les capacités de la fonction publique;
- lutter contre la corruption, en particulier dans la gestion des ressources naturelles.



Pays : Mongolie © Ambassade du Canada en Mongolie

Principaux résultats

Le projet de participation des femmes aux élections contribue à améliorer la participation et la représentation des femmes aux niveaux national et local grâce à un environnement électoral inclusif et représentatif. L'Institut républicain international a mis en œuvre ce projet.

En 2016-2017, plus de 2 000 candidats potentiels, pour la plupart des femmes, et des gestionnaires de campagne ont participé à 46 ateliers de formation électoral. Ces ateliers étaient dirigés par la Campaign Academy for Successful Elections de l'Institut républicain international. Les participants à l'atelier étaient issus de neuf partis politiques et venaient de partout au pays. Aux élections mongoles de 2016, 13 femmes ont été élues au Grand Khoural d'État (parlement). Cela a porté la représentation féminine à un niveau record de 17,1 %.

Le projet de renforcement de la participation démocratique et de la transparence dans le secteur public favorise une gestion plus efficace, responsable et transparente des ressources et des services publics. La Fondation pour l'Asie a mis en œuvre ce projet. En 2016-2017, le projet a contribué à renforcer les capacités du secteur public en matière de bonne gouvernance en donnant aux institutions du secteur une assistance technique pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des plans d'action clés en matière de lutte contre la corruption. Cela comprenait la Stratégie nationale anticorruption de la Mongolie, adoptée le 30 novembre 2016.



On a également mis en œuvre, par l'entremise du projet, l'Enquête de 2016 sur les perceptions et la connaissance de la corruption, et on en a publié les résultats. Le sondage de 2016, qui met l'accent sur le point de vue des femmes, a exploré les aspects sexospécifiques de la corruption dans ses effets sur les hommes et les femmes.

MOZAMBIQUE

Malgré des années de progrès et de croissance notables, le Mozambique peine à se hisser du bas de l'indice de développement humain de 2016 du PNUD, soit au 181^e rang sur 188 pays. Le Mozambique est l'un des pays d'Afrique les plus vulnérables aux changements climatiques et continue à être dépendant de l'assistance internationale.

L'inégalité des genres est profondément ancrée et nuit au progrès. La mortalité maternelle demeure obstinément élevée, aggravée par la violence fondée sur le genre, le mariage en bas âge, la pénurie de services de santé sexuelle et reproductive et les inégalités sociales. Le gouvernement du Mozambique s'est cependant engagé à renforcer l'égalité des genres. Il compte y parvenir en se penchant sur les facteurs déterminants des mariages d'enfants et les mariages précoces ou forcés. Il prévoit également de protéger la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles, notamment en leur donnant accès à des services d'avortement sécuritaires.

Pour aider le pays à relever ces défis, le Canada a continué de travailler à l'établissement de changements durables et systémiques et à l'amélioration de la prestation de services aux Mozambicains en continuant d'être très présent dans le secteur de la santé. Il a aidé à promouvoir l'excellence dans les hôpitaux de maternité, à mettre à jour les systèmes d'établissement des statistiques de l'état civil et d'enregistrement des faits d'état civil, ainsi qu'à améliorer les services de distribution de l'eau et d'assainissement dans la province d'Inhambane.

Le Canada a également été un partenaire de confiance pour appuyer les priorités énoncées par le Mozambique dans son plan quinquennal. Cela a été particulièrement vrai en ce qui concerne le développement humain et social, grâce à sa contribution aux fonds communs des secteurs de la santé et de l'éducation. Afin de soutenir des possibilités économiques inclusives pour les Mozambicains, le Canada a favorisé la formation professionnelle, en particulier pour les femmes. Il a également amélioré l'accès au savoir-faire financier et commercial pour les petites entreprises.



Pays : Mozambique © Haut-commissariat du Canada au Mozambique

Principaux résultats

En 2016-2017, par l'entremise du projet « Meilleure éducation grâce à la formation d'enseignants pour renforcer l'autonomie et les résultats » (BETTER), dirigé par le partenaire CODE, le Canada a contribué à améliorer la qualité de l'enseignement et de la gestion scolaire au Mozambique. Il a formé plus de 875 enseignants-formateurs, directeurs d'écoles et membres de conseils scolaires (dont 330 femmes) relativement à l'égalité des genres, à la gestion scolaire et aux fonctions des conseils scolaires.

Le projet de formation axée sur les compétences pour l'emploi au Mozambique, dirigé par le partenaire Collèges et instituts Canada, a aidé le Canada à rejoindre 3 000 jeunes femmes et jeunes hommes dans le cadre d'une campagne de sensibilisation axée sur l'égalité des genres. Cette campagne, menée dans les provinces de Cabo Delgado et de Tete, comprenait une sensibilisation à des questions comme la santé et les droits sexuels et reproductifs, la planification familiale et l'abus de drogues et d'alcool.



Grâce au soutien et au leadership du Canada, le Mozambique a réalisé des progrès positifs dans l'amélioration de la santé et de l'éducation des Mozambicains, y compris les femmes et les filles. En tant que contributeur majeur aux fonds communs des secteurs de la santé et de l'éducation, le Canada a aidé à améliorer les indicateurs suivants, entre autres :

- Le nombre de femmes qui accouchent dans les établissements de santé a régulièrement augmenté, passant de 75,4 % en 2015 à 76,6 % en 2016;
- Le nombre d'enfants fréquentant l'école primaire ou secondaire est passé d'environ 4,2 millions, en 2005, à 7,1 millions en 2016. En 2005, 1,9 million d'élèves étaient des filles. En 2016, 3,4 millions d'élèves étaient des filles, ce qui représente une augmentation de 77 %.

MYANMAR

Bien que riche en ressources naturelles, le Myanmar est encore une nouvelle démocratie instable qui ne s'est que récemment ouverte au monde après des décennies d'isolement et de régime militaire. Le pays a l'un des niveaux de pauvreté les plus élevés en Asie du Sud-Est et souffre toujours de problèmes liés au respect des droits de la personne, de niveaux élevés de corruption et d'instabilité macroéconomique.

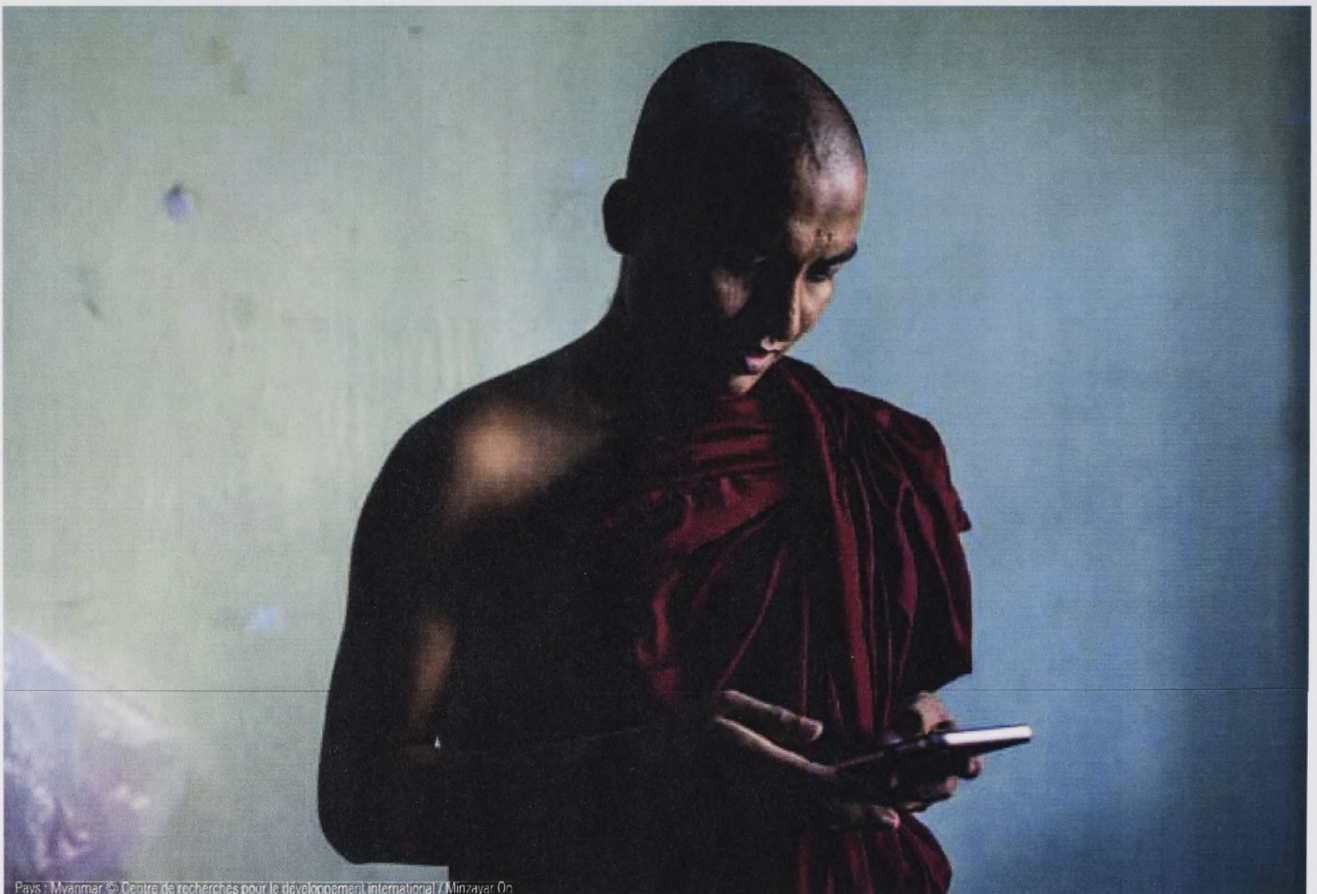
Le Myanmar est également vulnérable aux changements climatiques et est l'un des pays les plus sujets aux catastrophes naturelles dans la région. Sa longue histoire de conflit ethnique a également considérablement ébranlé les institutions du pays dans tous les domaines, y compris la gouvernance, l'économie et la prestation des services sociaux.

Au cours des dernières années, les relations de développement bilatérales du Canada avec le Myanmar ont considérablement augmenté. Les deux pays ont signé un protocole d'entente pour une coopération efficace en matière de développement en février 2017. Le programme de développement du Canada avait comme objectif :

- de renforcer la démocratie en améliorant la gouvernance inclusive et responsable, ce qui contribue à la paix;
- d'améliorer la prospérité et le bien-être des populations ciblées, en particulier les femmes, les personnes défavorisées en milieu rural et les jeunes.

Le programme de développement du Canada est harmonisé avec les priorités du Canada et du Myanmar grâce à des projets qui :

- abordent les répercussions du changement climatique;
- renforcent les femmes sur le plan économique;
- aident à comprendre les fondements du fédéralisme;
- font la promotion d'une gouvernance inclusive;
- augmentent la capacité d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes.



Pays : Myanmar © Centre de recherches pour le développement international / Minzayar On

Principaux résultats

Un projet de Mennonite Economic Development Associates (MEDA), qui est mené depuis 2015, est axé sur le renforcement économique des femmes. Dans le cadre de ce projet, des activités de renforcement des capacités ont été menées avec 257 agricultrices chefs de file et productrices, des groupes d'épargne et des chefs de collectivité dans 69 villages. Des organisations locales partenaires ont également donné avec succès des formations sur l'égalité des genres pour les hommes et les femmes, qui ont attiré près de 2 000 participants dans 63 villages. De plus, le lancement d'un appel de soumission novateur pour des subventions de contrepartie avec des entreprises agricoles a permis de renforcer l'approche du projet sur le plan des partenariats avec le secteur privé.

Avec le soutien du Canada, le Forum des fédérations, une organisation internationale établie au Canada, améliore la connaissance et la compréhension du fédéralisme parmi les principaux intervenants. Ce travail apporte une contribution essentielle à la démarche de fédéralisme du gouvernement du Myanmar dans le contexte des négociations de paix historiques en cours. En 2016-2017, le Forum a soutenu, dans 65 cantons, la formation de 274 parlementaires infranationaux de cinq États et de 279 représentants de la société civile et des médias.

Avec le soutien du Canada, l'organisation Inter Pares aide les communautés traditionnellement marginalisées grâce à un réseau de 40 partenaires locaux afin d'accroître leur participation à la gouvernance. En parallèle, l'organisation renforce la capacité des personnes à répondre à leurs propres besoins, notamment en matière de santé et de moyens de subsistance.



L'organisation Inter Pares a élaboré des documents de recherche afin d'informer les communautés et d'orienter les politiques publiques relativement à des sujets clés, notamment la violence domestique et sexuelle, le système coutumier de possession des terres, la gestion des ressources naturelles et la transparence des revenus. Le projet a permis de former 1 752 travailleurs de la santé. Plus de 2 400 femmes et hommes en attente dans les camps de réfugiés en Thaïlande ont participé à des programmes d'amélioration des moyens de subsistance afin d'accroître leurs compétences sur le plan de l'autosuffisance en prévision d'un éventuel rapatriement.

NICARAGUA

Le Nicaragua est l'un des pays les plus pauvres des Amériques, malgré une diminution considérable de la pauvreté constatée au cours des dernières années. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant occupe l'avant-dernier rang de l'hémisphère occidental, et 30 % de sa population vit sous le seuil national de pauvreté. La pauvreté se concentre dans les régions rurales, où la moitié des habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

Le secteur agricole emploie le tiers de la population active, dont plus de 60 % sont des agriculteurs de subsistance qui ont parmi les taux de productivité les moins élevés dans la région. Les faibles niveaux d'infrastructure économique de base (en particulier l'accès à l'électricité et à l'irrigation) et la très faible utilisation de la technologie dans les processus de production et de transformation entravent la productivité. En outre, le Nicaragua est très vulnérable aux aléas climatiques. Cette situation affecte de manière disproportionnée les petits paysans pratiquant une agriculture de subsistance.

Au Nicaragua, 65 % de la population est âgée de moins de 30 ans. Ces jeunes font face à des défis importants en raison de possibilités d'emplois limitées, de faibles niveaux de scolarisation et d'acquisition de compétences, ainsi que de la pression exercée sur eux pour qu'ils migrent, en particulier pour les jeunes des régions rurales.

Le programme de développement du Canada au Nicaragua se concentre sur la croissance inclusive et la lutte contre la pauvreté. Il cible les collectivités et les bénéficiaires situés dans la région du « corridor sec », une région vulnérable et éloignée du pays. Des synergies sont intégrées à divers projets visant à soutenir les agriculteurs de subsistance et les petits entrepreneurs dans la région. En soutenant l'extension du réseau électrique du Nicaragua, le Canada contribue également à l'approvisionnement en électricité des collectivités rurales et éloignées pauvres. L'électricité est un élément essentiel au développement économique et social.



Pays : Nicaragua © Peter Bennett



Principaux résultats

Depuis 2013, le soutien au projet « Achat pour le progrès » du Programme alimentaire mondial (PAM) a permis de faire augmenter la production de maïs et de haricots de 5 % et 6 % chez les petits agriculteurs participants, respectivement, par rapport à 2015. En outre, 47 % des agriculteurs ont obtenu des prix plus élevés pour leurs produits.

Grâce à son soutien au Projet d'électrification rurale – phase II au Nicaragua, dirigé par le partenaire ENATREL (Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica), le Canada a aidé à étendre le réseau électrique nicaraguayen de 119,6 kilomètres, lui permettant de se rendre dans certaines des collectivités rurales les plus pauvres et les plus éloignées. Cette expansion a permis à 34 collectivités, dont 2 592 ménages et 15 552 résidents en milieu rural, d'avoir accès à l'électricité pour la première fois.

Le projet Amélioration de la production et des capacités de gestion agricole des jeunes producteurs du Service universitaire canadien outre-mer est un autre projet qui a été appuyé par le Canada. De 2011 à 2016, 324 hommes et 282 femmes ont été diplômés du programme de gestion intégrée écologique de fermes, dirigé par l'institut technique national du Nicaragua. Au cours de cette période, la productivité agricole a augmenté de 34 % et les revenus ont augmenté de 29 % chez les participants.

Le fait que plus de femmes au Nicaragua participent au programme Achat pour le progrès, du Programme alimentaire mondial, avec le soutien du Canada, est un signe encourageant d'un plus grand renforcement économique des femmes.

Les femmes sont des membres actifs des organismes d'agriculteurs qui font partie de ce programme. Elles occupent maintenant :

- 40 % des postes d'administration et de prise de décisions;
- 33 % des postes de vice-président (en hausse par rapport à 27 % en 2015);
- 30 % des postes de gestionnaire (en hausse par rapport à 17 % en 2015).

NIGÉRIA

Le Nigéria est un pays à faible revenu et se classe au 152^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. Sur une population de 182 millions de personnes, environ 56 millions vivent dans une pauvreté extrême.

Les femmes, les filles et les enfants nigériens portent le poids de la pauvreté. Chaque jour, le Nigéria perd environ 2 300 enfants de moins de cinq ans et 145 femmes en âge de procréer. Cette réalité fait en sorte que le Nigéria est le deuxième pays au taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et au taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde. Un enfant nigérien sur neuf n'atteindra jamais l'âge de cinq ans.

Les grossesses précoces chez les adolescentes ayant des carences alimentaires représentent un des nombreux facteurs qui contribuent aux taux de mortalité maternelle élevés du pays. L'UNICEF a indiqué dans un rapport que le taux de mortalité maternelle en 2015 était de 814 décès pour 100 000 naissances vivantes. La santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles sont des questions négligées au Nigéria. Moins de 20 % des établissements de santé offrent des soins obstétricaux d'urgence. L'UNICEF a signalé qu'en 2014, seulement 35 % des femmes qui accouchaient étaient accompagnées de personnel qualifié.



Le chômage résultant du manque de moyens de subsistance alimentaire également la violence et rend les jeunes vulnérables à la radicalisation par des mouvements terroristes comme Boko Haram.

Pour remédier à ces lacunes, les programmes du Canada sont axés sur les personnes les plus défavorisées et les plus vulnérables, notamment dans le nord du pays. Ils ciblent les enjeux de la collectivité, y compris la santé sexuelle et reproductive. Les programmes aident également à réduire le fardeau des maladies, par exemple, en soutenant l'éradication de la poliomyélite. Le Canada appuie l'agriculture comme moteur d'une croissance inclusive pour les jeunes sans emploi ou sous-employés. Les programmes dans tous les secteurs visent les femmes et cherchent à éliminer les principaux obstacles qui les empêchent d'obtenir tous leurs droits.



Principaux résultats

Dans le cadre du Projet de leadership jeunesse, entrepreneuriat, accès et développement du Nigéria, qui a commencé en 2014, des partenariats ont été établis avec des fournisseurs de services financiers. Ensemble, les partenaires ont élaboré et adapté neuf produits financiers afin de répondre aux besoins des jeunes entrepreneurs, hommes et femmes. À ce jour, 568 entrepreneurs ont pu ouvrir des comptes bancaires et recevoir des prêts pour créer des entreprises.

Dans le cadre du projet d'éradication de la polio par la vaccination de routine de l'Organisation mondiale de la Santé, qui a commencé en 2016, le nombre de filles et de garçons non vaccinés a diminué de 17 % (soit une baisse de 58 568 à 48 468 enfants). Ce projet est en vigueur dans 78 zones d'administration locale réparties dans sept États ciblés du pays.

Entre 2015 et 2017, dans le cadre du projet de l'UNICEF portant sur la polio et les services de santé pour les mères, enfants et nouveau-nés dans les régions difficiles d'accès, des activités de vaccination contre la poliomyélite ont été menées dans 1 500 collectivités difficiles à atteindre. Ce programme de vaccination, qui ciblait quatre États nigériens, a permis à plus de 180 000 filles et garçons de recevoir le vaccin oral contre la poliomyélite. Les collectivités ont reçu des services de soins de santé primaires et, par conséquent, plus de 170 000 filles et garçons ont reçu un diagnostic de malnutrition, et plus de 240 000 filles et garçons ont reçu des suppléments de vitamine A.

PAKISTAN

Le Pakistan, qui occupe le septième rang des pays les plus peuplés du monde, fait face à de nombreux défis en matière de pauvreté, de gouvernance, de changements climatiques et de droits de la personne. Le pays a un historique de régimes militaires et de gestion civile déficiente qui a érodé les institutions démocratiques et limité la prestation de services sociaux de qualité.

Ce pays doit composer avec des problèmes importants en matière de droits de la personne, une situation dont les filles et les femmes souffrent de manière disproportionnée. Le Pakistan se classe au 147^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD, et au 143^e rang sur 144 pays selon l'indice des écarts entre les sexes de 2016 du Forum économique mondial.

L'aide au développement au Pakistan porte sur l'un des principaux défis auxquels fait face le pays, soit l'égalité des genres et le renforcement économique des femmes et des filles, ainsi que la protection et la promotion de leurs droits, notamment des droits sexuels et reproductifs.

Il existe actuellement d'importantes possibilités permettant au Canada de promouvoir le renforcement économique et la participation politique des femmes. Le Canada peut également aider le pays à renforcer les organisations de femmes et à faire face à la prévalence élevée de la violence fondée sur le genre.

En outre, le Canada appuie les efforts d'éradication de la poliomyélite, une priorité essentielle du point de vue de la santé mondiale. La plupart des cas de poliomyélite restants dans le monde se trouvent au Pakistan. Malgré des progrès significatifs, la transmission continue de la maladie au Pakistan et en Afghanistan met en évidence l'importance d'un effort concerté afin d'assurer :

- une surveillance adéquate;
- des taux élevés de couverture vaccinale;
- des interventions rapides face à des épidémies.



PAYS : PAKISTAN © Iana Slezic



Principaux résultats

Avec le soutien du Canada, la fondation Kashf, au Pakistan, met en œuvre le projet Littératie financière et services de développement d'affaires pour les femmes. Depuis 2011, le projet a été instauré dans 41 districts du pays.

Le projet a permis d'offrir des formations sur la littératie financière de base à plus d'un million de femmes (124 284 en 2016-2017 seulement). Plus de 25 000 femmes ont reçu un diplôme de son centre d'incubation d'entreprises (5 300 en 2016-2017 seulement). Le revenu mensuel moyen de ces femmes a augmenté de 33 %, et 85 % d'entre elles estiment que leur pouvoir décisionnel concernant le budget des ménages a augmenté. De plus, la campagne sur les médias sociaux a permis de mieux faire connaître les effets néfastes du mariage des enfants et les sévices sexuels infligés aux enfants.

Les organisations Plan International Canada et Plan International, appuyées par Affaires mondiales Canada, mettent en œuvre un projet intitulé Accroître la participation des femmes dans le secteur des produits laitiers dans le sud du Punjab. Ce projet permet de renforcer le pouvoir des femmes en augmentant leur revenu et leur accès au marché. Il aide les femmes à participer à des activités de production laitière plus efficaces dans un réseau de 350 coopératives agricoles laitières.

Malgré un contexte très difficile et souvent instable, le programme d'éradication de la poliomyélite financé par le Canada continue de chercher à aider des enfants dans les régions les plus difficiles à atteindre au Pakistan. Le nombre de cas de poliomyélite au Pakistan continue de diminuer et est passé de 54 en 2015 à 20 en 2016.

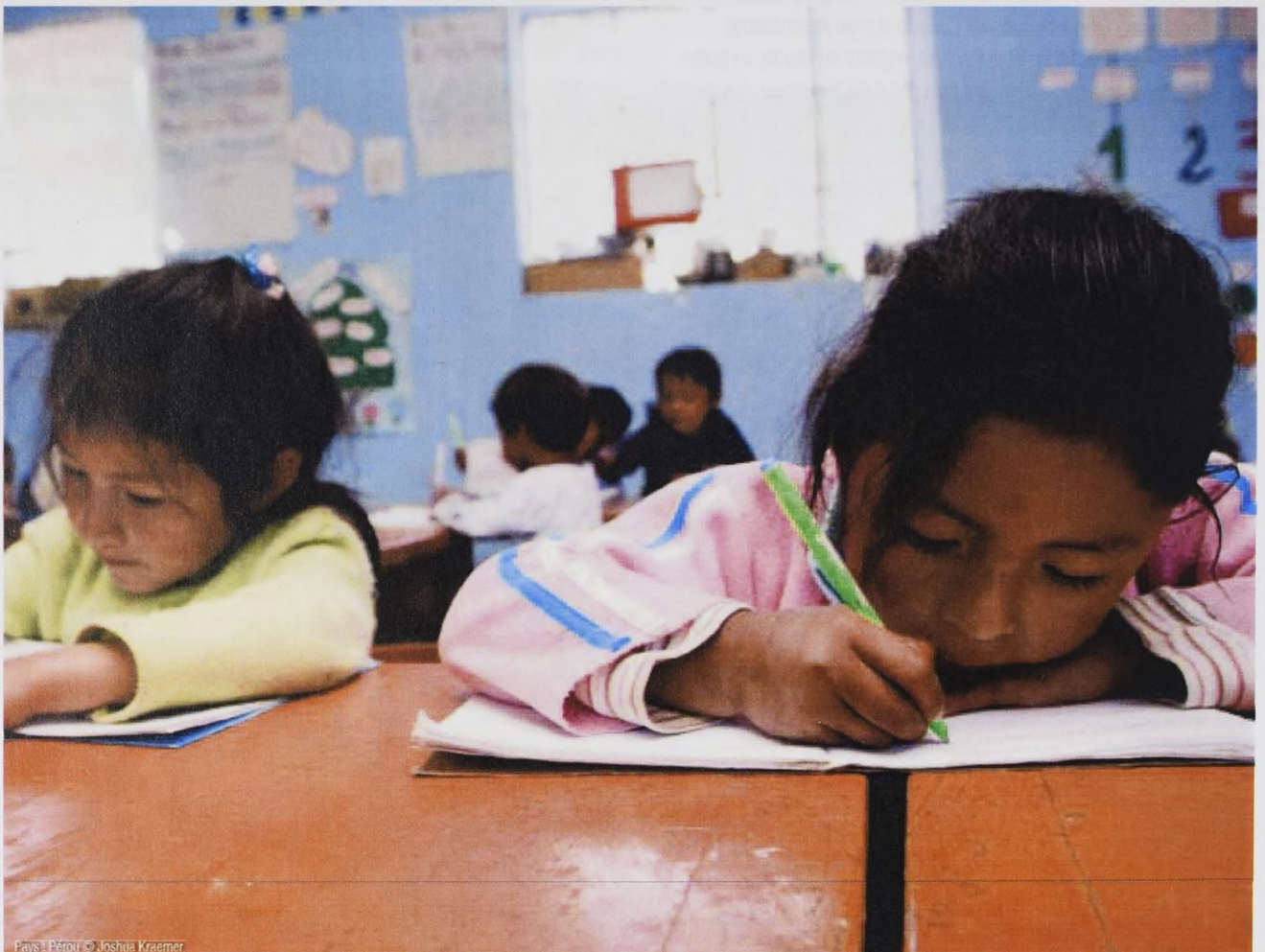
De septembre 2016 à mars 2017, le pourcentage d'enfants que la campagne n'a pas pu joindre dans les districts les plus à risque d'infection n'a été que de 0,6 %. Pour la période de septembre 2015 à mars 2016, c'était plutôt 4 % des enfants. Cette différence montre les résultats positifs de la campagne. De janvier à mars 2017, seulement deux cas de poliomyélite ont été recensés, par rapport à huit cas de janvier à mars 2016.

PÉROU

Le Pérou est un pays à revenu moyen qui a connu des taux de croissance économique impressionnants au cours de la dernière décennie. Le taux de pauvreté est passé de 56 % en 2005 à 21,8 % en 2015.

Cependant, de nombreuses collectivités du Pérou continuent de connaître la pauvreté, les inégalités, la dégradation de l'environnement et les conflits sociaux. La pauvreté extrême (moins de 1,90 \$ US par jour) est passée de 27,6 % en 2005 à 9 % en 2015. Elle reste largement concentrée dans les régions rurales, en particulier dans les régions montagneuses et amazoniennes. Les inégalités sont particulièrement élevées chez les peuples autochtones dans les régions rurales et chez les femmes et les filles.

Le programme de développement du Canada est axé sur la réduction de la pauvreté et des inégalités. L'accent est mis sur l'éducation, la diversification économique et la gouvernance afin d'aider à réduire la pauvreté. Le Canada appuie les droits de la personne, y compris les droits des filles et des femmes, dans son programme. Dans le cadre du programme d'aide au Pérou, plus de 30 partenaires sont fréquemment rencontrés sur le terrain au sujet des priorités des collectivités. Le programme a tenu des consultations sur les besoins et les perspectives des personnes défavorisées avec plus de 150 individus et organisations lors de l'Examen de l'aide internationale de 2016 d'Affaires mondiales Canada.



Pays : Pérou © Joshua Kraemer

Principaux résultats

Le Canada concentre ses efforts sur l'éducation de base et la formation professionnelle pour les groupes marginalisés, y compris les peuples autochtones et les filles.

Depuis 2010, le Canada a amélioré l'accès à une éducation de base et la qualité de l'enseignement pour plus de 500 000 élèves autochtones de niveau primaire. Il y est parvenu grâce à l'amélioration de la formation des enseignants et du matériel éducatif, conformément à la politique d'éducation bilingue interculturelle péruvienne, que le Canada et l'UNICEF ont aidé à créer. Depuis 2012, 389 361 étudiants (en particulier des femmes et des jeunes marginalisés) ont reçu une formation professionnelle de qualité. Cela augmente leurs possibilités de trouver un emploi.

Le Canada soutient les normes relatives aux droits de la personne dans son programme de développement au Pérou. En collaboration avec le Bureau de l'ombudsman pour les droits de la personne, au Pérou, le Canada a appuyé la prestation de services équitables et inclusifs aux Péruviens marginalisés. Il a également informé 21 611 personnes de leurs droits constitutionnels, notamment des personnes défavorisées, des autochtones, des enfants, des femmes et des membres de la communauté LGBTI.



Le Canada soutient la diversification économique pour les petits producteurs agricoles, les coopératives et les micro et petites entreprises. Depuis 2013, l'amélioration des pratiques agricoles a entraîné une augmentation de 30 % du revenu net annuel pour 4 000 fermes familiales. Depuis 2015, un plus grand nombre de petits producteurs agricoles contribuent à l'économie officielle. Un moyen d'obtenir ce résultat a été la formation de 355 petits agriculteurs (204 femmes) afin d'améliorer leurs méthodes agricoles et d'accroître leur accès au crédit grâce à 474 prêts de microcrédit. En outre, les capacités de plus de 900 femmes participant à des activités agricoles et entrepreneuriales ont été renforcées.

PHILIPPINES

Les Philippines sont un pays à revenu moyen inférieur en voie de devenir un pays à revenu moyen, à une exception importante près : la région de Mindanao. Cette région connaît un niveau élevé d'instabilité, de problèmes de sécurité et de grande pauvreté.

Malgré une décennie de forte croissance économique, un problème important demeure, soit la répartition inéquitable de la richesse. En 2016, plus de 25 millions de Philippins vivaient en dessous du seuil de pauvreté national (24 % de la population). En fait, ce sont plus de 12 millions de personnes qui vivaient dans l'extrême pauvreté (12,5 % de la population).

Le programme du Canada pour les Philippines vise à améliorer les possibilités de croissance économique durable et inclusive pour les femmes et les hommes pauvres aux Philippines, ce qui comprend l'amélioration de l'environnement propice à toutes les entreprises. Il est

particulièrement axé sur le soutien des femmes à la tête de micro, petites et moyennes entreprises, par la littératie financière et des liens vers les marchés. Le programme a également permis d'aider les jeunes à améliorer leurs chances d'obtenir leurs premiers emplois, en appuyant l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et un programme de placement.

Depuis 2015, le programme a aidé les personnes touchées par le typhon Haiyan de 2013 à retrouver leurs moyens de subsistance. Il y a notamment eu une introduction de l'agriculture intelligente face au climat, un développement de la chaîne de valeur et d'autres efforts d'adaptation au climat. Les Philippines disposent d'un réseau bien établi pour les droits des femmes et l'équité entre les genres, qui jouera un rôle clé dans les programmes futurs pour lutter contre la pauvreté et les inégalités au pays. Les activités de programme récentes favorisaient aussi une croissance au service de tous.



Pays : Philippines © David Barbour



Principaux résultats

Grâce aux quatre projets du Canada pour l'après-typhon, 20 520 bénéficiaires (dont 67 % étaient des femmes) ont reçu des formations professionnelles axées sur le développement d'entreprises communautaires et 13 251 bénéficiaires ont reçu une formation en littératie financière (dont 69 % étaient des femmes). En outre, 1 131 bénéficiaires (dont 65 % étaient des femmes) ont reçu une formation sur les technologies pour l'agriculture et la pêche durables et résilientes et 828 bénéficiaires (dont 60 % étaient des femmes) ont reçu une aide technique pour la gestion des programmes d'épargne et de prêts.

Grâce au projet Aide à la reconstruction à la suite du passage du typhon Haiyan, mené en collaboration avec l'organisme humanitaire mondial Agence de développement et de secours adventiste :

- 1 131 bénéficiaires (dont 65 % étaient des femmes) ont reçu une formation professionnelle soucieuse de l'équité entre les genres et portant sur des technologies pour l'agriculture et la pêche durables et résilientes;
- 828 bénéficiaires (dont 60 % étaient des femmes) ont reçu une formation professionnelle complémentaire;
- 60 organisations communautaires ont reçu une aide technique en ce qui concerne la gestion des programmes d'épargne et de prêts.

Le projet Encourager une croissance inclusive, dirigé par la Banque asiatique de développement, a fourni des fonds à quatre régions par l'intermédiaire du mécanisme de subventions pour l'acquisition de compétences dans l'industrie du tourisme. Ce projet a bénéficié à 48 entreprises et a permis de former 7 550 agents de tourisme (dont 47,3 % étaient de femmes). Il a dépassé son objectif de former plus de 5 000 personnes de plus de 50 %.

PROGRAMME DE L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST

La région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se compose de 10 pays et compte une population de plus de 625 millions de personnes. Malgré l'importance économique croissante de l'ANASE, celle-ci est confrontée à des défis de taille en matière de développement; en effet, plus de 160 millions de personnes vivent encore dans la pauvreté.

Divers facteurs dans la région de l'ANASE constituent une menace réelle pour la progression continue de la réduction de la pauvreté et pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) du Programme pour 2030. Voici quelques-uns de ces facteurs :

- l'augmentation des disparités en matière de revenus, de gouvernance et d'occasions dans la région;
- la vulnérabilité par rapport aux catastrophes naturelles;
- la détérioration de l'environnement et de la base de ressources naturelles dont dépendent la plupart des personnes démunies.

L'aide au développement du Canada dans la région de l'ANASE est axée sur la croissance inclusive qui profite à tous. À cette fin :

- elle soutient les petites et moyennes entreprises (PME) et la gestion des risques de catastrophe;
- elle soutient la gouvernance inclusive;
- elle favorise et protège les droits de la personne dans les groupes vulnérables (ces groupes comprennent des femmes, des travailleurs migrants et des minorités ethniques).





Principaux résultats

Le projet Améliorer les droits des femmes en Asie du Sud-Est a été mené à bien avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes (ONU Femmes). Ce projet était axé sur la consolidation des droits des femmes. Il a permis l'adoption de mécanismes de responsabilisation et de suivi plus robustes concernant les droits des femmes au moyen du processus d'établissement de rapports de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

Depuis 2011, environ 1 140 défenseurs de l'égalité des genres dans huit pays de l'ANASE ont amélioré leurs connaissances et compétences liées à la Convention. Ces défenseurs comprenaient des représentants du gouvernement, des parlementaires, des représentants de la Cour suprême et des représentants des organisations de la société civile. Dans le même ordre d'idées, 25 lois ou stratégies ont été adoptées pour renforcer l'égalité hommes-femmes dans neuf pays de l'Asie du Sud-Est.

Le projet Action tripartite pour protéger et promouvoir les droits des travailleurs migrants dans la région de l'ANASE a été mené à bien avec l'Organisation internationale du Travail. Il a renforcé les mécanismes régionaux de politique et de gouvernance en matière de migration protégeant les nombreux hommes et femmes qui sont des travailleurs migrants dans la région de l'ANASE.

L'approche « tripartite plus » du projet rassemble des gouvernements, des employeurs et des employés, de même que des représentants des organisations de la société civile. Cette approche inclusive a renforcé le dialogue et le partage des connaissances au sujet des droits des travailleurs migrants.

Le projet a également permis de mettre au point des outils utiles et pratiques pour les responsables des politiques qui mettent en œuvre des programmes visant la protection des travailleurs migrants. Voici quelques-uns de ces outils :

- une réglementation en matière de recrutement;
- une orientation avant le départ;
- la prestation de services aux travailleurs migrants;
- l'établissement de programmes d'attachés;
- le recueil de statistiques et de données de surveillance sur la migration de la main-d'œuvre;
- la sensibilité à la problématique du genre;
- l'évaluation des politiques relatives à la migration de la main-d'œuvre.

Un autre projet était le projet Renforcement de la résilience des communautés aux catastrophes naturelles, mis en œuvre par la Croix-Rouge canadienne. Il a permis d'accroître la résilience des communautés aux catastrophes naturelles en soutenant un bassin de 174 employés et bénévoles formés. Ces membres du personnel et bénévoles font maintenant mieux connaître les changements climatiques à l'échelle nationale. Ils sont également mieux équipés pour exprimer les enjeux communautaires liés à la réduction des risques de catastrophe à l'échelle nationale et régionale.

L'une des grandes réussites du projet concerne l'importance de l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes en réponse aux catastrophes naturelles. Ce projet a permis de susciter une prise de conscience des gouvernements et d'autres acteurs clés par rapport à ce sujet crucial et leur a permis de mieux comprendre cette réalité. Par conséquent, plusieurs projets de lois et stratégies relatifs aux catastrophes dans la région de l'ANASE comprennent maintenant des considérations liées à l'égalité entre les hommes et les femmes.

PROGRAMME INTERAMÉRICAIN

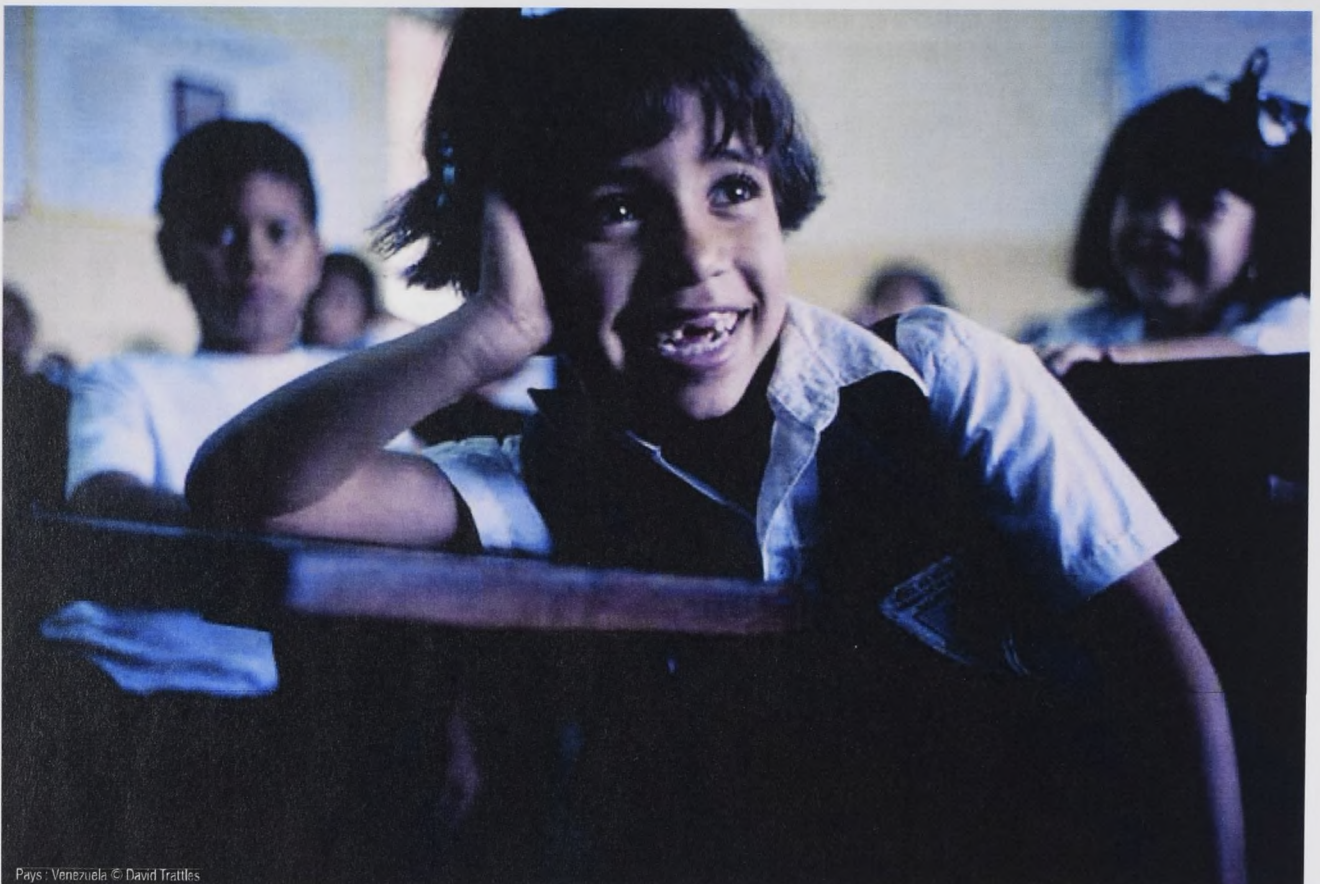
Le Programme interaméricain soutient les activités de développement régional dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette région présente les plus fortes inégalités au monde, tant sur le plan de la distribution de la richesse que de l'accès aux services de base et aux possibilités. Dix des 15 pays les plus inégalitaires du monde se trouvent en Amérique latine.

Une inégalité économique et sociale persistante touche de façon disproportionnée les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, particulièrement les populations autochtones, les descendants d'Africains, les femmes, les enfants et les jeunes. La violence et le crime organisé sont en hausse dans certaines régions d'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré le fait qu'elle compte moins d'un dixième de la population mondiale, un tiers des 450 000 meurtres annuels dans le monde ont lieu dans cette région. La criminalité et la violence sont de graves obstacles à une croissance économique inclusive et saine et contribuent à l'instabilité régionale et aux mouvements migratoires clandestins.

Le Programme interaméricain vise à lutter contre les inégalités dans la région en mettant l'accent sur les populations vulnérables, comme les femmes, les populations autochtones et les enfants. Les domaines d'intérêt sont :

- l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
- une croissance inclusive au service de tous;
- la dignité humaine;
- la gouvernance inclusive.

Le programme est axé sur des questions qui doivent être réglées à l'échelle régionale ou multilatérale, où l'on peut réaliser des économies d'échelle. Ces questions comprennent le renforcement des institutions, la création de cadres juridiques et l'harmonisation des normes sectorielles avec les pratiques internationales.



Pays : Venezuela © David Trattles



Le programme fournit un mécanisme pour mobiliser des organisations et des institutions multilatérales, régionales et canadiennes et pour créer des partenariats avec celles-ci. Le programme a, par exemple, permis de renforcer la capacité des institutions régionales clés à devenir plus efficaces et à être axées sur les résultats. Il s'agit notamment d'institutions telles que la Commission interaméricaine des droits de la personne et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

Principaux résultats

Avec le soutien du Canada, 10 406 nouveau-nés et enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de soins de santé intégrés, ce qui comprend les vaccinations et le développement de la petite enfance.

Le Canada a également financé le projet « L'énergie durable pour l'Amérique latine et la région des Caraïbes », dirigé par l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE en espagnol). Ce projet a permis d'améliorer la capacité de la région à élaborer des plans et des règlements énergétiques. On y est parvenu, en partie, lorsque 317 praticiens cadres ont suivi des programmes de formation sur la politique énergétique et l'inclusion sociale.

Le Programme interaméricain, par l'intermédiaire du Projet de systèmes intégrés de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes, a permis de former 2 046 professionnels de la santé de première ligne. Ce projet a été mis en œuvre par l'OPS. Il a également amélioré la prestation de soins de santé à des femmes et à des enfants en Bolivie, en Colombie, au Guyana, en Haïti, au Nicaragua et au Pérou.

PROGRAMME RÉGIONAL DES CARAÏBES

Les pays qui constituent les Caraïbes sont touchés de façon disproportionnée par des crises économiques, financières et environnementales. Leurs petites économies insulaires sont souvent incapables d'affronter des récessions économiques mondiales ou des événements météorologiques extrêmes tels que des ouragans.

Les niveaux de dettes élevés et la faible croissance ont entraîné une hausse de la pauvreté et de l'inégalité et se sont répercutés de manière négative sur le développement social. Il existe des disparités marquées entre les genres dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des revenus. Les femmes sont mal représentées dans les rôles de direction, et les taux de violence fondée sur le genre sont élevés.

Depuis longtemps, des liens solides unissent le Canada et les Caraïbes, notamment sur les plans des valeurs, des cultures et des relations entre leurs peuples. Par son aide internationale, le Canada contribue à la dignité humaine, à une croissance qui profite à tous, à l'environnement et à l'action climatique, ainsi qu'à une gouvernance inclusive dans la région.

Afin de répondre aux besoins des Caraïbes en matière de développement, le Canada travaille avec les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile en vue de créer une main-d'œuvre et un secteur privé plus concurrentiels, plus productifs et plus équitables du point de vue des genres. Ce travail consiste à apporter une assistance technique de manière à soutenir les micro, petites et moyennes entreprises et à augmenter l'accès aux possibilités de formation.



Région : Caraïbes © Virginia Boyd



Le Canada s'est engagé envers une gouvernance inclusive dans la région en renforçant la gestion des finances publiques, des institutions et des statistiques officielles. Il cherche également à améliorer l'administration de la justice dans la région des Caraïbes et l'accès à celle-ci. Il soutient les efforts destinés à renforcer la capacité régionale en matière d'adaptation et d'atténuation dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Il appuie également les efforts de renforcement des capacités en matière d'intervention en cas de catastrophe naturelle et de gestion d'une telle catastrophe. En outre, le Canada travaille en vue d'améliorer l'accès à des technologies propres, renouvelables et à haut rendement énergétique.

Principaux résultats

Par l'entremise du Centre régional d'assistance technique des Caraïbes du Fonds monétaire international, le Canada a aidé à favoriser une croissance économique durable dans la région. Huit pays ont mis en œuvre des réformes budgétaires stratégiques en vue de renforcer la discipline fiscale dans le processus budgétaire. Leurs réformes aident également le processus décisionnel en fournissant de meilleurs renseignements sur les priorités, les résultats et l'utilisation judicieuse des fonds publics.

En vue de mieux préparer les autorités à intervenir en cas d'urgence, le Canada a offert une formation en gestion des victimes et en soins et traitements d'urgence par l'intermédiaire de l'Organisation panaméricaine de la santé.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada, par l'entremise de l'Entraide universitaire mondiale du Canada, a appuyé l'accès à des techniques agricoles intelligentes et à de meilleures variétés de semences qui engendrent de meilleures récoltes et de meilleurs revenus. Par exemple, la densité de semis pour les bananes plantain au Guyana a augmenté en passant d'une moyenne de 525 plants à 596 plants par acre. Cette augmentation de la densité a engendré une récolte supplémentaire de 2 485 livres de bananes plantain par acre.

Depuis 2010, le Canada a aidé à créer plus de 11 595 emplois dans la région des Caraïbes par sa collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (5 595 emplois étaient les résultats directs des efforts du Canada, tandis que 6 000 emplois étaient des résultats indirects). Parmi ces nouveaux emplois, 80 % ont été pourvus par des femmes. Le Canada a pu atteindre ces résultats en appuyant le développement du secteur privé axé sur les exportations dans la région des Caraïbes.

PROGRAMME RÉGIONAL DES PANAFRICAIN

L'Afrique, le continent à la croissance la plus rapide au cours de la dernière décennie, a connu des progrès importants sur les plans économiques et sociaux. Le continent a également fait du chemin dans l'intégration et la collaboration des régions. Ces progrès sont essentiels au développement du continent. En Afrique, les économies sont faibles, il y a un certain nombre de pays enclavés et les problèmes transfrontaliers sont importants, y compris ceux qui sont exacerbés par les changements climatiques.

L'Afrique fait toutefois face à des défis énormes. Les pays africains se classent souvent parmi les derniers dans de nombreux domaines du développement humain. Les défis de développement de l'Afrique sont aggravés par la vulnérabilité du continent aux changements climatiques. Cela s'explique par une forte sensibilité du continent aux événements

environnementaux radicaux (sécheresse, tempête et température élevée), une infrastructure insuffisante (y compris l'infrastructure hydraulique) et une faible capacité d'adaptation. Cette situation aggrave l'insécurité alimentaire et fait augmenter la pauvreté.

Les femmes et les filles sont souvent les personnes qui souffrent le plus en Afrique. Les taux de violence fondée sur le genre sont d'un niveau inacceptable. Près d'une femme africaine sur deux a connu une sorte de violence sexuelle ou physique au cours de sa vie. Les femmes occupent également souvent des emplois vulnérables et peu rémunérés et ne peuvent pas participer de manière active et productive au commerce à l'échelle nationale et régionale.



Pays : Ghana © Roger LeMoine



Le Programme régional panafricain d'Affaires mondiales Canada appuie les objectifs de lutte contre la pauvreté et de développement pour l'ensemble de l'Afrique au moyen de l'intégration et de la collaboration des régions. En tant qu'initiative régionale, le programme examine les priorités de l'Union africaine afin d'aider à l'élaboration de programmes pertinents pour le continent.

Le programme met fortement l'accent sur la croissance économique inclusive et verte et, en particulier, sur le commerce intra-africain, l'infrastructure, la gouvernance des ressources naturelles et l'agriculture. Plus récemment, le programme a davantage mis l'accent sur l'égalité des genres, le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, ainsi que l'environnement et l'action pour le climat.

Principaux résultats

Le Canada a continué d'appuyer l'élaboration des projets liés à l'eau par l'entremise de la Facilité africaine de l'eau. Cette institution a mis à profit 162 millions de dollars en 2016. En tout, elle a mobilisé 1,5 milliard de dollars sur 10 ans pour financer des projets visant à aider :

- 6,3 millions de personnes à avoir accès à un système d'assainissement amélioré;
- 5,98 millions de personnes à avoir accès à de meilleures sources d'eau potable;
- 9 500 agriculteurs à bénéficier de l'irrigation et de meilleures pratiques en gestion de l'eau et des terres.

En augmentant l'efficacité de la gestion frontalière en Afrique de l'Est grâce à l'organisation TradeMark East Africa, le Canada a contribué à réduire le temps moyen d'importation ou d'exportation d'un conteneur vers l'Afrique de l'Est de 15,6 % et, ainsi, les coûts associés au commerce.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République démocratique du Congo se situe au 176^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. Des 76,9 millions d'habitants qui composent sa population, 87,7 % vivent avec moins de 1,25 \$ US par jour. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et le taux de mortalité des mères demeurent parmi les plus élevés au monde. Un enfant sur sept meurt avant l'âge de cinq ans et 13 femmes sur 1 000 meurent pendant l'accouchement.

Les mariages précoces sont fréquents. Selon un rapport de la Banque mondiale sur le mariage des enfants, 40 % des femmes adultes sont mariées avant l'âge de la majorité, dont 11 % avant l'âge de 15 ans. Une proportion importante des naissances concerne des adolescentes, dont 4 % ont des enfants avant l'âge de 15 ans et 23 % entre 15 et 19 ans.

La République démocratique du Congo se remet de décennies de dictature et de guerre civile qui ont entraîné la mort de plus de 5 millions de personnes. Le pays reste fragile et les structures gouvernementales existantes ne suffisent pas à répondre aux besoins de la population.

Malgré la tenue d'élections nationales en 2006 et en 2011, le pays affiche encore une situation précaire en ce qui concerne la gouvernance inclusive et responsable, le pluralisme pacifique, ainsi que le respect des droits de la personne, dont les droits des femmes. En outre, il continue de faire face à une transition démocratique incertaine. L'urgence humanitaire est toujours d'actualité et les violences sexuelles restent fréquentes.



Pays : République démocratique du Congo © Annie Simard



Les quatre domaines du programme d'action du Canada en République démocratique du Congo sont l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, la dignité humaine, la gouvernance inclusive, et la paix et la sécurité.

Principaux résultats

En 2016, 1 729 personnes, dont 1 560 femmes et 169 hommes, ont été formées à la gestion d'activités génératrices de revenus liées au secteur agricole. Cette formation faisait partie du projet Lutte contre l'impunité et appui aux survivants de violences sexuelles.

En 2016, le Canada a apporté son soutien à Développement et Paix dans le cadre d'un projet visant à accroître la participation de la population au processus électoral et à la vie démocratique. Cet organisme a touché plus de quatre millions de Congolais, et les femmes représentaient 53 % des participants. Près de 170 000 séances de remue-méninges locales ont eu lieu pour discuter de la situation en République démocratique du Congo. Ces séances ont également porté sur un engagement non violent en opposition à la violence et à la passivité, et sur la tenue d'élections pacifiques.

Dans le cadre d'un projet d'appui au système de santé de la province de Kinshasa, le Canada a financé des structures de santé pour faciliter la formation, la dotation en personnel, la construction et la rénovation. En quatre ans, le taux de consultations prénatales a augmenté de près de 8 %. Ces consultations aideront à réduire le nombre de décès de nourrissons et de mères pendant l'accouchement.

SÉNÉGAL

DÉMOGRAPHIQUE

Le Sénégal a acquis une réputation pour sa démocratie dynamique, qui fait suite à des décennies de transitions politiques pacifiques marquées par la liberté de la presse, les progrès réalisés en matière d'égalité des genres et la liberté d'association. En 2012, le gouvernement a proposé une stratégie ambitieuse, le Plan Sénégal Émergent, qui vise à accélérer le passage du Sénégal vers un statut d'économie de marché émergente.

Le gouvernement a entrepris d'importantes réformes et le pays enregistre des progrès. Toutefois, malgré les gains récents, le Sénégal ne se classe encore qu'au 162^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD. La faible qualité de l'enseignement se traduit par des taux élevés d'échecs et d'abandon, notamment chez les filles. La grande proportion de jeunes dans la population représente un défi à la formation et exerce une pression sur le marché du travail.

Des pratiques dangereuses pour la santé des femmes et des filles sont toujours en vigueur et continuent de porter atteinte aux droits des femmes et des filles. Ces pratiques comprennent les mariages et les grossesses précoces, ainsi que la limitation de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Malgré une importante augmentation de la production agricole, le Sénégal lutte contre les effets des changements climatiques, qui menacent la productivité de son secteur agricole.

Face à ces défis, dans le cadre de son programme pour le Sénégal, le Canada oriente son aide vers des secteurs qui répondent aux besoins des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, conformément à la vision détaillée dans le Plan Sénégal Émergent. Le Canada offrira de l'assistance dans les domaines suivants :



Pays : Sénégal © Pierre St-Jacques



- dignité humaine
 - par l'éducation, la formation professionnelle et les services de santé sexuelle et reproductive;
- gouvernance inclusive
 - par la gestion des finances publiques et des droits de la personne;
- croissance au service de tous
 - par la gestion agricole et la gestion de l'eau.

Principaux résultats

Dans le secteur de l'éducation, l'aide au développement officielle du Canada a permis de distribuer 1,5 million de manuels scolaires en 2016-2017. Cette initiative a amélioré l'accès à l'enseignement primaire, en plus d'en rehausser la qualité, pour les élèves de 5^e et de 6^e année dans l'ensemble du Sénégal.

En ce qui concerne la gouvernance, le Canada offre un appui important pour la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent. Il soutient également la mise en œuvre de réformes majeures pour améliorer le rendement des institutions publiques du Sénégal et la croissance de son économie. Le Plan Sénégal Émergent a obtenu un soutien budgétaire général, qui a permis au Sénégal de contenir l'inflation et de réduire le déficit public à un niveau près de la cible définie par l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Le pays a également enregistré une croissance économique de 6,6 %.

Le Canada aide également les populations les plus vulnérables au Sénégal à accroître leurs revenus issus d'activités agricoles, notamment par l'introduction de technologies de transformation des aliments plus efficaces et plus écologiques. Grâce à celles-ci, les agriculteurs appuyés par le Canada, en Casamance, ont augmenté leurs revenus annuels de plus de 25 % au cours de la dernière année.

SOUDAN DU SUD

Le Soudan du Sud demeure l'un des pays les plus pauvres et les plus instables de la planète. Les conflits armés prolongés et la violence ethnique, les violations répandues des droits de la personne et le déclin économique rapide ont continué de faire augmenter les besoins en matière d'aide humanitaire et de développement au cours des dernières années. Le Soudan du Sud occupe le 181^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD.

Les indicateurs de la santé du pays sont parmi les pires au monde et le taux d'alphabétisation chez les adultes est de seulement 27 %. La production alimentaire s'est effondrée et l'insécurité alimentaire et la malnutrition ont atteint des niveaux sans précédent. Plus d'une personne sur trois au Soudan du Sud est actuellement considérée comme en situation d'insécurité alimentaire grave.

Les femmes et les filles font face à des défis particuliers, notamment à des niveaux importants de violence sexuelle et fondée sur le genre et à un taux de mortalité maternelle extrêmement élevé. Une femme au Soudan du Sud a environ une chance sur sept de mourir pendant l'accouchement.

Le programme de développement d'Affaires mondiales Canada au Soudan du Sud est axé sur la satisfaction des besoins fondamentaux des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, particulièrement les femmes et les filles. Cela comprend le soutien de services de santé de base, en mettant l'accent sur les besoins et les droits des femmes et des filles. On soutient également les efforts visant à accroître la production alimentaire locale, à améliorer les moyens de subsistance et à renforcer la résilience à la faim.



Pays : Soudan du Sud © David Barbour



Principaux résultats

Le Fonds commun pour la santé Soudan du Sud, qui a de multiples donateurs et est soutenu en partie par Affaires mondiales Canada, a joué un rôle clé dans l'amélioration de l'accès aux services de santé de base pour les populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles. Depuis 2012-2013, le soutien fourni par ce fonds à plus de 1 000 établissements de santé a permis :

- d'offrir plus de 8 millions de consultations à des patients;
- d'augmenter le pourcentage d'accouchements en établissement de santé en présence de sages-femmes qualifiées de 50 % à 62 %;
- d'augmenter le nombre de nouveaux utilisateurs de moyens de contraception de 4 700 à près de 13 000.

En 2016 seulement, plus de 78 000 enfants de moins d'un an ont été entièrement vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada, par l'entremise du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a aidé 65 sages-femmes étudiantes à obtenir leur diplôme d'un institut de formation en santé national. Depuis le début du projet, en 2012-2013, 307 travailleurs de la santé, dont 238 sages-femmes, ont été diplômés des instituts de formation en santé soutenus par Affaires mondiales Canada. Cela a permis de grandement améliorer l'accès à des services de santé de qualité et sensibles au genre pour les femmes vulnérables en âge de procréer.

Depuis 2015-2016, Affaires mondiales Canada travaille avec des partenaires pour répondre aux besoins alimentaires, protéger les moyens de subsistance et renforcer la résilience de plus de 475 000 personnes vulnérables du Soudan du Sud. Affaires mondiales Canada a mené ces efforts grâce au Programme alimentaire mondial, à Vision mondiale, à CARE Canada et à Oxfam.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada, par l'entremise de l'organisation Journalistes pour les droits de la personne, a offert soutien et mentorat à 46 journalistes (dont 15 femmes journalistes) et à 31 femmes journalistes pigistes et blogueuses. Cet appui a aussi aidé à produire 166 reportages, dont 32 reportages radiophoniques sur les droits de la personne, en mettant l'accent sur les questions de genre. Les reportages dans la presse écrite ont atteint un public estimé à 8 000 lecteurs quotidiens alors que les reportages à la radio ont attiré environ un million d'auditeurs.

En 2016-2017, le Canada a versé 950 000 \$ au Soudan du Sud pour prévenir la violence tout en soutenant le dialogue, la réconciliation et la résolution des conflits dans les collectivités locales.

SRI LANKA

Le Sri Lanka est un pays à revenu moyen inférieur qui a réalisé des progrès économiques considérables depuis la fin, en 2009, de conflits armés qui ont duré plusieurs décennies. Malgré des normes de santé et d'éducation relativement bonnes, les gains enregistrés par le Sri Lanka sur le plan du développement sont inégaux.

Il existe des disparités importantes selon les régions, avec des foyers de pauvreté qui se trouvent principalement dans les provinces du nord, du centre et de l'est. La compétitivité et les perspectives de croissance économique restent précaires. Cette situation s'explique en partie par des problèmes liés au travail comme la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la faible productivité, la faible participation des femmes à la population active officielle et le chômage des jeunes.

Le Sri Lanka fait également face à des défis continus et importants en ce qui a trait à la réconciliation, à la paix et à la stabilité à long terme. Il est notamment nécessaire d'établir des systèmes de gouvernance solides et

d'assurer l'inclusion des minorités, ainsi que des groupes marginalisés et vulnérables, dans toutes les sphères de la vie. Les femmes et les filles font face à des défis supplémentaires, notamment à une forte incidence de violence sexuelle et fondée sur le genre. En outre, les organisations de promotion des droits de la femme à l'échelle locale n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer une défense des intérêts efficace.

En 2016-2017, le programme de développement d'Affaires mondiales Canada pour le Sri Lanka a soutenu le bien-être économique et l'intégration sociale des personnes pauvres et des plus vulnérables, notamment les femmes et les filles et les personnes touchées par le conflit du Sri Lanka. Le soutien du Canada a contribué à renforcer :

- la production agricole et le développement d'entreprises par d'anciennes personnes déplacées dans leur propre pays;
- les compétences professionnelles des jeunes dans les métiers à forte demande, comme dans le tourisme d'accueil et la construction.



Pays : Sri Lanka © Lorenzo Moscia



Principaux résultats

Le Canada a continué de soutenir le Projet de développement agro-économique dans trois districts de la province du nord du Sri Lanka.

En 2016-2017, le projet a permis de renforcer les capacités de neuf organisations de producteurs agricoles et de leurs 9 281 membres, dont 2 347 femmes. En fournissant des services de développement des entreprises, des formations techniques et des intrants agricoles, le Canada aide les organisations et leurs membres à accroître leur production, leur transformation et leurs ventes. La plupart des personnes recevant de l'aide ont été déplacées par la guerre civile qui s'est terminée en 2009.

Depuis 2014, le soutien continu du Canada au projet Perfectionner les compétences spécialisées pour la transformation économique (ASSET), au Sri Lanka, a permis de renforcer les compétences professionnelles de 2 835 jeunes (dont 743 femmes). L'initiative a également permis de créer 1 521 emplois dans le secteur privé (dont 434 pour les femmes) dans des métiers comme le tourisme d'accueil et la construction. Il a été possible d'obtenir ces résultats en appuyant la révision des cours de formation professionnelle pour mieux refléter les priorités commerciales, et en formant les instructeurs et les jeunes.

SYRIE

La violence en Syrie continue et le conflit montre peu de signes d'atténuation. Il y a environ 6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et les besoins humanitaires augmentent. Le niveau de destruction et d'effondrement des services sociaux a eu une incidence sur la capacité des collectivités de maintenir les moyens de subsistance, les services essentiels et les actifs productifs.

Le conflit a radicalement transformé la démographie d'une région caractérisée par un équilibre ethnique et religieux déjà précaire et la rareté des ressources. Les réfugiés de la Syrie et de l'Irak ont franchi en masse les frontières des États voisins afin d'échapper aux combats. La majorité d'entre eux a été absorbée dans les collectivités locales de la Turquie, du Liban et de la Jordanie. Par conséquent, la population de ces villes, lesquelles peinaient déjà à fournir les services essentiels, a doublé, voire triplé.

Le Canada met en œuvre une stratégie complète sur trois ans (2016-2019) en matière de sécurité, de stabilisation et d'aide humanitaire et d'aide au développement, en réaction aux crises qui sévissent en Irak et en Syrie et aux conséquences qu'elles ont en Jordanie et au Liban. Dans le cadre de cette stratégie, les programmes du Canada pour le développement en Syrie sont concentrés sur ce qui suit :

- renforcer la résilience des personnes, des ménages, des collectivités et des systèmes afin qu'ils puissent mieux résister aux effets de la crise;
- permettre à la communauté internationale et aux Syriens de se préparer à la reconstruction du pays.

Compte tenu des besoins immédiats à l'intérieur de la Syrie et des défis en cours pour fournir une aide au développement à long terme aux Syriens, le soutien du Canada est fortement axé sur l'aide humanitaire vitale à court terme.



Pays : Syrie © CARE / Kerry Kate MacIsaac



Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada s'est engagé à verser 100 millions de dollars pendant les trois prochaines années au UNHCR suite à la crise syrienne. Avec le soutien du Canada, le UNHCR aide des milliers de réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées en leur offrant des services d'aide financière en espèces, de protection, de santé et d'éducation en Jordanie, au Liban, en Égypte, en Turquie, en Syrie et en Irak.

En 2016-2017, l'aide au développement du Canada a permis de renforcer les capacités d'environ 150 000 habitants (y compris des personnes déplacées à l'intérieur du pays) dans un district aux prises avec les effets négatifs du conflit en cours. Les services de santé pour ces habitants ont été rehaussés grâce aux améliorations apportées à ce qui suit :

- 24 établissements de soins de santé primaires qui répondent aux besoins fondamentaux en soins;
- un établissement de soins de santé secondaires qui fournit du soutien pour répondre à des besoins particuliers en soins;
- deux centres de traumatologie locaux;
- un centre de traitement des maladies non transmissibles.

La fourniture d'intrants agricoles essentiels à 1 669 agriculteurs a permis de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance économiques dans le district. De plus, la capacité du district à faire face aux incidents faisant de nombreuses victimes a été renforcée par de la formation (préparation et intervention d'urgence) et du matériel donnés à 11 équipes d'intervention d'urgence locales (190 membres, dont 76 femmes et 114 hommes).

En 2016-2017, le Canada, en collaboration avec la Finlande, a appuyé la préparation du rapport du PNUD intitulé « Never Too Early to Plan ». Le rapport a examiné les leçons retenues et les pratiques exemplaires des précédentes reconstructions; cela pourra aider à mieux planifier ce qu'il faudra faire en Syrie après le conflit.

En 2016-2017, par l'entremise de programmes de stabilisation, le Canada a soutenu les volontaires de la Défense civile syrienne (les Casques blancs) en Syrie pour protéger les civils et réduire les déplacements liés aux conflits grâce au développement et à l'expansion de systèmes d'alerte précoce pour les raids aériens. On estime que les Casques blancs ont sauvé des milliers de vies par leurs interventions d'urgence.

En 2016-2017, grâce à l'aide humanitaire canadienne en Syrie, plus de 6,6 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire. Avec d'autres donateurs, le Canada a donné des fonds à l'UNICEF en 2016, qui ont permis l'approvisionnement d'urgence en eau de plus de 1,7 million de personnes et de fournir un accès à l'eau potable à plus de 14 millions de personnes.

TANZANIE

La Tanzanie est l'un des pays les plus pacifiques et les plus stables d'Afrique et a connu une décennie marquée par une forte croissance et une chute des taux de pauvreté. Des gains importants ont été enregistrés dans des domaines comme la santé, l'éducation, la réduction de la mortalité infantile et l'accès à l'eau potable. Cela dit, la Tanzanie se classe toujours au 152^e rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 du PNUD.

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté demeure élevé et les disparités augmentent entre les régions rurales et urbaines. Il existe plusieurs facteurs qui risquent de nuire à une croissance soutenue et inclusive, notamment :

- une population en majorité jeune et peu qualifiée;
- une faible productivité (en particulier dans les régions rurales, qui sont habitées par près de 70 % de la population);
- des institutions faibles;

- un environnement d'affaires de plus en plus exigeant;
- des inégalités entre les genres.

La Tanzanie est déterminée à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) ciblés d'ici 2030 et à obtenir le statut de pays à revenu moyen d'ici 2025. Elle prévoit y arriver en partie grâce à des politiques visant l'industrialisation de l'économie du pays.

En 2016-2017, l'aide fournie par le Canada à la Tanzanie visait à réduire la pauvreté et les inégalités. Cette assistance a permis de promouvoir les bienfaits d'une population en meilleure santé et mieux instruite, et les politiques, les programmes et les projets connexes qui entraîneront une croissance qui profitera à tous. L'aide canadienne en matière de santé est assurée par des systèmes et des services de santé améliorés, notamment en ce qui a trait à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. L'aide fournie par le Canada est principalement axée sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente.



Pays : Tanzanie © Anshu Prasad



Par l'entremise d'un programme d'éducation, le Canada appuie la formation des enseignants comme stratégie pour améliorer la qualité de l'éducation. La croissance inclusive a été axée sur le soutien aux PME, le développement des compétences, la gouvernance responsable et transparente des ressources naturelles et l'amélioration du milieu d'affaires.

Principaux résultats

Grâce au soutien du Canada en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente, 1 012 femmes souffrant de fistules ont pu se faire opérer. Comme cette affection peut rendre une personne incontinente, ces femmes se sont ainsi libérées de la stigmatisation qui y est associée. Plus de 11 000 adolescents ont également reçu des services de santé sexuelle et reproductive en fonction de leurs besoins.

Grâce au renforcement des systèmes de santé, 1 296 fournisseurs de soins de santé ont été formés, dépassant de 30 % la cible de 1 000. Le taux de mortalité néonatale dans 22 établissements publics, soutenus par le programme canadien, est passé de 13,6 à 13,18 pour 1 000 naissances vivantes au cours de la période de déclaration de 2012-2017. Bien que le taux de mortalité maternelle soit passé de 88 à 91,99 pour 100 000 naissances vivantes par rapport à la période précédente, il est encore bien inférieur à la moyenne nationale de 556 de la Tanzanie.

Le Canada a soutenu les efforts menés par le gouvernement tanzanien pour moderniser les collèges de formation des enseignants afin d'améliorer la qualité des diplômés de cette profession. Les efforts ont porté sur l'aide à l'approvisionnement. Sept contrats sur huit ont été signés et les travaux ont commencé dans quatre collèges.

En 2016, le soutien du Canada a permis d'améliorer l'accès aux services financiers pour les pauvres. Ainsi, un portail de financement des PME a été utilisé par 117 000 PME. De plus, 1 000 négociants agricoles, qui autrement n'auraient pas eu droit au crédit, ont reçu du financement grâce à un mécanisme de financement de l'agriculture.

Ce mécanisme a été élaboré par l'intermédiaire de la National Microfinance Bank et de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Le mécanisme a également donné lieu au lancement d'une solution bancaire mobile novatrice qui a permis de créer 775 685 comptes bancaires. Environ la moitié de ces comptes ont été créés pour des personnes qui n'en avaient pas auparavant.

En outre, les résultats en matière d'égalité des genres ont permis à davantage de femmes d'accéder à des programmes de formation professionnelle, y compris des programmes non traditionnels. Dans certains programmes courts, les femmes représentaient 48 % des diplômés.

Le soutien aux institutions gouvernementales visant à améliorer le secteur de l'extraction a entraîné une augmentation de la collecte de recettes fiscales et non fiscales par l'État. Cette hausse du budget a permis à la Tanzanie de mieux mettre en œuvre son programme de développement.

UKRAINE

Après la « révolution de la dignité » de l'Ukraine, en 2014, le pays a dû faire face à des défis politiques et économiques de taille. Bien que l'Ukraine ait réalisé des progrès considérables, les efforts de réformes démocratiques et économiques du pays sont durement touchés par le conflit prolongé dans l'est de l'Ukraine. Ces affrontements représentent une menace non seulement pour l'intégrité territoriale du pays, mais aussi pour son développement social, économique et politique.

Le Canada a augmenté son aide au développement en Ukraine afin de réduire la pauvreté dans le pays en soutenant les efforts visant à stabiliser l'économie et à réduire la vulnérabilité des citoyens. L'aide du

Canada vise également à renforcer la démocratie du pays grâce à une participation accrue des citoyens, au renforcement des médias et d'une justice indépendants et à la promotion de l'état de droit. Le Canada est, grâce à ses programmes de développement actuels, l'un des principaux défenseurs des efforts de réformes économiques et démocratiques de l'Ukraine, en particulier dans des domaines critiques comme les réformes en matière de gouvernance, de fiscalité et d'agriculture.



Pays - Ukraine © Ambassade du Canada en Ukraine / Yulia Koba



Principaux résultats

En 2016-2017, le Canada a lutté contre les stéréotypes fondés sur le genre et la discrimination en renforçant les normes sur l'égalité des genres dans le journalisme par l'entremise du projet Renforcement du journalisme d'enquête. Ce projet a permis de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques en matière d'égalité des genres dans cinq salles de presse partenaires. Ce soutien a entraîné une augmentation constante de la production de contenu médiatique équilibré entre les genres et inclusif, atteignant un public potentiel de 14 millions de téléspectateurs.

En 2016-2017, le Canada a appuyé l'expansion du système d'aide juridique de l'Ukraine pour ajouter plus de 500 bureaux d'aide juridique locaux dans tout le pays afin d'offrir des services d'aide juridique gratuits, y compris aux citoyens les plus marginalisés et les plus vulnérables. Cette expansion a permis de garantir une meilleure protection des droits des citoyens et de faciliter leur accès à la justice. Au cours de cette période, plus de 387 000 clients ont reçu de l'aide juridique pour des questions civiles et administratives.

En 2016-2017, le gouvernement de l'Ukraine a reconnu la réussite du modèle de justice pour les jeunes et a adopté une loi nationale sur la probation afin d'élargir l'application du modèle aux adultes. Le Canada a appuyé le ministère de la Justice de l'Ukraine en collaborant avec lui pour présenter le premier système de probation et établir des centres de fréquentation obligatoires pour les jeunes dans six villes du pays. Ces centres ont déjà fourni des services de réadaptation et d'intégration indispensables à 400 enfants.

En 2016-2017, environ 16 700 personnes, réparties dans 5 568 ménages, qui avaient perdu leurs actifs agricoles pendant le conflit dans l'est de l'Ukraine ont reçu des fournitures agricoles essentielles. Le Canada leur a notamment fourni des semences et de la nourriture pour animaux afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance des personnes touchées par le conflit.

VIETNAM

Le Vietnam a mis en œuvre des mesures de libéralisation de l'économie qui lui ont permis d'afficher une croissance économique et un recul de la pauvreté importants ces 10 dernières années. Néanmoins, le Vietnam demeurant un État à parti unique, la corruption, la réglementation excessive et les contrôles de l'État continuent de faire obstacle au développement.

Le Canada demeure préoccupé par le droit à la liberté d'expression et d'association au Vietnam. Il subsiste d'importants foyers de pauvreté, concentrés principalement dans les zones frontalières du Nord et dans le centre du pays. C'est aussi l'un des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques.

Depuis que le Vietnam est devenu admissible à l'aide canadienne au développement en 1990, le Canada a versé plus de 1,3 milliard de dollars pour des projets réalisés dans ce pays. En 2015-2016, le financement total canadien au Vietnam s'est chiffré à 73,77 millions de dollars.

Le programme de développement du Canada donne suite à la demande d'assistance technique spécialisée du gouvernement du Vietnam et se concentre principalement sur les programmes à l'appui d'une croissance verte et inclusive. Tous les projets tiennent également compte de l'égalité des genres. Les projets en cours visent à :

- renforcer les fondements de l'économie;
 - afin d'établir un contexte propice à la croissance et à l'épanouissement du secteur privé;
- améliorer l'enseignement technique et professionnel;
 - de sorte que le secteur privé puisse embaucher la main-d'œuvre dont il a besoin au moment où le Vietnam s'intègre à l'économie mondiale et y est concurrentiel;
- aider les entreprises à prendre de l'expansion en leur donnant un meilleur accès au crédit et aux services d'aide au développement des entreprises.



Pays : Vietnam © Nick Weardor



Principaux résultats

En 2016-2017, plusieurs projets ont permis de renforcer les chaînes de valeur agricole, et de soutenir la création de coopératives. Par exemple, le Projet de développement des entreprises coopératives au Vietnam, dirigé par le partenaire SOCODEV, a récemment créé des coopératives dans certaines chaînes de valeur ciblées, comme le pomelo et la pitahaya. Ces coopératives ont contribué à améliorer la vie des agricultrices et des agriculteurs.

En 2016-2017, les programmes des écoles de formation agricole ont contribué à améliorer la capacité de gestion et les pratiques agricoles et environnementales de 858 ménages. Grâce à un partenariat agricole avec la province de Ha Tinh, les revenus des ménages par culture pour les agriculteurs participants ont sensiblement augmenté depuis le début du projet.

Un certain nombre de projets ont pu compter sur un partenariat avec le syndicat des femmes du Vietnam. Avec l'appui du Canada, le syndicat a aidé des PME appartenant à des femmes dans la province de Sóc Trăng. Il a également dispensé une formation en matière de gestion financière, de gestion d'un ménage et de division du travail non basée sur les genres pour les producteurs de café dans les hautes terres centrales.

Le projet de compétences pour l'emploi au Vietnam s'inspire des pratiques exemplaires du modèle des collèges communautaires canadiens pour moderniser le réseau d'enseignement technique et professionnel du Vietnam. Deux centres de formation ont été mis sur pied afin d'aider les dirigeants des collèges à mettre au point de nouveaux types de programmes axés sur les compétences. Ces centres permettront de produire les connaissances et les compétences nécessaires à l'appui de la croissance rapide de l'économie du Vietnam.

Le Canada a favorisé l'épanouissement de la société civile afin qu'elle puisse apporter une contribution importante et croissante au développement socioéconomique du Vietnam. Grâce au projet Partenariats avec les médias pour améliorer les politiques économiques, 2 300 participants (dont la moitié était des femmes) ont pu suivre une formation relative au dialogue sur les politiques. Des journalistes, des représentants d'organismes de la société civile, des agents du gouvernement et d'autres participants ont ainsi accru leur capacité de contribuer à l'élaboration des politiques.

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE PAR MINISTÈRE

AFFAIRES MONDIALES CANADA

Affaires mondiales Canada est le ministère responsable de la prestation de l'aide internationale du Canada. Le Ministère collabore avec des pays partenaires, les principaux partenaires multilatéraux, des organisations canadiennes, des partenaires du secteur privé, d'autres pays donateurs et d'autres ministères à l'exécution de ses programmes pour le développement, la paix et la sécurité. Lorsque survient une catastrophe, une crise ou un conflit grave, le Ministère fournit une aide humanitaire pour sauver des vies et alléger les souffrances. Affaires mondiales Canada a mené un examen approfondi de son aide internationale tout au long de 2016-2017 et a rendu publique, le 9 juin 2017, la nouvelle Politique d'aide internationale féministe.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministère des Finances octroie des fonds au Groupe de la Banque mondiale en vue d'obtenir des résultats dans tous les domaines qui sont prioritaires pour le gouvernement du Canada en matière de développement. Il offre notamment un appui à l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale, qui vise principalement à octroyer des subventions et des prêts assortis de conditions favorables aux pays à faible revenu, ainsi que des subventions aux États fragiles et touchés par un conflit et à d'autres pays présentant un risque de surendettement. De plus, le Ministère appuie l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en vue de réduire les paiements au titre du service de la dette dans les pays en développement.

IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a un important rôle à jouer pour aider le Canada à s'acquitter de ses obligations internationales et à perpétuer sa tradition d'aide humanitaire. Le Ministère mobilise les intervenants nationaux et internationaux afin d'élaborer des politiques et des programmes de protection des réfugiés efficaces et de les mettre en œuvre en temps opportun. La promotion des droits de la personne et la protection des réfugiés constituent une pierre angulaire de l'action humanitaire traditionnelle du Canada depuis la Seconde Guerre

mondiale. En 2016-2017, le Canada a réinstallé 13 070 réfugiés pris en charge par le gouvernement, 16 600 réfugiés bénéficiant d'un parrainage privé et 2 562 réfugiés recommandés par le Programme mixte des réfugiés désignés venant de partout dans le monde. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada continue de prendre des engagements pluriannuels visant à réinstaller les réfugiés pris en charge par le gouvernement. Le ciblage de populations précises sur plusieurs années permet au Ministère de concentrer ses efforts, de maximiser les ressources et de conserver la latitude voulue pour s'adapter à l'évolution de la situation et aux crises émergentes, le cas échéant. Les engagements pluriannuels d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada aideront le Canada à améliorer les résultats relatifs aux réfugiés, car le Ministère fournira aux collectivités et aux organismes de réinstallation des renseignements propres à chaque groupe avant l'arrivée des réfugiés au Canada.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer le niveau de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. En réunissant les bons partenaires autour des projets ayant le plus de poids, le CRDI forme les dirigeants d'aujourd'hui et de demain et stimule le changement pour ceux qui en ont le plus besoin. L'action du CRDI cible les trois domaines thématiques suivants : l'agriculture et l'environnement, les économies inclusives, et la technologie et l'innovation.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

La Gendarmerie royale du Canada déploie des policiers canadiens dans le cadre d'opérations de paix partout dans le monde. Les policiers canadiens contribuent à l'acquisition et au renforcement des capacités relatives à l'application de la loi dans les pays à risque. En renforçant la capacité qu'ont les polices étrangères de maintenir l'ordre public, les policiers canadiens, en collaboration avec des partenaires internationaux, contribuent à accroître la sécurité et la stabilité dans le monde.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA

Environnement et Changement climatique Canada appuie diverses organisations multilatérales pour aider les pays en développement à améliorer les conditions environnementales et à faciliter l'adaptation aux changements climatiques ainsi que leur atténuation. Ces actions améliorent la vie des populations vulnérables dans les pays en développement. En 2016-2017, le Ministère a octroyé une aide au développement officielle (ADO) de 16,63 millions de dollars, principalement sous forme d'aide à des organisations environnementales multilatérales qui assurent une coopération technique et le renforcement des capacités des pays en développement. Environnement et Changement climatique Canada contribue également à divers volets de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le ministère de la Défense nationale apporte une aide humanitaire aux pays en développement qui sont admissibles à l'ADO et soutient dans une certaine mesure le renforcement de leurs capacités. En 2016-2017, mentionnons le déploiement de l'Équipe canadienne d'évaluation des catastrophes dans le contexte de l'aide humanitaire que le Canada a fournie après un tremblement de terre en Équateur et un ouragan en Haïti. En outre, le Ministère a poursuivi le déploiement de l'opération PROTEUS. Par l'intermédiaire de l'opération PROTEUS, les Forces armées canadiennes ont appuyé les efforts du coordonnateur de la sécurité des États-Unis visant à favoriser la coordination en matière de sécurité entre Israël et l'Autorité palestinienne, et à renforcer les capacités de sécurité de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

L'Agence du revenu du Canada fournit des connaissances et un soutien technique aux administrations fiscales des pays en développement, sur les plans bilatéral et multilatéral, en tant que membre important d'organisations fiscales internationales et régionales. En 2016-2017, elle a notamment aidé des pays en développement à renforcer leur capacité fiscale afin de mieux mobiliser les ressources intérieures et de participer à part entière aux discussions fiscales mondiales pour ainsi profiter de la mise en œuvre des normes fiscales internationales.

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA

L'Agence de la santé publique du Canada représente le Canada auprès de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et fournit une expertise technique pour appuyer la mise en œuvre de la réglementation sanitaire internationale dans les Amériques. La participation de l'Agence à l'OPS a contribué à renforcer la capacité globale qu'ont les États membres de détecter, d'évaluer, de rendre publics les événements et les urgences de santé publique, et d'intervenir. L'Agence de la santé publique du Canada a également fourni des ressources à l'appui de divers programmes de renforcement des capacités et de partage des connaissances en déployant notamment des efforts pour mieux gérer le VIH/sida en Afrique, renforcer les capacités des laboratoires relativement au virus Zika dans la région des Caraïbes et renforcer la capacité nationale de réglementation de la sécurité alimentaire dans la collectivité des Caraïbes.

INNOVATION, SCIENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

Innovation, Sciences et Développement économique Canada soutient l'Union internationale des télécommunications, organisme spécialisé des Nations Unies chargé de coordonner le développement des télécommunications à l'échelle mondiale. Ce soutien aide les États membres à sauver des vies en cas de catastrophe, grâce au déploiement de matériel de télécommunications d'urgence.

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA

Emploi et Développement social Canada négocie et met en œuvre les dispositions des accords de libre-échange qui concernent le travail, afin de protéger les droits des travailleurs et les principes du travail et d'appliquer les lois nationales sur le travail. Le Ministère, par l'intermédiaire de son Programme du travail, fournit une ADO destinée à aider les pays partenaires à développer leur capacité d'appliquer les lois sur le travail en vigueur et à moderniser la politique et l'administration du travail. Des ressources financières sont fournies aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales (ONG) régionales afin que ces dernières réalisent des projets au nom du Canada. L'aide fournie par Emploi et Développement social Canada favorise une meilleure application des lois nationales sur le travail, ainsi qu'un plus grand respect des droits et des principes du travail internationalement reconnus.

RESSOURCES NATURELLES CANADA

Ressources naturelles Canada est un chef de file reconnu dans les domaines de l'énergie, des forêts, des minéraux et des métaux. Le Ministère applique également son expertise dans le domaine des sciences de la Terre afin de bâtir et de tenir à jour une base de connaissances sur la masse continentale du Canada. Ressources naturelles Canada, grâce au projet de renforcement des capacités géoscientifiques nationales en Ukraine, a aidé les organes de la Commission géologique nationale de l'Ukraine à produire, à gérer et à diffuser en ligne les connaissances, l'information et les données géoscientifiques de leur territoire.

PARCS CANADA

Les activités d'ADO de Parcs Canada englobent la contribution annuelle de base du Canada au Fonds du patrimoine mondial de l'UNESCO, et ses cotisations de membre au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels et à l'Union internationale pour la conservation de la nature.

POSTES CANADA

Postes Canada verse des quotes-parts pour l'ADO à l'Union postale universelle. Une partie de ces contributions sert à fournir une assistance technique aux pays en développement en vue de réduire les carences qui existent dans le domaine postal entre les pays industrialisés et les pays en développement et de favoriser le transfert du savoir-faire.

AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS

L'Agence canadienne d'inspection des aliments a contribué au Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire de la Banque mondiale afin d'améliorer la salubrité des aliments au moyen du renforcement des capacités et de partenariats public-privé dans les pays en développement. L'Agence a également fourni une assistance technique à divers ministères de pays en développement afin de gérer les risques relatifs à la salubrité des aliments et d'accroître leurs connaissances en la matière. L'Agence canadienne d'inspection des aliments a aussi financé une assistance technique pour s'attaquer aux problèmes de non conformité des aliments exportés au Canada par des pays en développement et des économies émergentes.

STATISTIQUE CANADA

Statistique Canada fournit une assistance technique pour renforcer la capacité statistique dans les pays en développement en travaillant de manière bilatérale et régionale, ainsi que dans le cadre d'institutions comme le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle. En 2016-2017, Statistique Canada a organisé plusieurs visites d'étude, des séminaires et des ateliers afin que les décisions stratégiques reposent sur un fondement de données probantes plus solide, en vue d'améliorer la croissance économique et les conditions de vie socioéconomiques dans les régions et les pays en développement. En participant activement au Groupe d'experts inter-agences des Nations Unies sur les indicateurs des objectifs de développement durable, notamment en étant l'hôte de la cinquième réunion du groupe, le Canada a permis l'acquisition de l'expertise nécessaire pour établir des indicateurs mondiaux de mesure de la réalisation des objectifs de développement durable.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

La Monnaie royale canadienne a contribué à l'ADO du Canada en 2016-2017 en donnant des ordinateurs à des écoles primaires des Philippines par l'intermédiaire du World Computer Exchange.

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) est le principal responsable de l'administration et du traitement de la propriété intellectuelle au Canada. Les secteurs d'activité de l'OPIC comprennent les brevets, les marques de commerce, le droit d'auteur, les dessins industriels et les topographies de circuits intégrés. En 2016-2017, l'Office a donné suite à 13 projets d'assistance technique. Cette aide a été fournie sous la forme de rapports de recherche et d'examen pour des demandes de brevet. L'Office de la propriété intellectuelle du Canada a répondu à plusieurs demandes en provenance de l'Asie et de l'Amérique du Sud, soit les principales régions bénéficiaires, ainsi que de certains pays, comme Antigua-et-Barbuda.

SANTÉ CANADA

Santé Canada collabore avec d'autres ministères et organismes fédéraux, des ONG, d'autres pays, des partenaires autochtones et le secteur privé aux travaux de réglementation. En 2016-2017, Santé Canada a aidé l'Organisation mondiale de la Santé et le Forum africain de réglementation des vaccins à renforcer leurs capacités et à harmoniser davantage les pratiques observées dans le développement des vaccins.